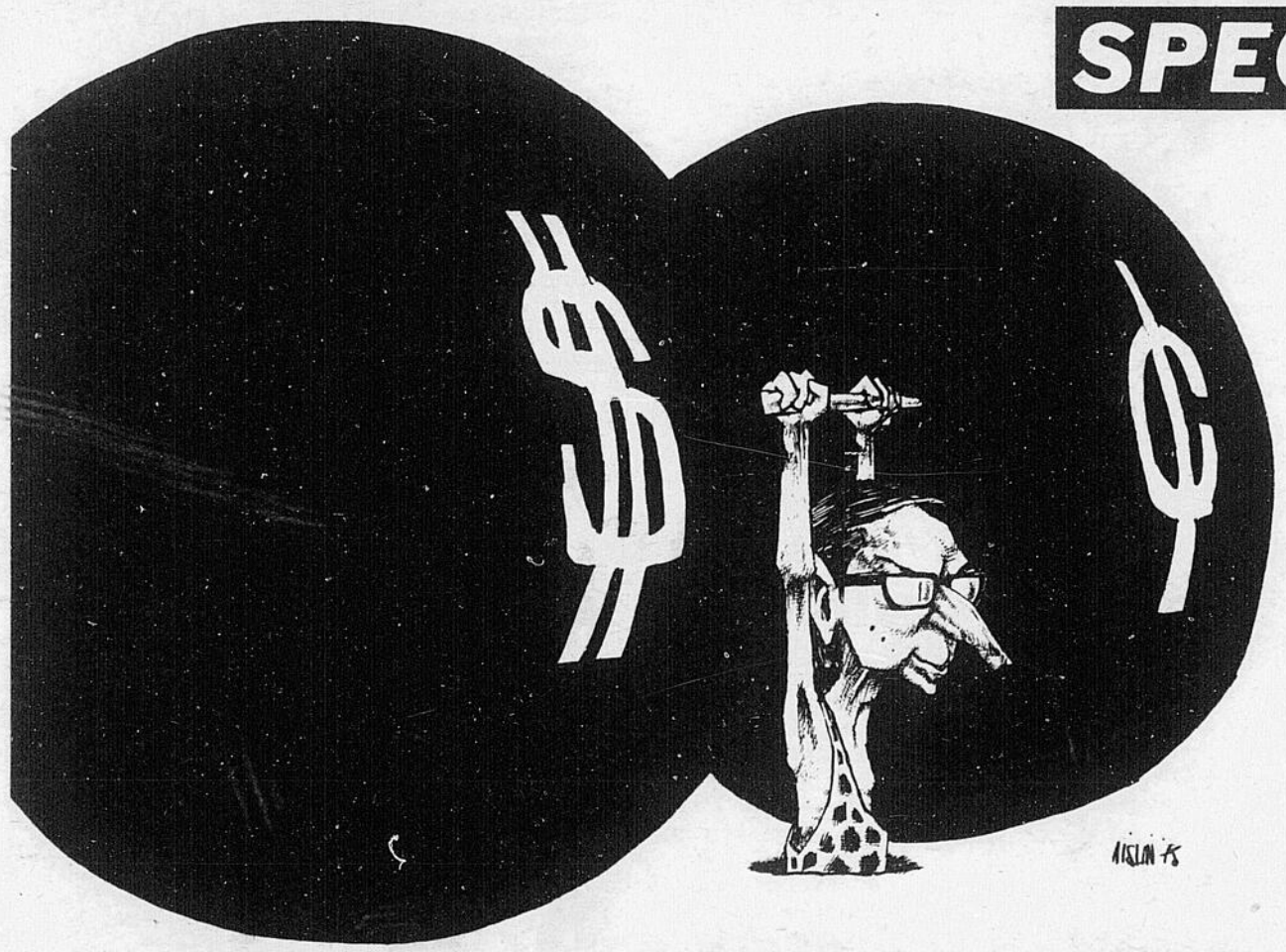
Semaine
du 21 au
27 octobre
5e année no 41

QUÉBEC-PRESSE



L'armée de Trudeau fait campagne pour Bourassa

SPECIAL *Elections*



Portrait des candidats du PQ

– pages 16 et 17

Bilan du gouvernement

– affaires étrangères

– développement économique

– affaires culturelles

– consommation

– pages 8 à 15

mini-loto TIRAGE: 29
VENDREDI 19 OCT.
25 séries émises — 90,000 chacun
Possibilité de:

69944	—	25	gagnants de **$5,000.**
9944	—	200	gagnants de **$500.**
944	—	2025	gagnants de **$100.**

LOTO PERFECTA

29e COURSE, 18 OCTOBRE 1973

ORDRE: $1334.00 (116 PRIX)

DÉSORDRE: $ 58.00 (2601 PRIX)

VENTES TOTALES: $637,012.00

RÉSULTAT			
A	B	C	D
3	7	10	6

La stratégie du PQ

Un "vrai gouvernement" d'abord et l'indépendance ensuite

par Louis Fournier

Fidèle à son plan de campagne, le parti Québécois entame cette dernière semaine avant l'élection du 29 octobre avec l'image suivante: il faut d'abord que les Québécois se donnent un "vrai gouvernement", celui du PQ, après quoi ils décideront, par référendum, s'ils veulent l'indépendance du Québec.

Selon les informations obtenues par QUEBEC-PRESSE auprès de sources autorisées au PQ, il n'est pas question - loin de là - de ne pas faire l'indépendance mais la chose se réalisera par étapes, calmement. Les Québécois, qui auront pu voir à l'oeuvre un gouvernement du PQ pendant au moins deux ans, jusqu'en 1975, seront alors en mesure de décider, lorsqu'on les consultera, s'ils entendent aller jusqu'au bout de la démarche du PQ: la souveraineté du Québec, doublée d'une association économique avec le Canada.

La peur

Cette stratégie minutieusement élaborée au PQ, depuis des mois, s'inscrit dans le cadre de ce que René Lévesque a déjà appelé "l'indépendance tranquille". Le parti Québécois se rend compte que l'indépendance exige des Québécois un "saut psychologique" que plusieurs craignent encore de faire, notamment à cause du sentiment de peur et d'insécurité entretenu à qui mieux mieux par les trois autres partis.

Les trois premières semaines de la campagne ont contribué à donner du PQ une image de parti responsable, qui ne brusque rien et l'image aussi d'un parti qui appartient aux citoyens. Ce fut d'abord la caisse électorale "propre", puis le budget-type d'un Québec souverain et, enfin, le souci du PQ de porter attention - et de proposer des solutions concrètes, dans le cadre de son budget national - aux problèmes régionaux et locaux.

Une équipe

La tournée que le PQ vient de terminer dans les différentes régions du Québec en a fourni la preuve. Cette tournée a également servi à démontrer que le PQ présente une "vraie équipe" de rechange aux vieilles machines politiques, une "équipe de gouvernement". On signale au PQ que René Lévesque est le seul chef de parti à s'être présenté devant les électeurs, la semaine dernière, avec ses principaux lieutenants, partout au Québec. Cette équipe, on l'a appelé l'artillerie lourde du PQ.

Au cours de cette dernière semaine de campagne, le parti Québécois entend aussi mettre l'accent sur les problèmes concrets qui touchent les citoyens. En plus de la promotion de ses "programmes régionaux", le parti insistera sur les solutions qu'il présente aux problèmes des personnes âgées, du coût de la vie, du chômage et sur toutes les allocations nouvelles qu'il promet dans la partie "sociale" de son budget-type.

Au forum

Cette image d'un parti "proche du vrai monde", d'un parti qui n'entreprendra rien de radical sans consulter les citoyens, elle explique en bonne partie le fait que le PQ tienne aujourd'hui dimanche au Forum de Montréal, la seule grande assemblée publique de toute la campagne. On ne tient pas à effrayer les électeurs indécis par une démonstration de force qui aurait eu lieu quelques jours seulement avant le 29 octobre. Au PQ, on ne donne que le chiffre de 15,000 personnes pour indiquer le nombre de participants qu'on attend à cette assemblée au Forum, qui débutera à 13 heures 30 aujourd'hui dimanche. On y présentera, entre autres, les 110 candidats du PQ à l'élection.

Dévoilé par le PQ

Un plan de développement pour l'Est du Québec



par Robert Lévesque

Pendant que Bourassa faisait escale à Rimouski pour participer à un hot-line payé par le parti libéral et animé par le fils de Maurice Tessier, et pour répondre aux questions d'un groupe invité en studio par le parti, le président du PQ rendait public le programme régional de son parti pour l'Est du Québec.

Un programme où l'on accorde les principales priorités au développement touristique, à la forêt, au transport et à l'industrie. Un programme, en fait, qui se propose de réaliser concrètement les promesses entretenues par les deux derniers gouvernements québécois depuis la signature de l'entente Canada-Québec, mais **"à la lumière du manifeste de Matane".**

"Notre région, dit le PQ en parlant du Bas Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Iles de la Madeleine, **est malade. Il y a 100,000 personnes sur 325,000 qui vivent du chômage ou de bien-être social. La population baisse, les jeunes s'en vont, les paroisses se vident."**

Pour remédier à cela, le PQ s'engage à développer le tourisme gaspésien avec un programme de crédit hôtellier d'un million de dollars en 1974-75 puis de $2 millions par année à partir de 1975-76, et par un programme de villages de vacances familiales construit au rythme d'un par année durant cinq années.

Jamais réalisé

Pour la forêt, le PQ s'engage à mettre un budget de 10 millions par années pour les travaux agricoles, et de créer des centres agro-forestiers, trois par année durant 3 ans. Ce longtemps mais n'a jamais dernier programme est prévu par l'ODEQ depuis été réalisé.

Quant aux routes, le PQ terminerait la route de ceinture de la Gaspésie en 1976, ainsi que la route Rimouski-Cabano réclamée depuis des années.

On trouve dans ce programme les postes suivants: $1,500,000 par année pour l'aide à la petite entreprise, un traversier entre les Iles de la Madeleine et le Québec pour 1976-77, etc...

Quant à Cabano et à Marsoui, le PQ **"souhaite"** que tout marche bien, mais ne s'engagne pas plus avant sur ces importants problèmes. Pour le superport, Monsieur Parizeau a répété à Rimouski qu'il ne faut pas rêver en couleurs et que les installations qu'on pourrait faire à Gros-Cacouna ne correspondent pas au projet mis de l'avant par Bourassa.

Dans le Saguenay

Le coup de la Brink's avait coûté au PQ environ 10% du vote

(L.F.) – Il faut se méfier au plus haut point des tactiques genre "coup de la Brinks" **qui pourraient être utilisées contre le parti Québécois dans les derniers milles de la campagne.**

C'est en tout cas l'avertissement que donne, preuves à l'appui, le candidat du PQ dans le comté du Lac Saint-Jean, Georges Henri-Fortin. Les résultats d'une enquête personnelle menée par M. Fortin dans son comté, après l'élection d'avril 1970 - il était alors candidat du PQ -, indiquent que 47 électeurs ont opté pour le PQ à l'époque alors que 66 avaient pourtant annoncé qu'ils le feraient. Quelle raison ont invoquée ces électeurs pour justifier leur chaugement d'attitude? Réponse: 15 des 19 citoyens interrogés ont mentionné le coup de la Brinks!

Conclusions plus générales: Georges Henri-Fortin aurait pu recueillir 48.4% du vote en 1970 et être élu mais 11.7% de péquistes déclarés n'ont pas voté pour lui à cause du fameux coup téléguidé par les libéraux.

DERNIERE HEURE

Dû à une affluence inattendue de textes nous avons retardé la publication de notre supplément "Libre Opinion".

Il paraîtra le dimanche 28 octobre.

QUEBEC-PRESSE

est publié par l'Association coopérative des publications populaires, 9670 Péloquin, Montréal 358.

Directeur de l'information
Gérald Godin

Comité de rédaction: Virginie Boulanger, Michel Elliott, Louis Fournier, Pierre Godin, Gérald Godin, Micheline Lachance, Robert Lévesque, Michel Servant, Michel Sabourin.

Rédaction: 381-8684.
Sport: Pierre Terroux, directeur, Yvan Poupart, photographe.
Publicité: Michel Servant, Gérald L'Italien, Jean Bélanger, Francine Tremblay.
381-1385.
Distribution et abonnements: Guy Ouimet, **381-9936.**
Administration: Gilbert Rambo. **381-4775.**

Courrier de deuxième classe sous le numéro d'enregistrement 2314. Port de retour garanti à Montréal, 9670 Péloquin, Montréal 358.

Bibliothèque nationale du Québec. Dépôt légal.

Composé et imprimé par Journal Offset Inc.

111

L'armée fédérale se lance dans la campagne électorale

par Pierre Godin

L'armée canadienne a décidé d'entrer elle aussi en campagne électorale... aux côtés des libéraux. Jeudi et vendredi, en effet, des Québécois étonnés, indignés ou amusés ont vu une vingtaine de chars d'assaut défiler, comme ça, par hasard, aux abords du Parlement.

Ils étaient venus à la citadelle "pour inspection", paraît-il. C'est du moins la version officielle. Aucun rapport avec les élections! Toute ressemblance avec les élections propres aux républiques de bananes, où la baïonnette côtoie la boîte de scrutin, n'était que pure coïncidence, répétait-on au camp Val-Cartier, point de départ de la colonnade.

Coïncidence? Peut-être. Mais, car il y a des mais, on ne saurait sans naïveté écarter l'idée que le parti au pouvoir, de moins en moins sûr du "bon sens" de l'électorat québécois, ne tente de le ramener à de meilleurs sentiments par le rappel d'images de la crise d'octobre 1970.

Coïncidence? Peut-être. Mais certainement pas pour le président du parti Québécois, René Lévesque. Informé que des chenillettes blindées avaient circulé dans les rues de Québec au cours de l'après-midi de jeudi, le leader du PQ a lancé: "Le 29 octobre, les chars d'assaut ont besoin de rester à Valcartier!"

Devant 10,000 fonctionnaires

Coïncidence? Peut-être. Mais comment expliquer que le lendemain, vendredi, d'autres chars d'assaut sont sortis de la citadelle pour se poster durant une couple d'heures sur la Grande-Allée, près de la porte Saint-Louis au moment où 10,000 fonctionnaires allaient à leur lunch.

Coïcidence? Peut-être. Mais comment expliquer la colonnade de 600 véhicules militaires qui, semble-t-il, partirait d'Ottawa, durant les derniers jours de la campagne électo*rale, pour traverser le* rale, pour traverser le Québec, puis Montréal, jusqu'à la base militaire de Saint-Hubert, sur la rive sud de Montréal.

2,000 soldats de plus

A la base de Saint-Hubert, d'ailleurs, il n'y a jamais eu tant de soldats que depuis quelques jours. Selon nos informations, il y aurait actuellement quelque 2,000 militaires de plus que normalement. On les aurait amenés non seulement pour qu'ils votent, le 29, dans le comté de Taillon, mais aussi, selon le témoignage même d'un membre de la base, au cas "où il y aurait des troubles"... Mais là encore, ce n'est que pure coïncidence.

Ces militaires, fraîchement débarqués au Québec, sont des Anglophones qui étaient postés auparavant en Ontario, au Nouveau Brunswick et au Manitoba. Le 29, on sait à quel parti iront leur voix. Aux libéraux.

Certainement pas au PQ, parti banni de la base de Saint-Hubert comme du camp Valcartier. Un membre de la base a eu, la semaine dernière, des démêlés avec la police militaire parce qu'il s'était présenté à la base comme énumérateur du PQ. On l'a arrêté pour le relâcher un peu plus tard.

Faire peur au monde

Les coïncidences sont tellement nombreuses qu'elles finissent par ne plus en être, ou en tout cas elles ressemblent étrangement à des "coïncidences" organisées et provoquées. Dans quel but? De faire peur au monde... Il n'y a pas d'autres explications. Reste à savoir si l'effet recherché sera atteint...

Un témoin occulaire de l'incident de vendredi midi - ou plutôt de la "coïncidence" de vendredi midi - aux abords du Parlement, nous a signalé que c'était un amusement mâtiné chez certains d'indignation, et non la crainte, qui s'exprimait dans la foule des curieux attroupés autour des militaires.

Ceux-ci, du reste, n'avaient pas l'air bien méchants. Un tantinet provoquants, certes, mais contrairement aux images de 1970, ils n'avaient pas l'arme à l'épaule. Certains fumaient nonchalamment leurs cigarettes, d'autres "frottaient" leurs engins belliqueux...

Un petit air de Prague

Quolibets et injures fusaient de la foule. "Vous ne nous aurez pas ce coup-ci!" scandaient certains. D'autres, plutôt indignés par ce qu'ils considéraient comme de la pure intimidation, et non une coïncidence! s'excitaient et parlaient d'aller chercher les fonctionnaires restés dans le Parlement.

"La scène avait un petit air pragois", a commenté notre interlocutrice. "Ca n'aurait pas pris grand'chose pour que le Parlement se vide."

Surveillez le ciel?

Vers 15 heures, les blindés sont repartis vers leur point d'origine: le camp Valcartier, à une vingtaine de milles de la capitale. C'est un secret de polichinelle: d'autres "sorties" des militaires dans les rues de Québec sont prévues au cours de la semaine. Aux QG des partis, les rumeurs vont bon train à ce sujet. A l'exception du comité central des libéraux où on ne sait rien. Mais c'est là une autre coïncidence!

Un autre informateur, qui se trouvait vendredi après-midi à Val Saint-Michel, sur la route conduisant au camp Valcartier, a pu voir de ses propres yeux plusieurs convois militaires qui filaient en direction de la base militaire.

Notre interlocuteur nous a dit: "C'est pas fini. Surveillez le ciel."



HEUREUSEMENT, il paraît que le canon-mitrailleur n'était pas chargé... Photo prise à Québec, sur les Plaines d'Abraham.



L'ARMEE "INSPECTE" ses chars. Au lieu de le faire à la base de Valcartier, on a préféré le faire sur les Plaines d'Abraham, pour que tout le monde le sache.

éditorial

Le pessimisme est fédéraliste

L'option indépendantiste a ceci de terrible, pour les partis fédéralistes, qu'elle les force à dénigrer le Québec, ses richesses, ses possibilités, son potentiel, l'imagination créatrice de son peuple et même la dévotion populaire latente à l'égard de la liberté.

C'est ainsi qu'on voit un premier ministre du Québec, nommément Robert Bourassa, tout comme avant lui Jean Lesage et Jean-Jacques Bertrand, tenter de faire la preuve de l'incapacité du Québec à se gouverner lui-même et, surtout, à subvenir à ses propres besoins... "On n'est pas capable", "On n'est pas équipé pour", "Oui, mais à quel prix, la liberté? Et ce prix, pouvons-vous le payer?"

L'option indépendantiste, quels que soient le groupe, le parti ou le mouvement qui la proclament, est en fin de compte une affirmation essentiellement optimiste.

Le pessimisme

Et ceux qui s'y opposent n'ont qu'une carte à jouer: celle du pessimisme, du défaitisme. Et le pessimisme consiste aé faire feu sur le Québec et son avenir avec tous les gros canons des sombres hypothèses. "Oui, oui, d'accord avec le budget d'un Québec souverain, sauf qu'il repose sur des hypothèses, la principale étant: le Canada acceptera-t-il de continuer à transiger avec le Québec? Et si le Québec doit créer sa propre monnaie, que vaudra-t-elle?"

Autant d'hypothèses, disent messieurs Bourassa, Garneau, Jean-Noël Tremblay, Claude Ryan, Gabriel Loubier, qui jettent du discrédit sur le budget du PQ aussi bien que sur l'avenir du Québec lui-même et le projet indépendantiste dans son entier.

Au fond, dans le train des hypothèses, on pourrait aussi bien ajouter toutes celles qui peuvent nous venir à l'esprit: et s'il pleuvait toute l'année, après l'indépendance? Et s'il y avait une tempête de neige par jour, l'hiver prochain? Et si... Et si...

Bourassa construit!

Car ce que ces messieurs ne disent pas, c'est que leurs propres "certitudes" reposent elles aussi sur des hypothèses. Qu'on pense aux 100,000 emplois de Bourassa. Cette promesse reposait sur l'hypothèse que l'Amérique du Nord connaîtrait un "boom" économique extraordinaire. Ce fut le contraire et le chômage est aujourd'hui de 8% au Québec, chiffre à peu près sans précédent. Et on nous dit que Bourassa construit!

L'économie mondiale repose sur des hypothèses. Qui aurait pu dire, en 1967, que le dollar américain deviendrait une monnaie faible et dévaluée de 20% six ans plus tard? Qui aurait pu dire que les pays arabes décideraient de hausser le prix de leur pétrole au point que l'économie américaine et canadienne s'en trouvent menacées?

Personne. Et pourtant, tout ça n'a pas empêché ces pays de continuer à être des pays. Et on n'a pas vu le Canada demander aux USA de l'accueillir dans le giron de la grande Confédération américaine pour se prémunir contre les effets néfastes de ces imprévus qui n'apparaissent dans aucune des hypothèses budgétaires officielles du temps.

La guerre des hypothèses pessimistes, au fond, elle est menée par les tenants du statu quo, tout simplement. Par ceux qui ne veulent pas voir un pouvoir de plus en Amérique du Nord. Tandis que les indépendantistes, eux, font des hypothèses optimistes. Parce qu'ils croient qu'un "bureau-chef" a plus de force qu'une succursale pour parvenir à quelque fin que ce soit.

Le tennis planétaire

D'ailleurs, il est plutôt amusant de voir Gabriel Loubier citer les mêmes pays tour à tour de façon négative ou positive suivant l'usage qu'il veut en faire. Pour discréditer l'indépendance, il dira que le tourisme a fui les Bermudes après l'indépendance. Quand il parlera de coalition dans le cas d'un gouvernement québécois minoritaire, il citera le même pays comme l'exemple par excellence d'un lieu où une coalition a eu lieu.

On se tire des pays par la tête! C'est du tennis planétaire. Les libéraux, au service, envoient la Roumanie au filet. Le PQ réplique en retournant le Danemark. L'UN, qui joue en double avec les libéraux, retourne les Bermudes. Et sur une "drive" du PQ, Loubier, qui reçoit la balle en pleine figure, dit qu'aux Bermudes, après tout, un parti agonisant comme l'UN pourrait peut-être jouer un certain rôle, puisque les coalitions entre pot de terre et pot de fer sont possibles...

L'esprit de changement

C'est la campagne actuelle. C'est la campagne entre les lunettes noires et les lunettes roses. C'est la campagne des peureux contre les confiants.

D'une part, il y a ceux qui disent: on n'a rien à perdre à faire un vrai changement. En général, ce sont ceux qui ont tout vu, de Duplessis à Caouette à Bourassa et Dupuis, sans que rien change vraiment, auxquels s'ajoutent ceux qui croient en la construction d'un pays, à tout prix.

D'autre part, il y a ceux qui ont peur de l'avenir, n'importe quel avenir ou changement, auxquels s'ajoutent ceux qui tirent de gras profits de la situation actuelle du Québec dans la Confédération et le système. Lesquels sont les plus nombreux? On le saura le 29, pour cette fois-ci. Mais à long terme, les premiers sont toujours les plus nombreux. Car dans l'histoire de l'humanité, quand elle est laissée à elle-même, sans violence, c'est toujours l'esprit de changement qui gagne.

Le comité de rédaction

billet

La science l'université et la domination

"Don't forget, my dear fellow, that we are in the native land of the hypocrit."
Oscar Wilde

J'aime qu'une grande université anglaise comme McGill et qu'un éminent professeur anglais comme M. Donald Armstrong, économiste et professeur de gestion des entreprises, illustrent, devant une association aussi évidemment dévouée au peuple que la North American Corporate Planning Society, l'esprit scientifique qui fait depuis longtemps la réputation de cette université en général et de cet homme de science en particulier.

Que vient donc de dire la science, par la bouche de cet Armstrong, douze jours avant les élections? Eh bien! la science vient d'affirmer que l'indépendance du Québec, si elle est réalisé pacifiquement, sera suivie de la disparition de 25% des emplois non-agricoles. Il y a à l'heure actuelle quelque 2,500,000 emplois de cette sorte au Québec. La cervelle de M. Armstrong vient donc de trouver qu'advenant un changement constitutionnel réalisé de gré à gré, les capitaux détaleront avec une telle vitesse et une telle unanimité qu'environ 625,000 emplois seront supprimés. Remarquez que dans l'hypothèse de M. Armstrong, il s'agit d'une indépendance obtenue dans la plus entière légalité, donc par un accord entre gouvernements, donc sans changement appréciable dans les structures économiques, donc sans menace véritable contre le capital. Cependant, dit l'homme de recherche et la lumière de McGill, le capital détalera tout de même, cul par-dessus tête. Le capital vraiment n'est pas tenace. En somme, s'ajouteront aux quelque 250,000 sans travail qu'il nous arrive d'avoir, environ 625,000 chômeurs, un chômage total d'à peu près 35%, pour rien et à cause de rien. La science de McGill arrive à expliquer ça...

Cela m'explique autre chose. Cela m'explique la perfidie, la violence et la bêtise, et la psychologie des WASP. Cela m'explique l'ennemi.

Pierre Vadeboncoeur

La campagne électorale

par l'Equipe



Les chômeurs de SOMA contre Guy Saint-Pierre

Les travailleurs jetés à la rue par la fermeture de la **Société de montage automobile (SOMA),** à Saint-Bruno-de-Montarville, ont décidé de rappeler leur existence au **ministre de l'Industrie et du Commerce, Guy Saint-Pierre,** le 29 octobre. Et ce, d'autant



DANIEL PALARDY
(photo Michel Elliott)

plus que le minstre se présente dans le comté où ils habitent en majorité, **Chambly!** Les 500 syndiqués de la CSN qui ont perdu leur job à SOMA, où ils montent des Renault, **travaillent à faire battre le ministre.** La grande majorité sont du bord du parti Québécois, selon le président du syndicat des "chômeurs" de SOMA, **Daniel Palardy,** de Saint - Basile - le - Grand. "Si Saint-Pierre a 10 votes chez les gars de SOMA, ce sera beau", dit-il...

Le "tavernacle" de Saint-Jean

Même s'il n'est député libéral du comté de Saint-Jean que depuis trois ans, Jacques Veilleux a réussi d'une certaine façon, sinon d'une façon certaine, à imposer sa marque. On l'appelle dans le comté **"M. Taverne"** ou encore, quand on a la langue un peu moins bien pendue **"Le Tavernacle de Saint-Jean"!** C'est que depuis qu'il est devenu député, Veilleux a fait obtenir à ses organisateurs politiques des permis de débits de boisson. Des exemples? La brasserie Jacques-Cartier appartient à l'un des principaux organisateurs de Veilleux en 1970, M. Lebeau. Le maire Trudeau, de Saint-Luc, un **"chum"** politique du député libéral, a obtenu lui aussi son permis pour une brasserie. Le Pub du centre d'achat Woolso, à Saint-Jean, appartient à un autre organisateur de Veilleux, M. Leblanc. La taverne Au Verre Luisant appartient à Romual Pépin, lié aussi à l'organisation de Veilleux. Comme dans le temps chez les duplessistes, les libéraux se partagent goulûment l'assiette au beurre.

Qui est membre du comité italien du PQ?

Il y a confusion chez le parti Québécois de Jeanne-Mance en ce qui touche les membres du **"comité italien"**. Qui en est? Qui n'en est pas? Une chose est certaine, deux personnes que nous avions associées à ce comité, chargé par le PQ de **"dégeler"** l'électorat italien du comté, nous ont affirmé qu'elles n'en sont pas. Ce qui ne veut pas dire, nous a précisé l'une d'elles, Mme Alda Viero, qu'elle ne serait pas fière de s'associer à ce comité mais ses affaires personnelles le lui interdisent. Quant à Camillo Carli, directeur de **La Tribuna,** sa qualité de journaliste lui commande, nous a-t-il dit, d'observer une stricte neutralité vis-à-vis les partis politiques. Cela étant dit, les péquistes de Jeanne-Mance se montrent très confiants de remporter le comté, le 29. Leur adversaire libéral, Aimé Brisson, n'a réussi à attirer que 50 personnes, avec comme principal orateur le ministre Jean Cournoyer, là où le PQ en a réuni 800, soit à l'école La Dauversière, dimanche dernier.

Le SFPQ dit au juge Drouin de se mêler de ses affaires

Le président général des élections, le juge François Drouin, celui-là même qui a présidé à la confection d'une liste électorale pourrie, qui donnera lieu à de nombreuses injustices le 29, s'est fait rappeler à l'ordre par le Syndicat des fonctionnaires provinciaux. On sait que le juge Drouin a fait paraître dans les journaux, la semaine dernière, une annonce rappelant aux fonctionnaires de ne pas **"faire de la politique"**. Le SFPQ a répondu au juge Drouin: **"Mêlez-vous donc de ce qui vous regarde et ne tentez pas d'intimider les fonctionnaires"**. Et le SFPQ de rappeler au juge Drouin qu'il a beaucoup de pain sur la planche: informer les immigrants qui ne sont pas citoyens canadiens qu'ils n'ont pas droit de vote: réparer le fouillis de ses listes électorales: trouver une solution aux problèmes des milliers de Québécois dont le nom n'apparait pas sur les listes électorales...

Le bas clergé s'engage

Des membres du clergé de la région de Québec vont prendre position en faveur du parti Québécois, lundi prochain, au cours d'une conférence de presse. On divulguera alors un manifeste électoral dont les principaux rédacteurs sont Armand Therrien, animateur de la pastorale dans le comté de Portneuf, Michel Stein, professeur de sociologie et Evariste Lessard, responsable également de la pastorale.

Un livre explosif sur les Simard, Paul Desrochers et Bourassa...

A une semaine des élections vient de paraître, aux Editions Québécoises, un ouvrage qui tombe pile. Le titre: **"De la clique des Simard à Paul Desrochers en passant par le joual".** Son auteur: Robert Barberis, professeur de français au cegep de Tracy près de Sorel, militant bien connu du parti Québécois sur la Rive-Sud. Ce petit livre qui se lit comme un roman décrit le pouvoir économique et politique de la riche famille des Simard de Sorel et, plus précisément," **les rapports entre le patronage en faveur des Simard et les millions qu'ils investissent dans la caisse électorale du parti Libéral contrôlé par Paul Desrochers pour maintenir Robert Bourassa au pouvoir".** Le livre rappelle aussi les grandes luttes ouvrières menées par les travailleurs de Sorel.

La politique et le cinéma

C'est par le cinéma que les étudiants du Cegep de Limoilou ont décidé de participer à la campagne électorale présentement en cours. Le 22 et le 23 octobre, de 9 heures à 16 heures, ils présenteront gratuitement trois films qui devraient, selon eux, contribuer à éclairer la lanterne des citoyens. Les films choisis: "Un pays sans bon sens", de Pierre Perrault, "Faut aller parmi le monde pour le savoir", de Fernand Dansereau et "Duplessis et après", de Denys Arcand.

Desrochers chez Bechtel?

La rumeur se fait de plus en plus persistante dans les milieux politico-économiques: Paul Desrochers, qui doit quitter les coulisses du parti libéral après les élections du 29 octobre, aurait déjà dans sa poche, la promesse d'un emploi fort bien rémunéré au sein de Bechtel Canada. On sait que c'est Bechtel Canada qui a obtenu sans appels d'offre le contrat de gérance et d'ingénierie du projet de la baie James, et que Paul Desrochers n'est sûrement pas étranger à ce choix, lui qui admire plus que tout les réalisations américaines dans tous les domaines, que ce soit dans l'art d'élire un président ou de filmer les Jeux olympiques. Ainsi, la rumeur se concrétise,on pourra parler d'un échange de bons procédés, entre la grosse machine rouge et la grosse Bechtel.



PARTISAN DU SÉPARATISME, ancien commentateur à la télévision, correspondant de guerre et Premier ministre du gouvernement du Québec, René Lévesque a un dynamisme qui a attiré la jeunesse du Canada français.

Déjà en 1963!

Si vous lisez attentivement le bas de vignette de cette photo, vous verrez qu'on y donne à René Lévesque le titre de Premier ministre du gouvernement du Québec. Cette conquille gigantesque ou prophétique a été faite dans le livre que consacrait au Canada la prestigieuse collection de Time-Life intitulée: "Autour du monde", en 1963.

POUR MONTRÉAL
DEVENEZ CRIEUR
pour
QUÉBEC-PRESSE

En 2 ou 3 heures un gars débrouillard se fait une commission substantielle.
ET POURQUOI PAS UNE FILLE?

Crieurs aussi demandés tôt le dimanche pour les coins de rue achalandés ou aux portes des églises partout à Montréal.
Tél.: Micheline Venne, 381-9936
QUÉBEC-PRESSE



POSTER DE SALVADOR ALLENDE

Haut contraste, format 19" x 24", coût $1.25 frais de port inclus.

Chèque ou mandat de poste à Coopérative de Production Artisanale 1400, Beauharnois, Longueuil.

LES MESSAGERIES INTERNATIONALES DU LIVRE INC.



LIRE C'EST ÉVOLUER AVEC SON TEMPS
En vente chez votre librairie habituel

Postes vacants à la CSN

Un conseiller juridique

un ingénieur industriel

un conseiller à l'éducation

Les candidats sont priés de communiquer avec Pauline Topping, 1001 rue St-Denis, Montréal H2X 3J1, téléphone: 842-3181 d'ici le 1er novembre 1973.

LE CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

requiert les services de 3 vulgarisateurs

dans le cadre d'un projet spécial

Projet d'utilisation de media populaires, qui consiste à confectionner des documents visuels qu'utiliseront des groupes populaires dans le cadre de leurs actions, et des vulgarisations d'analyses théoriques.

Le personnel du projet

- deux dessinateurs aptes à faire des bandes dessinées; un des deux devra avoir une bonne connaissance des techniques de la photo;
- un chercheur (tâche: documenter les sujets, bâtir des scénarios).

Qualifications

- Bonne connaissance des problèmes socio-politiques montréalais;
- Aptitude à traduire sous forme de media populaires (bandes dessinées, photo, etc...) des contenus socio-politiques déterminés par des groupes;
- Capacité de travailler à partir de commandes faites par des groupes;
- Connaissance de la mise en page et des procédés graphiques.

Salaire et conditions de travail: selon la convention collective.

Faire parvenir son "curriculum vitae" d'ici le lundi 29 octobre 1973 à:

Directeur général
Conseil de Développement social
du Montréal métropolitain
445, rue Saint-François-Xavier Montréal H2Y 2T1

LE CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

requiert les services d'un agent de développement dans le secteur de la sécurité financière

Description du poste:

Assumer un rôle d'appui technique aux différents groupes oeuvrant dans le domaine de la séurité financière par:

1- l'analyse des causes de l'insuffisance des revenus;
2- la diffusion de l'information et d'instruments de formation;
3- le développement des liens entre les différents groupes déjà constitués.

Qualifications:

- Expérience de travail et/ou militantisme dans les milieux et avec les groupes concernés;
- Connaissance suffisante des législations sociales pertinentes, des problèmes du secteur et des implications du travail à y faire;
- Capacité de travailler en collaboration très étroite avec **tous** les groupes impliqués dans le secteur;
- Capacité de concevoir avec les groupes des instruments (recherche, formation, information) susceptibles de faire avancer leur travail.

Salaire et conditions de travail: selon la convention collective.

Faire parvenir son "curriculum vitae" d'ici le vendredi 26 octobre 1973 à:

Directeur général
Conseil de Développement social
du Montréal métropolitain
445, rue St-François-Xavier Montréal H2Y 2T1



PRES DE MILLE PERSONNES ont participé à Montréal, le 16 octobre, à une grande assemblée de solidarité Québec-Chili et Québec-Palestine. Un ancien prêtre québécois devenu Chilien, Yves Laneuville, qui a réussi à rentrer ici sain et sauf, a raconté la répression qui sévit là-bas depuis le coup d'Etat du 11 septembre. Parmi les autres orateurs: Marcel Pepin, président de la CSN et de la CMT, Michel Chartrand, président du Conseil central de Montréal et Rezeq Faraj, militant de l'Association Québec-Palestine. On a aussi pu entendre le groupe de musiciens latino-américains "Les Quinchamali".

UQAM

Création d'un front commun pour sauver les sciences juridiques

par Michel Sabourin

Les professeurs du Module de sciences juridiques de l'UQAM ont franchi un pas de plus, jeudi soir, dans la lutte qui les oppose à la direction de l'Université du Québec à Montréal pour l'ouverture du programme de sciences juridiques qu'ils avaient conçu.

Un "front commun" des centrales syndicales, des organismes populaires et des professeurs concernés a en effet été formé en vue de travailler à l'ouverture du programme des sciences juridiques avec la même équipe de professeurs qui avaient conçu ce programme.

Boule de neige

Cette initiative fait suite à deux évènements qui ont remis cette semaine dans l'actualité l'affaire des sciences juridiques. D'abord la publication, par les professeurs concernés, d'un épais dossier noir, intitulé **"L'université, la politique et le droit"**, démontrant l'ingérence politique dont ils ont été victimes. Ensuite la prise de position de la Fédération des associations des professeurs d'université qui a sévèrement condamné **"la capitulation inadmissible des autorités de l'UQAM devant les pressions politiques".** Selon la FAPUQ, l'UQAM s'est servie d'un prétexte fallacieux, **la discrimination dans la sélection des étudiants, alors qu'elle n'a pu en fournir aucune preuve, pour débouter, selon les voeux du ministre et du barreaux, un programme qu'elle avait auparavant approuvé et même louangé.**

On se rappelle que l'UQAM, à la suite d'une déclaration du ministre Cloutier, selon laquelle le vocabulaire des professeurs était marxiste, avait décidé d'annuler toutes les inscriptions au programme qui devait commencer en septembre dernier. L'Université a par la suite nommé un comité de 6 personnes, dont 4 extérieures à l'Université, pour voir à l'ouverture du dit programme, mais avec un mandat aussi large que de voir à l'élaboration des méthodes didactiques, à la sélection des étudiants et à la formation d'un corps professoral.

Il va sans dire que l'objectif premier du front commun qui vient d'être formé sera finalement de voir à ce que le programme des sciences juridiques soit donné par ceux qui l'ont conçu. Puisque, estime le Front commun, eux seuls peuvent le faire dans l'esprit premier du projet, c'est à dire donner la possibilité aux travailleurs d'avoir accès à un programme de formation en droit, et mettre le droit au service de la majorité des citoyens et non seulement au service des classes dominantes.

Un précédent

Interrogé par QUEBEC-PRESSE, un porte-parole des professeurs de sciences juridiques a d'ailleurs qualifié d'ingérence inacceptable de la politique et du barreau dans l'université le fait que les autorités de l'UQAM fassent appel à un comité spécial pour mettre en marche le programme. **"C'est un précédent unique de confier la réalisation d'un programme à des gens autres que des professeurs. C'est une atteinte grave à la liberté de l'institution universitaire et une démonstration évidente que l'université n'est pas au service de la population qui la finance."**

Les petites annonces

Pour une annonce de 30 mots avec un maximum de 35: $3.00.

"LIBERTE SOCIALISTE OU ESCLAVAGE CAPITALISTE? Une brochure gratuite de 32 pages démontrant l'impossibilité de la paix et de la prospérité sous le cap alisme. Ecrire au Parti ouvrier socialiste (SLP), C.P. 321, Montréal 101."

Local à louer (bureaux), s'adresser à 526-1605.

Caméra en très bon état. Topcon Unirex, 35 mm avec objectif 50 mm "tele converter". Prix raisonnable. $125.00. Appelez 677-3834 entre 5h et 9h.

Meubles non-peints, bibliothèques, commodes, pupitres, lits, etc... Meubles sur mesure. Estimation gratuite. Achetez réellement de l'atelier. 272-1991.

COMMUNE - Désire rencontrer personnes responsables pour discuter de l'établissement d'une commune d'habitation à Longueuil. Hommes, femmes ou couples; travailleurs de préférence. 374-0007; demander Marcel ou Doris.

AMASO

Service de rencontres, 822 Sherbrooke, Est suite 5
Marthe Gaudette, b.o., b. péd., b. phil., lic. es lettres.
Service sérieux pour personnes seules, intéressées à des relations durables. Informations et entrevue gratuites.
Cotisation raisonnable. Dépliant sur demande. 524-3852

LONGUEUIL

Porteur motorisé demandé pour distribuer Québec-Presse.

Si intéressé, appeler Jean-Charles Roy, **674-1017** ou à Québec-Presse, **381-9936.**

quoi de neuf

Pauwels à Montréal

Louis Pauwels, dont le nom fut connu surtout pour "Le matin des magiciens" et la revue Planète qu'il fit avec Jacques Bergier, est de passage à Montréal. Homme de droite déclaré, il a été convaincu par Alain Stanké et Roger Lemelin, qui avaient bien aimé sa "Lettre aux gens heureux", de faire un livre sur le Québec. Lemelin voulait d'abord qu'il fasse un livre sur le Canada, mais le Canada n'intéresse pas tellement Pauwels. "D'abord parce que c'est tellement grand, ensuite tellement dépourvu de spécificité et, enfin, ça prendrait des années pour faire un livre sur un tel pays. Tandis qu'au Québec, c'est différent. Il y a ici une personnalité nationale qui m'intéresse." Le livre devrait paraître aux éditions La Presse dans un an environ.

Information sur vos assurances

Quelle protection les garanties dites "collision" et "risques multiples" offrent - elles? Quelle attention apporte-t-on au dossier de conduite d'un individu dans le calcul du coût d'assurance? Ce sont là quelques unes des questions que se posent les consommateurs. Le Bureau d'assurance du Canada qui reçoit au moins 5000 demandes de renseignements à chaque année vient de mettre sur pied un centre d'information qui se charge de renseigner le public sur l'assurance - automobile et sur l'assurance - habitation. En plus de distribuer des brochures d'intérêt général, le Centre répondra à toutes les questions que lui feront parvenir les consommateurs soit en téléphonant à 866-9801, soit en se présentant au 1080, Côte du Beaver Hall, bureau 920 à Montréal.



LES COOPERATIVES, CA SE COMPREND. Tel est le titre d'un petit manuel d'initiation au coopératisme, lancé la semaine dernière par les Editions Québec-Presse dans les locaux de la Société d'assurances les Artisans-CoopVie. Sur la photo, les deux auteurs, André Beaulieu et André Carrier.

(Photo Michel Elliott)

Harvey's Souhaite la bienvenue à tous les nouveaux étudiantes de l'Université de Laval

Nous vous invitons d'apporter ce coupon à n'importe lequel Harvey's de cette région.

BON POUR
* UN HAMBURGER
* DES FRITES
* UNE BOISSON GAZEUSE

pour seulement 69¢ Prix ordinaire $1.20

COUPON OFFERT PAR L'ENTREMISE DE HARVEY'S FOODS LIMITED ET DES SERVICES DE CAMPUS WELCOME

VOIR AU VERSO

Sur son tout petit coupon-prime, la maison Harvey's (vous savez, les hamburgers) a trouvé le moyen de martyriser la langue française à cinq reprises. Harvey's "offre" la bienvenue à tous les nouveaux "étudiantes" de l'Université "de" Laval. Il les invite "d"apporter ce coupon à n'importe quel Harvey's. Il ajoute que les "locations" d'Harvey's sont "situés" 3090 "Ste Anne Blvd." "Que faut-il dire aux Québécois pour qu'ils se rendent compte enfin que nous glissons vers l'assimilation, la dépossession de ce qui fait notre personnalité collective?" disait justement Yves Michaud cette semaine.

Avortement: 385 "complices"

Le front commun pour l'Abrogation des Lois sur l'avortement a remis cette semaine au ministre de la Justice du Québec, M. Claude Castonguay une pétition qu'ont signée 385 personnes (travailleurs, secrétaires, étudiants, comédiens, professeurs, médecins) et qui dit: **"Nous, les soussignés, déclarons avoir aidé quelqu'un d'une façon quelconque (références, conseils, renseignements, etc.) à obtenir un avortement illégal et/ou avoir subi un avortement illégal. De ce fait nous nous incriminons solidairement."** Cette pétition démontre, selon le FCALA que plusieurs citoyens et citoyennes du Québec sont conscients de s'impliquer directement pour que les lois des hommes soient remises en cause surtout, lorsque nous réfléchissons aux conséquences des nombreuses poursuites judiciaires à l'endroit du Dr Henri Morgantaler.

CARON LIBRAIRE
DE PLUS EN PLUS
On se rend chez CARON, là où le livre est maître. Venez vous aussi bouquiner.
LA LIBRAIRIE À CONNAÎTRE!
701 Place d'Armes

Au Forum de Montréal
Dimanche, le 21 octobre, à 13h30.
Venez voir, entendre et rencontrer pour le vrai les 110 candidats du Parti Québécois

René Lévesque nous présente la vraie équipe, la seule capable de former un vrai gouvernement du Québec.

Je vote Parti Québécois.
Je vote pour le vrai!

Cette annonce a été retenue et payée par Alice Mercier 5517 Chemin Côte Saint Antoine, agent officiel du Parti Québécois dans D'Arcy McGee.



Un autre de la gang!

M. J. Edmond Pontbriand vient d'être nommé au poste de président de la nouvelle société Sidbec-Feruni Inc., filiale de Sidbec. Quoi de plus normal puisque M. Pontbriand est un homme dont les talents ont déjà été apprécié à Marine Industries Limitée et à St. Lawrence Columbium and Metals Corporation, où il a occupé des postes importants. Mais ce n'est pas tout: M. Pontbriand a en outre le mérite d'être le beau-frère de madame Robert Bourassa, femme du Premier ministre. Sidbec Feruni s'occupe d'importer, d'exporter, de vendre et de transformer les métaux de toutes sortes et notamment d'exploiter des parcs à ferraille.

Une interrogation sur les limites de l'autonomie et de l'homogénéité du développement québécois...

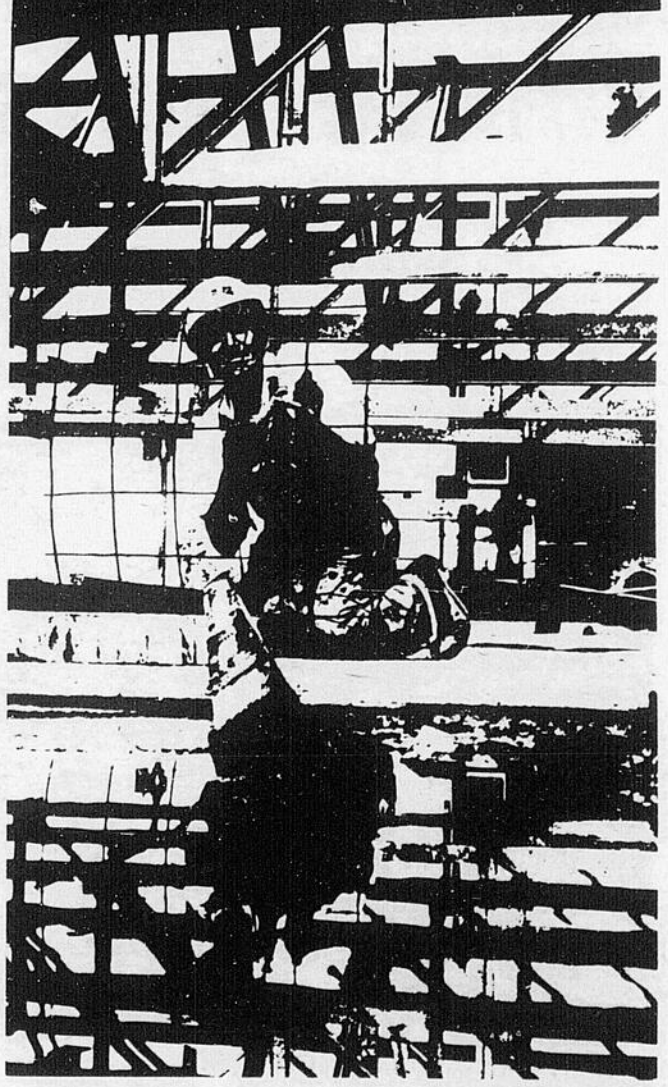
UNE ÉCONOMIE À LIBÉRER

Le Québec analysé dans ses stuctures économiques par Maurice Saint-Germain

$12.85

En vente chez votre libraire

LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL



SPECIAL **Elections**

Les 1,200 jours de Bourassa

4.- La Constitution et les affaires étrangères

par Pierre Godin

Au début des années '60, Lesage et son "équipe du tonnerre" **ont ouvert au Québec un** "chantier constitutionnel". **Après 1966, le premier ministre Daniel Johnson l'a tenu ouvert, tant bien que mal, mais plus timidement. Bourassa l'a fermé aussitôt qu'il a pris le pouvoir, en 1970.**

Le Québec en est là, après trois années seulement d'administration bourassiste. Le chantier constitutionnel québécois est fermé. Québec est à genoux. Ottawa est partout, domine tout, achète tout, écrase tout. L'impérialisme pancanadian **est à son zénith. Un homme a permis cela: Robert Bourassa.**

Le bilan comparé des gouvernements Lesage, Johnson et Bourassa, que trace pour QUEBEC-PRESSE Jacques-Yvan Morin, ne laisse pas de doute sur le "caractère catastrophique" de l'administration libérale actuelle. L'expert en droit constitutionnel du parti Québécois, candidat dans Sauvé, porte un jugement très dur non seulement sur la performance du gouvernement libéral mais également sur Bourassa lui-même:

> "Bourassa, c'est du sable mouvant. Ca s'enfonce, ça se disloque dès le premier affrontement. Bourassa, c'est l'envers de la politique, l'envers de la décision, l'envers du caractère. Cet homme-là est une catastrophe pour le Québec, une catastrophe planifiée et voulue par ceux qui ont intérêt à ligoter les Québécois."

Une période de construction

Par comparaison à la débandade présente, les années du régime Lesage apparaissent comme une période de construction extraordinaire, une période de création de plusieurs instruments de la libération du Québec: rapatriement de près de la moitié des impôts québécois, création de la régie des rentes, nationalisation de l'électricité, établissement de la SGF, etc.

Après 1964, Ottawa réagit. Il veut bloquer le mouvement d'affranchissement des Québécois. Le grand malheur, pour le Québec, c'est que l'équipe de Lesage commence à perdre son unanimité et que Lesage lui-même, comme inquiet de ce qu'il a accompli fait marche arrière. L'expression la plus fameuse de ce recul: son acceptation de la formule Fulton-Favreau - véritable camisole de force qu'Ottawa veut passer au Québec pour l'empêcher d'aller plus loin en matière constitutionnelle.

L'ère des hommes de paille

En 1966, le premier ministre Johnson prend la relève de Lesage. Johnson est un authentique Québécois - beaucoup plus que Lesage - mais il ne pourra pas se bagarrer avec Ottawa d'une manière aussi ferme que Lesage car il est entouré d'incompétents et d'hommes de paille incapables de tenir tête à Trudeau, qui s'amène en 1968 avec sa cohorte de Canadiens français de service dans le but de briser l'élan des Québécois.

Trudeau ne tarde pas à bloquer raide la revision constitutionnelle. Johnson rétorque: "Egalité ou indépendance!" **Trudeau lui répond:** "Ni l'une, ni l'autre!" **Johnson meurt et son successeur, Bertrand, inaugure une politique que suivra d'ailleurs Bourassa: celle de l'effoirement, de l'effondrement devant Ottawa.**

Quand il arrive au pouvoir, en avril 1970, Bourassa partage une doctrine constitutionnelle contraire aux intérêts mêmes du Québec. C'est un fédéraliste déclaré qui sacrifie les principes aux gains momentanés, aux fonds fédéraux. Pour lui, le Québec est une province comme les autres. Cependant, il se trouve autour de lui certains hommes qui veulent faire quelque chose pour les Québécois: Claude Castonguay, aux Affaires sociales, Jean-Paul L'Allier, aux Communications et Jean Cournoyer, à la Main-d'oeuvre.

Bourassa lâche ses ministres

Mais pour Jacques-Yvan Morin, les efforts de ces trois ministres étaient inutiles en partant et ne pouvaient pas porter fruit car ils n'avaient pas l'appui de Bourassa dans leur lutte avec le fédéral:

> "A cause de l'absence de caractère de leur chef, les ministres en lutte contre Ottawa en sont réduits finalement à démissionner, Castonguay, L'Allier et Cournoyer ont mené des combats solitaires et sans lendemain."

C'est l'un des drames du gouvernement actuel. Aucun de ses membres ne peut dire qu'il a l'appui du premier ministre. Au cours des trois dernières années, aucun ministre n'a pu fonder sa politique sur du solide car il ne savait jamais quand Bourassa allait le lâcher.

A Victoria, Bourassa voulait céder contre l'avis de son propre cabinet

-Jacques-Yvan Morin

Ce sont les Québécois eux-mêmes et certains de ses propres ministres qui ont forcé Bourassa à dire non à la Charte de Victoria, en 1971, car lui-même était décidé à l'accepter en partant pour la conférence.

C'est donc à contre-coeur, contre sa propre volonté – et ça il est important de le retenir – que le premier ministre Bourassa a posé le seul geste concret d'autonomie qui a marqué ses trois ans et demi de pouvoir.



JACQUES-YVAN MORIN: Bourassa, c'est du sable mouvant ... Ca s'en fonce, ça se disloque au premier affrontement.

Cette affirmation, c'est Jacques-Yvan Morin qui la fait. Et il parle en pleine connaissance de cause:

"Avant de partir pour Victoria, Bourassa m'a téléphoné pour me mettre dans sa confidence, si je puis dire. Ses propos ne visaient qu'un seul but: me faire miroiter les avantages de la Charte. Cette conversation m'a amené à la conclusion qu'il était en faveur de la Charte en partant."

Trudeau avait décidé...

D'ailleurs, Bourassa ne s'était-il pas fait élire sur un programme profédéraliste? N'appartenait-il pas au même parti que Trudeau, le parrain de la Charte? Donc, rien d'étonnant à ce qu'il accepte dès le départ d'entrer d'emblée dans le jeu de Trudeau. Celui-ci avait décidé que le temps était venu pour le Québec d'accepter un projet de constitution – la Charte de Victoria – qui n'était en réalité que la formule Fulton-Favreau de 1964, écartée par Lesage, et modifiée de telle sorte qu'elle pût représenter un grand avantage pour le Québec.

"Bourassa est craintif de nature. Il est incertain de lui. Aussi, s'il a accepté intérieurement le projet de charte, il ne le crie pas sur tous les toits. Mais il prépare l'acceptation de la Charte malgré l'avis de certains de ses ministres."

Car – et là-dessus aussi Jacques-Yvan Morin a eu accès à certains témoignages – plusieurs ministres nourrissaient des réserves sérieuses au sujet du projet de Trudeau. Certains, comme Castonguay, L'Allier et Cournoyer, s'y opposaient carrément. Les autres n'y comprenaient rien, ou n'y voyaient que du feu. L'opposition véritable à la Charte est venue toutefois des Québécois. C'est l'opinion publique et certains de ses ministres qui ont fait céder Bourassa.

"Il faut se méfier de cet homme qui cède toujours devant les pressions les plus fortes. Si le Québec a évité la Charte de Victoria, c'est que la pression de l'opinion publique a été la plus forte."

Paradoxalement, donc, le Québec n'a évité l'abîme qu'à cause de la faiblesse chronique du premier ministre Bourassa...

QUÉBEC–MONDE

Depuis 1970, la personnalité internationale du Québec s'est fortement dégradée

Sous Bourassa, les relations du Québec avec l'étranger se sont affadies. Là aussi, le Québec a reculé par rapport aux années des régimes Lesage et Johnson. Au plan international, le Québec a connu une érosion de son pouvoir. Sa **"personnalité internationale"** s'est dégradée.

Et pourtant, Bourassa n'avait même pas à trahir sa doctrine du **"fédéralisme rentable"** pour maintenir les positions prises par les gouvernements Lesage et Johnson. Il n'avait qu'à s'en tenir à la lettre du droit international qui ne répugne nullement à ce que les Etats membres d'une fédération disposent d'une personnalité internationale. Les précédents étrangers ne manquent pas: Suisse, Allemagne, URSS.

Face aux intransigeances d'Ottawa, face à l'impérialisme canadien, Bourassa n'avait qu'à s'inspirer de la politique de son propre parti en la matière au cours des années '60. Exemple: Paul-Gérin Lajoie déclarant en 1967 lors de la création du ministère québécois des Affaires intergouvernementales:

"Comme Etat souverain dans les domaines que la Constitution nous assigne, nous avons une certaine responsabilité à assumer en regard du droit international... Il paraît donc souhaitable que des modifications constitutionnelles soient apportées pour assurer clairement au Québec une personnalité internationale..."

Ni pour ni contre

Ottawa ne voit pas les choses du même oeil. C'est pas nouveau. Du temps de Lesage et de Johnson, il en était ainsi. Et il en est encore ainsi avec Bourassa à Québec. Le drame, c'est que le dernier ne possède pas la fermeté ni le caractère des deux premiers. Il plie au premier refus fédéral.

Pire encore. Selon un homme qui, durant près de trois ans, a pu observer de l'intérieur, les rapports Québec-Ottawa, selon Yves Michaud, ancien haut-fonctionnaire québécois attaché aux Affaires intergouvernementales, Robert Bourassa accorde très peu d'intérêt au domaine des relations du Québec avec l'étranger.

"Finies les chicanes avec Ottawa. Pour Bourassa, tout ça, c'est une question de forme. Ce sont des apparences. Ce n'est pas qu'il soit contre. Mais il n'est pas pour non plus. Il n'est ni pour ni contre. Comme dans les autres domaines."

En réalité, le laisser-faire de Bourassa cache une incompréhension totale à l'égard des enjeux véritables de la lutte Québec-Canada au plan international. Il ne comprend pas qu'à la faveur de son opposition aux initiatives québécoises dans ce secteur, Ottawa se donne des raisons pour envahir des champs comme l'éducation ou la culture où il n'a pas compétence en vertu de la constitution.

Bourassa laisse Ottawa renier sa signature

Bourassa a clairement cédé sur un point capital: celui de l'Agence de coopération technique et culturelle où la participation du Québec se résume en fait **"à la présence de Québécois"**. Ce qui n'est pas la même chose.

"En 1971, rappelle Yves Michaud, le Québec a été admis comme gouvernement participant. Mais Ottawa refuse depuis de reconnaître au Québec le statut de membre. Ottawa renie sa signature. C'est grave. Il s'agit d'un reniement d'un acte officiel, d'une charte internationale antérieurement acceptée par Ottawa. Et Bourassa laisse faire ça. Il ne s'en occupe pas."

La reddition du Québec, on la voit encore au niveau des conférences internationales. Avant 1970, le Québec était invité directement par le pays hôte à participer aux conférences internationales des pays francophones (Gabon, Congo). Le Québec s'est vendu aux conférences de Mauritanie (1970), de République Centrafricaine (1971) et de Madagascar (1972) parce que le gouvernement fédéral l'avait invité à faire partie de la "délégation canadienne"...

Le cas de l'ACDI

Le cas de l'Association canadienne pour le développement international (ACDI) est tout aussi significatif. Par le biais de l'ACDI, Ottawa met ses pattes d'éléphant dans des domaines où la constitution lui interdit d'entrer: éducation et culture. Ottawa recrute en effet, pour le compte des pays africains, des professeurs québécois, formés au Québec avec les fonds publics québécois, mais sans consulter aucunement le ministère de l'Education du Québec.

Ottawa refuse encore au Québec le droit de jouer un rôle au sein de l'Unesco, un organisme international qui se préoccupe de culture et d'éducation. La commission canadienne de l'Unesco est formée unilatéralement par le fédéral sans consultation avec les provinces dont la compétence en la matière est claire.

"Du temps du premier ministre Johnson, précise Yves Michaud, le Québec avait demandé à être consulté. Bourassa, qui ne veut pas de chicane, ne demande rien. On assiste donc à la constitution d'un pouvoir fédéral dans le domaine culturel à cause de la faiblesse du gouvernement Bourassa."



LA BELLE EPOQUE: Il fut un temps - avant l'arrivée de Robert Bourassa au pouvoir - où le Québec jouait un rôle de premier plan à l'étranger comme en fait foi notre photographie. C'était en février 1968, au Gabon. Le Québec participait à sa première conférence internationale. Ottawa n'était pas invité... (Photo Boréal-Express)

Bourassa abandonnerait à Ottawa le champ de la sécurité sociale

C'est sur le "front" de la politique sociale que la faillite du gouvernement Bourassa est la plus cuisante. La politique sociale? Plus que l'échec d'un gouvernement québécois aux prises avec l'intransigeance fédérale, c'est surtout l'échec d'un homme: Claude Castonguay.

A ce chapitre, d'ailleurs, la politique d'abandon des revendications québécoises poursuivie par l'équipe Bourassa, depuis 1970, ne paraît pas encore terminée. Selon des tractations en cours entre Ottawa et Québec, et dont Jacques-Yvan Morin et ses collègues du parti Québécois ont eu vent, le gouvernement Bourassa serait prêt à abandonner au fédéral l'une des revendications majeures de l'ancien ministre Castonguay: l'administration du régime de la sécurité sociale.

S'il devait en être ainsi, ce serait là l'ultime compromission du gouvernement bourassiste avec le fédéral en matière d'allocations familiales et de revenu minimum garanti. Dans ce secteur, le gouvernement Bourassa nous a habitués depuis trois ans à une politique de reculs devant Ottawa.

Primauté pour Québec

En janvier 1971, à l'occasion de la conférence fédérale-provinciale sur la sécurité sociale, le ministre Castonguay avait réclamé pour le Québec la primauté législative:

"Par responsabilités prioritaires, nous entendons la primauté du pouvoir de légiférer ou même dans certains cas l'exclusivité d'un tel pouvoir."

Claude Castonguay rêvait en couleurs. Il a vite compris qu'il ne gagnerait jamais la *"bataille de la sécurité sociale"* contre Ottawa car il se battait seul, sans l'appui de Bourassa ni de l'ensemble du cabinet québécois.

A la conférence fédérale-provinciale d'avril 1973, Castonguay a baissé pavillon. En contrepartie d'une hausse substantielle des allocations familiales, il a laissé tomber la *"primauté législative"* qu'il revendiquait deux ans plus tôt.

Castonguay ayant depuis remis sa démission, le premier ministre Bourassa aura désormais les mains libres pour satisfaire la dernière exigence d'Ottawa: l'administration entière du régime de sécurité sociale.



YVES MICHAUD: Les relations du Québec avec l'étranger, ça n'intéresse pas Bourassa. (Photo Christian Lambert)

SPECIAL Elections

Les 1,200 jours de Bourassa

5.- Le développement économique

par Louis Fournier

"On ne peut pas vraiment reprocher aux libéraux ce qui arrive au Québec, les mauvais coups comme les rares bons coups, car ils n'y sont strictement pour rien! Ils ont choisi de ne pas intervenir du tout dans la marche de l'économie! Ils laissent ça aux autres, à l'entreprise privée, à Ottawa, à Washington."

C'est quasiment une boutade mais voilà qui résume les trois ans et demi de *"politique économique"* (sic) du gouvernement libéral de Bourassa, selon le député de Gouin, Guy Joron, critique financier du parti Québécois à l'Assemblée nationale.

"Ils ne veulent *pas intervenir,* dit-il, *parce que c'est leur philosophie politique. Et ils ne* peuvent *pas intervenir parce qu'ils n'en ont pas les moyens et qu'ils ne veulent pas les prendre. Un de ces moyens, le premier de tous, c'est l'indépendance du Québec. Le gouvernement québécois n'a pas de marge de manoeuvre à l'intérieur de la confédération canadienne. Bourassa lui-même passe aux aveux quand il répète, de tous bords et tous côtés, que sa marge de manoeuvre est mince. C'est sûr: les vrais pouvoirs sont ailleurs."*

"Autre système"

Guy Joron, 33 ans, ex-agent de change de la rue Saint-Jacques, a parcouru *"pas mal de chemin"* depuis qu'il s'est rallié au parti Québécois et qu'il a été élu, en 1970, député de la circonscription mi-ouvrière de Gouin à Montréal. Il est l'un des architectes du programme économique du PQ et c'est à lui que QUEBEC-PRESSE s'est adressé pour faire le bilan du gouvernement Bourassa en ce domaine. Nous l'avons aussi interrogé sur le programme du parti Québécois et sur cet *"autre système économique"* (selon ses propres termes) que le PQ entend mettre en place dans un Québec souverain.

Bourassa aide des compagnies étrangères à exploiter NOS richesses avec NOS taxes

– Guy Joron, qu'est-ce qui vous frappe dans ce qu'on pourrait appeler "l'image économique" du régime Bourassa?

– Bonne question, car c'est vraiment un régime qui gouverne par images, par grosses ballounes, loin de la réalité...

"Ce qui me frappe d'abord, c'est de penser que les libéraux ont été élus en 1970 avec le thème du développement économique! On a même présenté Bourassa comme un économiste alors que c'est un petit avocat spécialisé en droit fiscal qui a suivi des cours libres d'économique, quasiment par les soirs.

"Ce qui caractérise ce régime-là, c'est d'abord qu'il gouverne en secret, en cachant tous les dossiers économiques essentiels. C'est ensuite qu'il passe (et qu'il perd) son temps à faire du "quêtage" de capital étranger. Il est vendu au capitalisme canadien-anglais et américain."

Baie James

– Prenons quelques exemples de ce secret qui entoure les grands dossiers économiques...

– Le premier cas qui me vient à l'esprit, c'est évidemment la baie James, la plus grosse balloune de toutes. Bourassa a garroché le projet avec fracas sans avoir en main des études sérieuses et complètes. Il a même caché les documents de l'Hydro-Québec en faveur de l'énergie nucléaire alors que tous les pays développés du monde se tournent de ce côté-là. Il a préféré faire de l'électoralisme avec l'électricité.

"On est allé jusqu'à parler des ressources touristiques de la baie James! Le ministre des Richesses naturelles, M. Massé, m'a aussi répondu en Chambre que, dans les territoires inondés de la baie James, on ferait faire des recherches minières par des scaphandriers!



ROBERT BOURASSA, le premier ministre qui vend le Québec au capital étranger.

Super-port

"Un autre exemple, c'est le fameux port pour superpétroliers dans le Bas-Saint-Laurent. Bourassa l'annonce comme si c'était déjà réalisé alors que les études commencent à peine. Pire encore, on apprend que ce sont les compagnies intéressées au projet qui font elle-mêmes les études écologiques, histoire de savoir si l'environnement sera menacé par le superport. Tu peux être sûr que ces compagnies-là jureront qu'il n'y a aucun danger!"

– Y a-t-il des dossiers plus globaux?

– Il y a au moins deux dossiers capitaux que le gouvernement Bourassa refuse de dévoiler: le coût du fédéralisme pour le Québec et l'étude sur les sources de l'épargne au Québec. Ces deux dossiers sont à la basse d'à peu près toutes les discussions politiques au Québec depuis 10 ans et le gouvernement joue à la cachette avec ça.

Bourassa a menti

"Le bilan du fédéralisme, le coût chiffré de l'appartenance du Québec au Canada, c'est une affaire majeure. Les gouvernements précédents l'avaient compris et jusqu'en 1968, on a un bilan – qui n'est pas à l'avantage du Québec, l'ancien premier ministre Bertrand l'a confirmé lors de la campagne de 1970. J'ai demandé au moins trente fois à Bourassa, en Chambre, si les études se poursuivaient. Il m'a toujours répondu "oui". Jusqu'à Pâques 1973, alors que le chat est sorti du sac. Le ministre des Finances, Garneau, m'a répondu qu'on avait stoppé les études, qu'on ne voulait pas dépenser de l'argent inutilement!

"Garneau a ainsi contredit Bourassa, qui a donc menti au moins trente fois en Chambre! A mon avis, ce seul exemple démolit toute la crédibilité des libéraux. Ils prétendent que la fédéralisme est rentable pour le Québec mais ils ne sont même pas foutus de comptabiliser cette rentabilité-là..."

– Et le dossier sur l'épargne?

– C'est une étude encore secrète faite en 1972 au ministère de l'Industrie et du Commerce. Elle prouve, hors de tout doute, que les Québécois n'ont pas à dépendre du capital étranger pour assurer leur développement économique normal.

Rapport sous clef

"On a eu des miettes de ce dossier le 5 février 1973 lors d'une allocution du ministre Saint-Pierre, à Montréal. Il a révélé que l'épargne québécoise était suffisante pour financer nos investissements, sauf dans des cas archi-spéciaux comme la baie James. Le seul problème, c'est de canaliser cette épargne au Québec. Saint-Pierre a dit aussi que, selon toutes les statistiques, le Québec n'a pas eu besoin, ces dernières années, d'un apport net de capitaux venant de l'étranger.

"Or, qu'arrive-t-il à ce rapport? Saint-Pierre, qui en a causé, a dû se faire conter le diable par Bourassa parce qu'on n'en a plus jamais entendu parler! Le gouvernement est assis dessus. Le rapport est sous clef et la clef est dans la poche de Paul Desrochers. Seules sept personnes ont accès à ce document...

"Ce sont là des choses inacceptables. C'est pourquoi le PQ dit clairement, dans son programme, qu'il verra à "assurer la diffusion de l'information en rendant publics les dossiers économiques du gouvernement."

Le "quêtage"

– Cela nous amène à la deuxième grande caractéristique, selon vous, du gouvernement Bourassa: le "quêtage" du capital étranger.

– Les libéraux nous disent à tout bout de champ qu'on est des pauvres, des pas-bons, qu'on n'a pas une crisse de cent, qu'on est des incapables!

"Logiques avec eux-mêmes, ils vont donc emprunter de l'argent partout dans le monde. Ils vont vendre le Québec, littéralement. Ainsi Bourassa se rend à New York où il conclut un gros emprunt. Il s'exclame alors: investissement étranger dans l'avenir du Québec! Ce qu'il ne veut pas voir, c'est que cet argent emprunté à New York vient du Québec et de la poche des épargnants québécois. Par exemple, la grosse compagnie américaine d'assurances Metropolitan Life achète des obligations du Québec avec les primes de ses propres assurés québécois!

– Et les subventions aux grosses compagnies?

– C'est la même attitude de dépendance. Les libéraux, on dirait que ça les impressionne bien gros, les entreprises multinationales comme ITT ou IBM. Ils leur font des cadeaux avec nos taxes, leur prêtent de l'argent, leur donnent des exemptions fiscales. Il y a toujours une limite à payer des compagnies qui viennent ici pour nos arbres et nos mines! Dans la période de rareté des ressources naturelles où l'on entre, on devrait pouvoir mettre les compagnies à leur place au lieu de dilapider nos richesses.

Une souris...

– En résumé, comment qualifier ce gouvernement?

– Les mots qui me viennent tout de suite à la bouche sont les suivants: dépendance, soumission, impuissance. Un comportement de parfait colonisé. Le premier ministre néo-démocrate de la Colombie-Britannique l'a dit mieux que personne: Bourassa, c'est une petite souris...

La clef du développement du Québec: le contrôle de l'épargne d'ici –*Le PQ*

Dans son programme, le parti Québécois proclame qu'il entend **"établir un système économique éliminant toute forme d'exploitation des travailleurs et répondant aux besoins réels de l'ensemble des Québécois plutôt qu'aux exigences d'une minorité économique favorisée"**. Le PQ proclame aussi qu'il entend **"démocratiser le fonctionnement de l'économie en favorisant les formes collectives d'organisation** (comme les coopératives) **et en assurant la participation des travailleurs aux décisions"**.

Ce sont là des **"principes"**, précise le programme. En pratique, comment en arriver là? Quelle est la stratégie de développement économique du PQ? Guy Joron nous la décrit:

"La première condition, c'est évidemment l'indépendance. Je n'ai pas besoin de te faire de dessin pour t'expliquer ça! Quand on aura tous les pouvoirs, tous les impôts, le contrôle de tout le système financier et donc des épargnes, on pourra décoller. On ne fera peut-être pas de miracle économique à la japonaise mais on s'occupera de notre développement nous-mêmes. On en aura les moyens et les ressources financières.

La clef

"La clef de tout développement, c'est le contrôle collectif des Québécois sur leurs épargnes, source principale de financement de l'économie. Il y avait $25 milliards en 1972 dans les institutions financières au Québec: banques, compagnies d'assurances, trusts, etc. Ce sont les entreprises les plus stratégiques et il va nous falloir un contrôle là-dessus. Un contrôle public, un contrôle de l'Etat en certains cas, un contrôle coopératif dans d'autres. Si l'argent reste au Québec au lieu de s'en aller à New York ou à Toronto, on fera de quoi avec!

Une carte

"Ensuite, tu fais une espèce de carte de l'économie. Pour voir ce qui va être géré par le secteur public, par le secteur coopératif puis par les entrepreneurs privés, québécois et étrangers. Pour nous, il n'y a pas de doute que le secteur public est, de loin, le plus important. Déjà, au Québec, il représente environ 40% du produit national brut! Notre forme prioritaire d'intervention, ce sera donc une extension soutenue du secteur public. C'est notre premier instrument d'action: on peut le faire agir demain matin après l'indépendance si l'on veut! Dans l'éducation, la santé, les communications, le logement. Et aussi dans le secteur industriel, par des entreprises d'Etat et des sociétés mixtes.

Coopératives

"En deuxième lieu, il y a la promotion de tout le secteur coopératif, un instrument de libération authentiquement québécois. Il faut favoriser par tous les moyens les entreprises coopératives et, dans un premier temps, ce sera surtout dans la consommation, la production alimentaire. Sans oublier le rapatriement des institutions financières étrangères! Soit dit en passant, quand le gouvernement du PQ accordera des subventions aux entreprises, il s'arrangera toujours pour participer au capital-actions et avoir droit de vote sauf dans le cas des entreprises de type coopératif. On prévoit aussi pour les coopératives des avantages fiscaux.

Un code

"Enfin il reste l'entreprise privée, le capitalisme traditionnel. Ce que je peux te dire là-dessus, c'est que le capitalisme étranger sera moins important au Québec sous un gouvernement du PQ. Nous proposons un code des investissements pour déterminer ce qui sera québécois et ce qui sera étranger. Pour nous, il y a trois secteurs là-dedans. Un premier qui doit être québécois à 100% comme les communications, tout l'équipement culturel, la sidérurgie primaire. C'est écrit dans le programme et ce ne sont là que quelques exemples.

"Il y a un deuxième secteur où la part du capital non québécois ne pourra pas dépasser 49%: toute l'industrie des appareils électriques comme General Electric, Westinghouse et les autres; l'outillage de communication, etc.

"Enfin il y a des secteurs où le capital étranger pourra aller jusqu'à 99% – jamais 100% car on veut se réserver un droit de regard en tout.

"Tout ça est variable dans le temps. Il y a des domaines qu'on ne touche pas, pour l'instant, mais c'est à réviser constamment.

L'amiante

"Une chose est sûre: un gouvernement du PQ va intervenir dans un tas de domaines de grande importance qui nous échappent présentement. Prends le pétrole, l'essence, où nous voulons une entreprise à majorité publique avec la Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP). Même chose avec le gaz naturel, qui est privé à l'heure actuelle. Même chose avec la câblodiffusion, où il y aura un contrôle mixte de l'Etat et du mouvement coopératif.

"Un autre exemple, c'est l'amiante. On a là une exclusivité mondiale. On n'a pas besoin d'avoir peur de compromettre nos marchés étrangers car on est à peu près les seuls dans le monde occidental. On assurera donc un contrôle majoritairement québécois des entreprises d'extraction d'amiante. Dans un sens, ce sera une nationalisation."

Le PQ ouvrira la voie au socialisme, si c'est ce que les Québécois veulent

–*Guy Joron*

Le parti Québécois est le seul parti à vouloir s'engager dans l'expérience d'un plan, une expérience qu'on nous promet depuis belle lurette au Québec et qui n'a jamais démarré vraiment. A tel point que le fameux Office de planification et de développement du Québec (OPDQ) est, à toutes fins utiles, relégué aux oubliettes...

"Pour le PQ, explique Guy Joron, **la réalisation d'un plan est un élément clef dans toute stratégie de développement économique. Il y a donc des limites à ce qu'on peut annoncer à l'avance réunir autour d'une table les représentants des travailleurs, des entreprises et des pouvoirs publics, avec des comités locaux, des comités de secteurs, des comités régionaux, toute la mécanique qui est longuement décrite dans notre programme.**

A l'école!

o "Le plan, c'est une grosse affaire. Ca va même toucher les priorités de crédit des institutions financières. C'est une expérience nouvelle ici. A vrai dire, on s'en va à l'école avec ça! Mais on y tient beaucoup. Il faut que la population participe à tous les niveaux au développement économique. Il faut rapprocher le gouvernement de la base.

o "Evidemment, ça prendra quelque temps. On aura peut-être le premier dessin après deux ou trois ans mais pour mettre en oeuvre un premier plan au Québec, il faudra attendre le deuxième mandat d'un gouvernement du PQ".

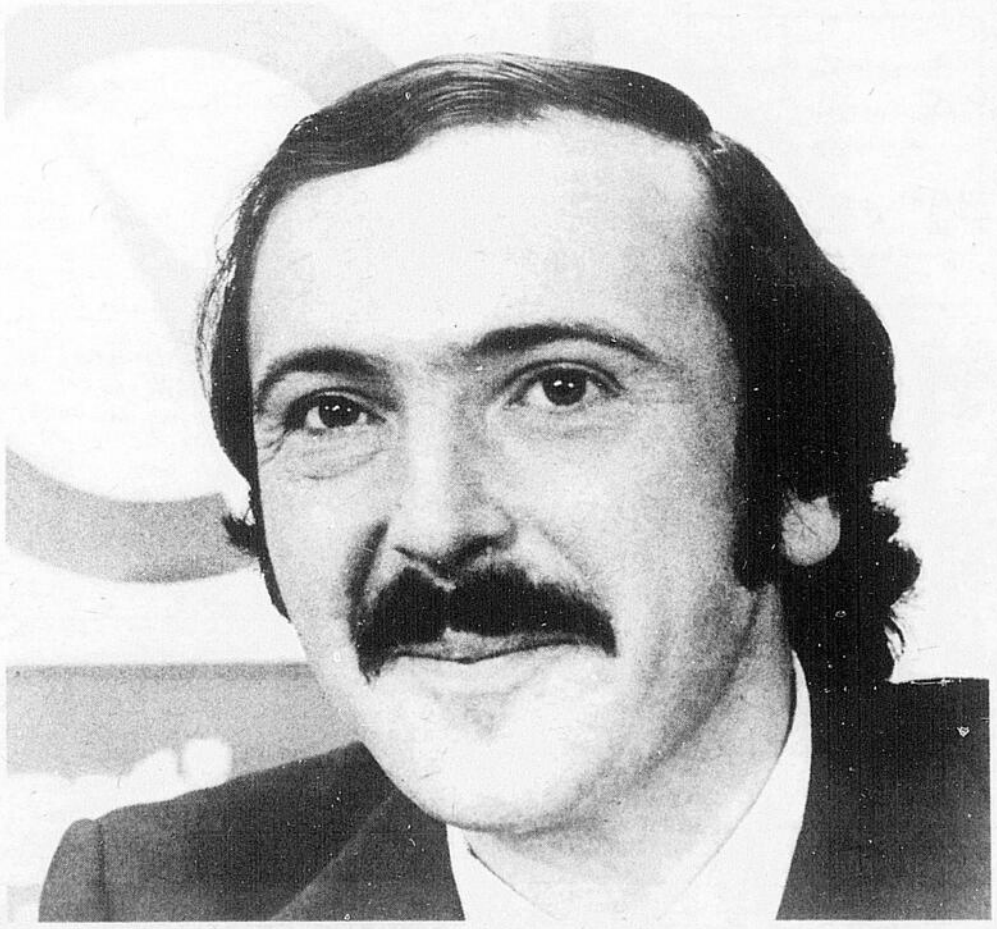
Les travailleurs

Nous avons alors demandé à Guy Joron quelle sera la place des travailleurs et de leurs organisations dans cet **"autre système économique",** comme il le dit souvent. Il répond:

"Tant que le plan ne sera pas en marche, le pouvoir réel et immédiat des travailleurs d'influencer l'orientation de l'économie ne sera pas tellement grand. C'est à travers cette structure du plan qu'il y aura un accès des travailleurs et de leurs organisations aux décisions économiques.

"Rien n'empêche que le PQ s'est déjà engagé à favoriser des formes de cogestion dans les entreprises, en commençant par les entreprises publiques. Ce sont là des expériences pilotes qui peuvent être faites assez rapidement.

"Enfin si les travailleurs ont élu des députés qui véhiculent leurs revendications, ils seront déjà un peu au pouvoir...



GUY JORON, député du parti Québécois dans la circonscription de Gouin, à Montréal, et critique financier du PQ: Bourassa est comme une petite souris... (Photo Michel Elliott)

Le socialisme

– Et le socialisme, qu'est-ce qu'on en dit au PQ?

Un long silence et Guy Joron répond:

"Notre programme n'est pas celui d'un parti socialiste, c'est clair. Nous, on pense que c'est un programme social-démocrate avancé, si tu veux. Il peut ouvrir la voie à l'établissement du socialisme au Québec si c'est ça que les Québécois choisissent, éventuellement. Si on passe par la première étape, ça facilitera le terrain au socialisme...si les Québécois le veulent."

CARTES D'AFFAIRES

NOTAIRES

Huguette Viger
Notaire

264, rue de la Couronne, Québec (2e).
Tél.: (418) 529-5701

AVOCATS

Serge Ménard
Avocat

500, Place d'Armes, suite 1980
Montréal 126, tél.: 288-4241

ARTISANS

L. Ray Tétrault
Luthier

Ventes et réparations d'instruments à cordes
737, rue Louise (près boul. Roland Therrien)
Longueuil. 674-6375.

Paul Unterberg
Avocat

1420, rue Sherbrooke, Ouest, suite 400
Montréal Tél.: 842-6604

OPTOMÉTRISTES

Benoit Kemp, o.d.
Optométriste

4980, boul. Henri-Bourassa, Est.
Montréal-Nord Tél.: 321-5682

Sam Goldwater, b.a., LL.L.
Avocat

CHAMBRE 403
10, RUE ST-JACQUES O. Bureau: 845-3231
MONTREAL 126, P.Q. Soirs: 739-2167

Décary, Jasmin, Rivest et Laurin
avocats
1010, Côte du Beaver Hall
Suite 750
Montréal 128
866-7921

PHARMACIENS

Jean Dicaire
Pharmacien

Centre de prescription du Québec

815, rue Provost, Lachine Tél.: 637-4441
4541, boul. Saint-Laurent, Mlt. 844-9335
Ligne directe pour l'extérieur: 1-800-361-6444

Guy Bertrand, Clément Richard & Associés
Avocats

42, rue Sainte-Anne, suite 200
Québec (4e) Tél.: (418) 529-2168

Lanctôt, Lapalme et Boucher
Avocat

Lanctôt, Lamarre et Boucher
580, boul. Sainte-Foy Tél.: 677-5235
Longueuil Soir: 672-1079

ASSUREURS

Les Assurances Belle-Isle

Jean-René Belle-Isle, C. d'A. Ass.
Membre de l'Association des courtiers d'assurance du Québec
Feu - Vol - Auto - Vie

1148 boul. Rolland-Therrien, Longueuil
679-6264 679-4453

Pour tout renseignement relativement aux cartes d'affaires, communiquez avec "Francine Tremblay".
Service de la publicité à:
381-1385

SPECIAL Elections

Les 1,200 jours de Bou

C'est Ottawa qui occ

par Robert Lévesque

En 1961, lorsque le gouvernement Lesage créa le premier ministère des Affaires culturelles, la "culture" pour le parti libéral, c'était "la bébelle à Lapalme", une quantité négligeable. Aujourd'hui, ce même ministère est devenu, pour les gens du milieu artistique, "la bébelle à Frégault", Guy Frégault, c'est le sous-ministre de la culture au Québec, celui qui voit passer les ministres, assure la permanence, et possède en pratique tous les pouvoirs.

Un petit budget

Durant le seul mandat du gouvernement Bourassa, c'est-à-dire trois ans et demi, les Affaires culturelles ont subi deux changements de ministres: d'abord François Cloutier, puis Claire Kirkland-Casgrain, et à nouveau François Cloutier, qui s'occupe surtout de son poste à l'Education. Le budget de la culture ($21 millions) est toujours l'un des plus petits, passant à peine devant l'Immigration, les Institutions financières, la Fonction publique et les montants prévus pour le fonctionnement de l'Assemblée nationale.

Donc, faire le bilan de la politique culturelle du gouvernement Bourassa devient une entreprise passablement facile, ou ardue selon le cas. A proprement parler, il n'y a pas de politique culturelle dans le gouvernement actuel. Comme dans toute autre province canadienne, la large majorité des interventions est laissée gouvernement central qui, par son Secrétariat d'Etat, planifie et répartit les sommes consacrées à la culture. Pourtant, le Québec a une culture propre, aussi différente de la conception qu'en a le "fédéral" que le noir est différent du rouge.

Le professeur Léon Dion, devant les libéraux au Mont Orford, ne s'était pas gêné pour leur dire, à ce propos: **"C'est à Ottawa que jusqu'ici ont été conçus les grands desseins et mises en oeuvre les grandes politiques dans le domaine des affaires culturelles."** Pour appuyer cela, on n'a qu'à penser à Radio-Canada, la Bibliothèque Nationale, l'ONF, le Conseil des arts, la SDICC, etc...

Un "comptoir"

Sans politique globale, le ministère des Affaires culturelles du Québec s'est donc contenté de jouer le rôle d'un "comptoir" qui distribue un peu au hasard le petit $21 millions qu'on lui laisse. D'où peut-être le désintéressement des ministres, ce poste étant considéré comme une "voie de garage" pour un ministre.

Le gouvernement Bourassa, en ce sens, a eu la main moins heureuse (si c'est possible!) que les gouvernements précédents. François Cloutier y est allé de belles déclarations, comme d'habitude, mais n'a posé aucun geste qui aurait pu **"donner un programme d'action cohérent"** au développement de la culture québécoise. Mme Casgrain, elle, a joué dans ces plates-bandes comme un éléphant dans un magasin de porcelaine.

Peu d'intérêt

Elle a été particulièrement attaquée par tout le milieu artistique québé-

Le ministère se vide et vacants ne sont jamais

(R.L.) La politique culturelle du gouvernement Bourassa s'est résumée à un "voeu", émis sur les derniers milles de son mandat. Un voeu qui a surtout l'immense avantage, pour Bourassa, d'être aussi un slogan électoral: la souveraineté culturelle. Autrement dit, Bourassa confirme que le Québec est soumis à Ottawa mais il affirme qu'à l'intérieur de cette dépendance, le Québec peut être indépendant. La pirouette est de taille.

Par ailleurs, prenant Bourassa au mot, le nouveau Front commun qui regroupe toutes les disciplines artistiques au Québec, formé lors des Rencontres au Québec de la Conférence canadienne des arts, a recommandé au gouvernement Bourassa le "rapatriement des fonds fédéraux de la culture au Québec", voyant là le seul moyen d'établir une politique culturelle québécoise. La réponse du gouvernement Bourassa a été évidemment négative, après plusieurs semaines de patinage "artistique".

Il va sans dire que la "souveraineté culturelle" de Bourassa n'a été prise au sérieux par aucun des "artisans" de la culture québécoise, qui n'y ont vu qu'une tentative malhabile de conquérir une certaine sympathie parmi toute une portion de la population qui a tournée le dos à Bourassa depuis son accession au pouvoir.

Pour expliquer l'illogisme d'un tel "slogan", QUEBEC-PRESSE se réfère à deux déclarations particulièrement importantes parce qu'elles sont formulées par des gens qui ont déjà vu la pluie tomber en ce domaine: Claude Morin qui, pendant une dizaine d'années, a dirigé tout le secteur des relation qui a tourné le dos politicologue Léon Dion.

D'abord, voici ce qu'en disait le professeur Dion, lors du déjà célèbre colloque du Mont Orford: **"Il ne me semble pas non plus utile et praticable de morceler la notion de souveraineté et de revendiquer la souveraineté culturelle pour le Québec. La souveraineté ne peut être que politique et elle est indivisible en ce sens qu'elle se fonde sur une symbiose originale de la culture, de la politique et de l'économie."**

"A part les douteux avantages d'un slogan électoral, poursuivait M. Dion, je ne vois pas vraiment l'intérêt pour un parti politique et pour un gouvernement de s'engager dans cette recher-

ou rassa

6.- Les affaires culturelles

cc upe toute la place

cois. Sa seule présence reflétait le peu d'intérêt que le gouvernement Bourassa accordait à la culture. Ainsi, au lieu de planifier une action "cohérente", elle n'a fait que des gaffes: l'affaire des Belles-soeurs, les subventions qu'elle a unilatéralement refus à des auteurs comme Hubert Aquin, Michel Tremblay, etc... Sans politique, on pouvait se lancer dans la politicaillerie.

La bebelle à Frégault

Là-dessus nous revenons à "la bébelle à Frégault". Ce sous-ministre, que d'aucuns appellent "l'intendant Frégault", règne en maître au ministère. Me Casgrain n'y connaissant rien, M. Cloutier étant occupé à l'Education, c'est lui qui a mené le bateau. Tous les fonctionnaires qui ont eu à travailler "sous" lui et qui ont démissionné ne se sont pas gênés pour dénoncer le "cloisonnement" qu'il avait institué, la "lenteur" qu'il mettait à prendre des décisions, et "l'incommunicabilité" dans laquelle il s'était installé.

Des démissions

On a donc vu, aux Affaires culturelles, sous le règne du gouvernement Bourassa, une suite de démissions impressionnante par elle seule. Léopold Simoneau à la musique, Yvon Dufour au théâtre, Robert Desjardins au "service de la création", Georges Cartier à la Bibliothèque Nationale, etc... Certains postes sont même toujours vacants, puisque ce ministère ne semble pas intéresser les gens du milieu. A la direction générale des "Lettres et arts plastiques" il n'y a encore personne. Depuis le départ d'Yvon Dufour à la "direction du théâtre", il y a plus de deux ans, on n'a nommé personne pour le remplacer.

"Rien n'a changé"

Lors des Rencontres du Québec tenues en février dernier à Montréal, le sous-ministre Frégault (qui s'était fait chahuter par tous les représentants des différents secteurs de la culture) avait donné sa seule conférence de presse durant le mandat du gouvernement Bourassa. Interrogé sur cette absence au secteur du théâtre au MAC, il avait soutenu que **"la situation du théâtre québécois n'avait pas changé depuis 66 et qu'il ne voyait pas l'urgence de remplacer M. Dufour".**

M. Frégault oubliait sans doute que depuis 66, un nouveau théâtre québécois est né avec **"Les belles-soeurs"** et que, si l'on ne s'appelle pas T N M, Rideau-Vert ou NCT, on ne peut pratiquement pas faire (et vivre) du théâtre au Québec. C'est un peu tout cela qui fait que le bilan du gouvernement Bourassa en matière d'affaires culturelles, c'est un gros zéro.



CLAIRE KIRKLAND-CASGRAIN. Sa nomination au poste de ministre des Affaires culturelles montrait le peu d'importance que Bourassa attachait à ce poste.



FRANCOIS CLOUTIER succéda à Mme Casgrain, mais il occupait en même temps le poste de ministre de l'Education, ce qui lui laissa fort peu de temps libre. Donc, une fois de plus, la culture fut tenue pour quantité négligeable.

et les postes is comblés

che d'une simple souveraineté culturelle qui serait immanquablement vouée à être illusoire si elle ne contient pas en même temps une stratégie garantissant une dose adéquate d'autonomie économique et d'indépendance politique."

De son côté, M. Claude Morin, dans une entrevue qu'il accordait à QUEBEC-PRESSE au début mai, a mis le gouvernement Bourassa au défi de réaliser "sa" souveraineté culturelle. Selon lui, l'indépendance culturelle **"suppose que le gouvernement québécois soit vraiment autonome et dispose des fonds voulus".**

"Etre autonome, affirmait-il, ça implique que tout le domaine des communications relève de la compétence québécoise, que Radio-Canada devienne Radio-Québec. Ca veut dire aussi que les fonds fédéraux versés pour l'aide culturelle (Conseils des arts, Musées nationaux...) soient remis au Québec. Ca veut dire qu'Ottawa se retire complètement de l'Education".

Poursuivant son raisonnement, M. Morin affirme que la souveraineté culturelle signifie qu'il faut déborder sur d'autres secteurs qui déterminent notre culture, comme la politique sociale, les loisirs et l'animation sociale, les relations avec les autres pays, etc... Bref, M. Morin conclut que la souveraineté culturelle est contraire à l'esprit même du fédéralisme qui suppose un pouvoir central fort agissant dans tous les domaines et notamment dans le domaine culturel.

LE FONDS DESJARDINS B

un placement sur **hypothèques** taillé à mes besoins.

Comme je n'ai pas des millions, j'ai trouvé ce que je voulais dans le Fonds Desjardins "B": **LA SÉCURITÉ ET UN BON RENDEMENT.** (8.4% moyenne des trois dernières années.)

Mon placement est constitué de prêts en première hypothèque, au Québec, et d'obligations de première qualité. Pas mal non! Et mieux encore: j'ai le loisir de toucher mon argent en tout ou en partie à n'importe quel moment.

Ce qu'il faut pour adhérer au Fonds Desjardins "B"? Un montant minimum de $100 et des versements réguliers ou occasionnels selon votre objectif de placement. Alors voyez le gérant de votre Caisse populaire ou votre homme d'affaires, la Fiducie du Québec.

...et mon argent travaille au Québec!



Votre homme d'affaires.

Fiducie du Québec

Une institution du Mouvement des Caisses populaires Desjardins.

Montréal 284-6922
Québec 524-4651
Sherbrooke 562-2606
Trois-Rivières 375-1601
Rimouski 724-2245
Chicoutimi 549-5746

FIDUCIE DU QUÉBEC
511, Place d'Armes,
Montréal 126, 284-6922

Je désire obtenir de plus amples informations sur le Fonds Desjardins "B".

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

Tél. _____

21-10-G

SPECIAL Elections

Les 1,200 jours de Bourassa 7.- La consommation

par Micheline Lachance

Décidément, les consommateurs québécois n'ont pas de chance. Le gouvernement libéral a fait miroiter devant leurs yeux une loi de protection du consommateur qui devait enfin leur permettre de sortir des griffes des bandits qui font la pluie et le beau temps dans cette jungle économique qu'est le Québec. En 1970, la dette totale des Québécois se chiffrait à $3,426,000 dollars. De cette somme, plus de $900,000 allaient directement dans les goussets des sociétés de finance, $209,000 aux compagnies d'assurances, le reste aux banques et magasins. Tous ces Québécois pris à la gorge ne sont pourtant pas des sots. S'ils tombent trop souvent dans les pièges qu'on leur tend, c'est qu'ils ont affaire à des requins de taille.

Au lieu de légiférer comme il se doit, de proposer un véritable code de protection du consommateur, le gouvernement Bourassa lance des miettes ici et là. La loi de protection du consommateur qu'il a instaurée donne, ni plus ni moins, carte blanche aux compagnies de finance; elle oublie en outre de protéger le consommateur contre les abus des vendeurs de terrains sans scrupule. 80% des agences de collection font des affaires illégalement au Québec; mais cela ne réussit pas à ébranler le gouvernement qui balaya du revers de la main le projet de loi que lui a remis le front commun formé autour de la loi 45. Les automobilistes se font extorquer des milliers de dollars chaque année par les compagnies d'assurances. Eh bien, tant pis pour eux: le ministre Tetley des Institutions financières se prononce contre l'étatisation de l'assurance automobile. La montée des prix des aliments? Alors là c'est l'inertie totale: le gouvernement québécois s'en lave les mains.

La Loi de protection du consommateur protège les compagnies de finance

La loi de protection du consommateur marque un recul sur presque tous les points. Avec cette loi 45, le gouvernement du Québec déroule son tapis rouge devant les compagnies de finance. Il ne manquait à ces dernières que la bénédiction du ministère des Institutions financières pour continuer à "fourrer" le monde sans scrupule. Le ministre William Tetley leur tendit la main droite pendant que sa gauche distribuait des miettes aux consommateurs affamés de réformes.

Rappelons les points saillants de cette affaire. Eté 71: le front commun sur le bill 45 présente un document à la commission parlementaire dans lequel on trouve 120 propositions d'amendement: le gouvernement n'en a retenu que 21 dont 9 mineures. A son tour la Fédération des associations coopératives d'économie familiale (ACEF) remet un mémoire à la même commission. Que faisaient les compagnies de finance pendant ce temps? Les journaux de l'époque rapportent qu'elles tenaient bar ouvert au Château Frontenac et faisaient du lobbying auprès du gouvernement.

- Cinq organismes avaient demandé que le consommateur bénéficie de toute erreur dans le calcul du coût de crédit. Cet article, qui pourtant apparaissait dans le premier bill 45, a disparu dans la version définitive.

- Un autre article a également disparu: il stipulait que le paiement initial devait être d'au moins 15% du prix de vente à tempérament.

- Rien dans le bill 45 ne prévoit que le gouvernement fixera le taux d'intérêt comme mode d'exécution d'un contrat.

- Le commerçant a le droit d'exiger le paiement immédiat du solde de la dette, si le contrat contient une clause en ce sens.

- Le consommateur a le droit de résilier un contrat signé entre lui et un vendeur itinérant dans les 5 jours qui suivent la signature.

L'Office de protection du consommateur

L'Office de protection du consommateur a ouvert ses portes le 31 décembre 1972. Quatre mois plus tard, on avait déjà reçu 6016 plaintes de consommateurs. Or 80% de ces plaintes n'ont pas été retenues parce qu'elles portaient sur des secteurs d'activité non visés par la loi. Aussi incroyable que cela puisse paraître, la loi de protection du consommateur ne protège pas ce dernier aux prises avec un problème qui relève du secteur de l'automobile (la vente à crédit d'une automobile est couverte mais non ce qui touche à la qualité ou aux réparations), les ventes au comptant faites par les commerçants à leurs places d'affaires, plus particulièrement dans le domaine de l'ameublement, ainsi que les réparations d'accessoires électriques.

A quoi sert cette loi de protection? est-on en droit de se demander si 90% des demandes qu'on achemine vers l'Office sont irrecevables. L'Office joue, semble-t-il, un rôle d'éducation: il distribue des brochures de mise en garde. Il exerce en outre des pressions "invitant" les extorqueurs à bien vouloir mettre fin aux abus. Prenons le cas des systèmes de vente pyramidale: l'Office a fait parvenir des avis aux entreprises. Il a donné l'ordre aux firmes Promotion et Succès Ltée et Holiday Magic Ltd. de cesser toute opération pyramidale. Et quand les compagnies refusent d'obtempérer, le ministère intente des poursuites judiciaires.

Des sanctions timides

Les juges se contentent d'imposer des sanctions timides à ceux qu'ils reconnaissent coupables de délits. Des compagnies comme Colgate-Palmolive et Eaton Co. ont été condamnées à $50 d'amende chacune pour publicité trompeuse. Un vendeur de Promotion-Succès (ventes pyramidales interdites par le bill 45 et par le Code criminel) a été condamné à $100 d'amende alors qu'il fait un profit net de $700 dollars sur chaque vente. Computer Institute (école privée de programmation) a été condamné à $100 d'amende alors que chacun de ses contrats lui rapporte $1,500 dollars.

Les ventes frauduleuses de terrain

"L'Office et la loi de protection du consommateur seront mis en place et instaurés justement pour éviter les abus en ce qui concerne les ventes de terrains." C'est en ces termes que le ministre Jérôme Choquette rassurait l'opposition à l'Assemblée nationale le 3 juillet 1970. Or, justement, la question des ventes de terrains échappe à la loi 45.

Pourtant, ce scandale a assez duré. Le Service des fraudes de la police de Montréal rapporte que près de 10,000 Québécois perdront des sommes totalisant $15 millions de dollars. Le gouvernement n'a rien fait pour protéger le consommateur sur ce point. Celui-ci n'a qu'un recours: le traditionnel code civil.

Le juge Turgeon de la cour d'appel prononça son verdict de culpabilité dans l'affaire Lakefield le 23 juin. Le jour même, le ministre Tetley, rendait public un projet de loi. Une fois la tempête passée, et les esprits calmés, le ministre rangea soigneusement son projet dans les tirois et se rendormit. Aujourd'hui, un an plus tard, on n'entend plus parler de ce projet de loi.

AU BON ACCUEIL DES CANADIENS DEPUIS 43 ANS

VOYAGES POPULAIRES "SKYLARK"
DEMANDEZ NOTRE CATALOGUE ILLUSTRÉ

DESTINATION	SÉJOURS	PRIX	HAUTE SAISON	DÉPARTS
BARBADE	1 SEM. 2 SEM.	 $316.	$336. $399.	SAMEDIS MONTRÉAL
GRENADA	2 SEM.	$439.	$509.	SAMEDIS MONTRÉAL
ST VINCENT	2 SEM.	$489.	$559.	SAMEDIS MONTRÉAL
NASSAU	1 SEM. 2 SEM.	$189. $289.	$259. $289.	SAMEDIS MONTRÉAL
ELEUTHERA	1 SEM. 2 SEM.	$345. $454.	$345. $484.	SAMEDIS MONTRÉAL

Cap Sur le Soleil
AVEC SKYLARK

DESTINATION	SÉJOURS	PRIX	HAUTE SAISON	DÉPARTS
FT LAUDERDALE	1 SEM. 2 SEM.	$178. $253.	$229. $304.	SAMEDIS
MIAMI BEACH	1 SEM. 2 SEM.	$209. $299.	$259. $369.	SAMEDIS MONTRÉAL
HAWAÏ	2 SEM.	$429.	$439.	DIMANCHES
ACAPULCO	1 SEM.	$269.	$289.	SAMEDIS
PUERTO RICO	1 SEM. 2 SEM.	$259. $369.	$279. $389.	LUNDIS

TRAVELAIDE-CENTRE-VILLE
1010 ouest, Ste-Catherine
MÉTRO PEEL
861-7272

TRAVELAIDE—CENTRE-LAVAL
Sortie 6E autoroute
688-5310

TRAVELAIDE-ÂGE D'OR
911 est, rue Beaubien
MÉTRO BEAUBIEN
273-7755

LA GRANDE AGENCE DU CANADA FRANÇAIS
TRAVELAIDE LTÉE
SIÈGE SOCIAL, ÉDIFICE DOMINION SQUARE, MONTRÉAL 110

TRAVELAIDE-Carrefour Mt-Royal
4454 St-Denis angle Mt-Royal
MÉTRO MT-ROYAL
845-8225

TRAVELAIDE-PLAZA-ST-HUBERT
911 est rue Beaubien
MÉTRO BEAUBIEN
273-7755

TRAVELAIDE—LONGUEUIL
1, place LONGUEUIL
679-3777

TOUS NOS BUREAUX OUVERT LE SOIR JUSQU'A 9 h p.m. — SAMEDI 5 h P.M. STATIONNEMENT À L'ARRIÈRE DE NOS BUREAUX. A LAVAL ET LONGUEUIL: GRATUIT ET ILLIMITÉ.

La hausse des prix des aliments: le régime actuel s'en lave les mains

On a assisté au cours des derniers mois à la montée en flèche des prix des aliments. Il suffit de se rappeler que les légumes coûtent maintenant 48% plus cher que l'an dernier, les fruits 33%, le boeuf 21% et la volaille 29% pour réaliser que la situation est anormale. **"La machine est détraquée"** disait Jacques Parizeau, qui réclamait le contrôle gouvernemental des prix sans quoi les consommateurs devront payer la note. Loin de nous l'idée que Robert Bourassa pourrait avec son équipe redresser la situation. Tant et aussi longtemps que le Québec fera partie du beau grand Canada, from coast to coast, il devra obéir sagement aux directives fédérales. Reste que les Québécois sont en droit d'attendre du gouvernement qu'il soigne le malade, au lieu de le laisser pourrir dans son coin. Bourassa ignore sans doute que la famille moyenne a $4,961 de dettes actuellement.

Pourtant le ministre de l'Agriculture du Québec, M. Toupin, se débat comme un diable dans l'eau bénite: il dénonce l'attitude du gouvernement fédéral en matière agricole. Et quand des journalistes lui ont demandé ce que le gouvernement Bourassa champion du fédéralisme rentable entend faire pour corriger cette situation, M. Toupin a répondu: **"Il faudrait le demander au premier ministre."**

Les profits des grands

Tout cela parce que le gouvernement actuel n'a pas de politique arrêtée. C'est quand on examine les profits des grands de l'alimentation qu'on s'en rend vraiment compte. En effet, la compagnie B.C. Packers a réussi à hausser ses profits de 212% au cours des six premiers mois de 73, comparativement à la même période en 1972. Au cours des trois derniers mois, les profits de la compagnie G. Weston LTD ont augmenté de 82.6%, ceux de Dominion Stores de 92%. Aucun travailleur québécois n'a bénéficié d'augmentations de salaire comparables.

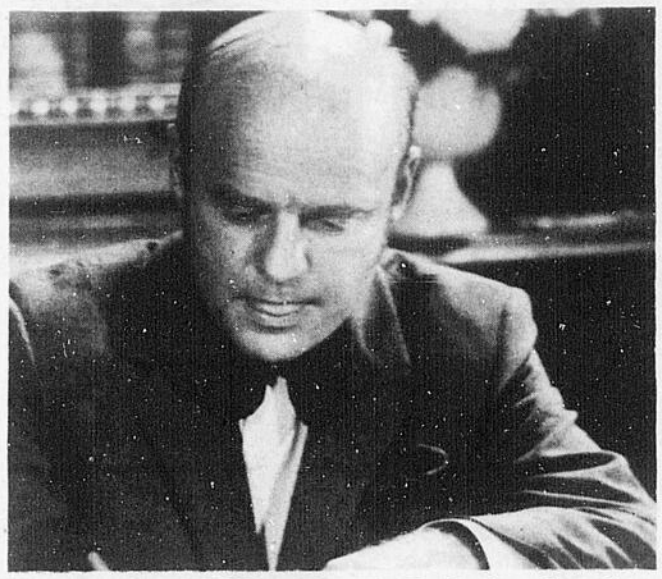
Que fait le gouvernement Bourassa devant les actes de banditisme des grosses compagnies. Il ne réagit même pas quand celles-ci s'acoquinent avec le gouvernement fédéral pour mieux voler les consommateurs. Quand, en juillet dernier, ces entreprises ont été invitées à se présenter devant la commission de révision des prix à la consommation, une initiative fédérale, elles ont eu exceptionnellement droit au huis-clos. Le gouvernement québécois n'a rien vu de tout cela.

L'étiquetage en français

La question de l'étiquetage en français des produits alimentaires a fourni au gouvernement Bourassa une autre belle occasion de manifester sa passivité chronique. En effet, le gouvernement s'est contenté de maintenir une loi votée sous l'Union nationale en 1967, loi qui rend obligatoire l'usage du français dans l'étiquetage de tout produit alimentaire vendu au Québec. Cette loi ne concerne pas les autres produits. Afin d'assurer une surveillance adéquate, le gouvernement a retenu les services d'un seul fonctionnaire chargé de faire des releves d'étiquettes sur tous les produits alimentaires vendus au détail au Québec.

A aucun moment le gouvernement Bourassa n'a pris l'initiative d'une poursuite judiciaire contre les fabricants qui ne respectent pas la loi de l'étiquetage. Ce sont les individus eux-mêmes qui ont enregistré des plaintes contre les compagnies, et ces plaintes suivent le cours normal de la justice.

Or voilà que des mauvaises langues insinuent que le gouvernement du Québec songerait à retirer la loi de l'étiquetage français. C'est que, voyez-vous, les compagnies d'alimentation parrainées par l'Association des importateurs, la Chambre de commerce de Montréal, l'Association des épiciers en gros du Québec et le Conseil de l'alimentation du Québec ont poursuivi au cours des deux dernières années une campagne visant à faire modifier la règlementation sur l'étiquetage des aliments. Elles prétendent que cette loi provoquera une hausse des prix. Or cette menace qu'on peut qualifier de chantage odieux a touché le cabinet Bourassa qui serait sur le point de céder aux pressions de ce puissant lobby. Il songerait, d'abord, à reprendre son monopole sur les poursuites, ce qui revient à dire qu'il fermera purement et simplement les yeux puisqu'en cinq ans il n'a pas cru bon d'intenter une seule poursuite contre les contrevenants.



M. WILLIAM TETLEY, ministre des Institutions financières ferme les yeux devant les profits exorbitants que réalisent les grands de l'alimentation.

En plus de poursuivre leur lobbying dans les coulisses du cabinet Bourassa, les importantes compagnies mènent la bataille à ciel ouvert. Qu'il suffise de rappeler le cas de Steinberg qui conteste devant les tribunaux la légalité des règlements édictés sous l'empire de la loi des produits agricoles et des aliments. On sait que la compagnie Steinberg a été reconnue coupable de 14 infractions à ce règlement et a été condamnée à $2,800 d'amendes.

Un code de publicité

Les Québécois exaspérés par les ravages de la publicité peuvent prendre leur mal en patience: le code de publicité promis par le gouvernement du Québec ne verra pas le jour avant longtemps. M. William Tetley a remis un premier document de travail sur la nécessité de légiférer pour contrôler la publicité. Le document fait état de principes aussi vagues que généraux.

Du côté de la publicité destinée aux enfants, le gouvernement a légiféré. Il a maintenant droit de regard sur toute forme de publicité destinée aux enfants à la radio, à la télévision et dans les organes de presse. La loi 45 prévoit des amendes allant jusqu'à $25,000 et des peines d'emprisonnement d'un an. Un comité de vigilance étudie les annonces avant leur mise en onde et entend les plaintes du public.

80% des agences de perception sont dans l'illégalité

Environ 80% des agences de "collection" font des affaires illégalement au Québec. Le gouvernement du Québec est parfaitement au courant de cette situation et, pourtant, il n'a pas cru bon d'inclure cette question dans la loi de protection du consommateur. Le gouvernement sait aussi que certaines agences n'ont pas déposé les $5000 dollars de caution obligatoire, qu'elles négligent souvent de rendre aux créanciers l'argent recueilli chez les débiteurs et que les agents emploient des méthodes de chantage et de harcèlement auprès de ces mêmes débiteurs.

Le gouvernement Bourassa est d'autant plus au courant que, lors des discussions autour de la loi 45, le front commun composé d'une douzaine de groupements tels que la FTQ, la CSN, la CEQ, l'ACEF, a soumis un projet de loi extrêmement précis à ce sujet.

Le gouvernement s'est contenté de répondre que le ministère de la Justice prépare un projet de loi. L'urgence de la situation, qui pour tous saute aux yeux, n'ébranle pas le gouvernement. A l'heure actuelle, une seule loi au Québec parle des agences de recouvrement. Elle ne prévoit aucune réglementation et n'impose aucun critère professionnel aux agences. Elle se contente d'obliger les agences de recouvrement à fournir un cautionnement de $5000 afin de garantir la remise de toute somme perçue par elle pour le compte d'un créancier. Si l'agence ne fournit pas cette somme, elle est passible d'une amende n'excédant pas $200.

Le gouvernement dit non à l'étatisation

Au Québec, 212 compagnies assurent les automobilistes. Elles établissent leurs propres taux, décident si un assuré doit être défendu ou pas, augmentent les tarifs à leur gré, payent ce qu'elles veulent bien payer pour les réclamations et enfin investissent partout sauf au Québec les fabuleuses sommes d'argent qu'elles reçoivent en primes des Québécois. En somme, l'industrie de l'assurance automobile possède tous les pouvoirs d'un gouvernement parallèle. Les automobilistes sont taxés par le truchement des primes d'assurance pour un service qu'ils sont obligés de se procurer.

En septembre 1971, le ministre Tetley nommait une commission d'enquête sur cette question. Une trentaine de groupes, individus et associations ont déjà comparu devant cette commission Gauvin. "Si le taux d'assurance qui prévaut au Québec est plus élevé que celui qu'on trouve dans les provinces canadiennes c'est parce qu'ici, les routes sont plus dangereuses qu'ailleurs", disent les compagnies d'assurances. M. Tetley ne cache pas ses réticences à l'idée de l'établissement possible d'un régime étatisé d'assurance automobile. Il reconnait avoir plus confiance dans l'administration privée que publique. Avant même de connaître les résultats des travaux de la commission Gauvin, qui seront dévoilés en janvier, le ministre a rejeté carrément l'idée d'une corporation de la couronne pour faire concurrence aux compagnies privées, proposant tout simplement que le gouvernement se montre plus sévère. Un seul changement à la situation avec le cabinet Bourassa: l'application du système de démérite.



SPECIAL *Elections*

Portrait des candidats du PQ

(L.F.) – QUEBEC-PRESSE complète aujourd'hui la publication de la liste des candidats du parti Québécois aux élections du 29 octobre. Les noms d'une cinquantaine de candidats déjà choisis par le PQ avaient paru dans l'édition du 30 septembre.

Comme la première fois, nous mettons l'accent sur les candidats issus du milieu des travailleurs ou qui oeuvrent en étroites relations avec les mouvements syndicaux, populaires et coopératifs.

Syndicats

Dans le milieu syndical, à la brochette de noms déjà choisis par le parti Québécois au moment de l'annonce des élections, il faut ajouter les candidats suivants:

• **Francis Dufour,** 44 ans, maire d'Arvida, syndicaliste à l'Alcan où il travaille depuis 25 ans (voir page 20). Il est candidat dans Jonquière.

• **Jean-Jacques Lafontaine,** 45 ans, ancien permanent de la CSN passé à la CSD, ex-président du Conseil régional de développement de l'Estrie. Candidat dans Sherbrooke.

• **John Luck,** 45 ans, maire de Gatineau, ouvrier à l'usine locale de



JOHN LUCK, du comté de Gatineau.

la CIP depuis 29 ans, syndiqué des Travailleurs unis du papier (FTQ). Candidat dans Papineau.

• **Charles Tremblay,** élu député péquiste de Sainte-Marie à Montréal en 1970, auparavant militant du Syndicat canadien de la fonction publique (FTQ) à l'Hydro-Québec.

• **Gilles Côté,** 34 ans, membre du Syndicat des machinistes (FTQ) à Air-Canada, représentant syndical au comité des griefs. Candidat dans Jacques-Cartier à Montréal.

• **Jean-Baptiste Bouchard,** 30 ans, ex-journaliste de Radio-Canada dans l'Outaouais, devenu animateur syndical pour l'Association des enseignants du Sud-Ouest du Québec (CEQ). Candidat dans Hull. Militant de l'ACEF.

• **Jean-Pierre Jolivet,** 30 ans, représentant syndical permanent de l'Association des enseignants de la Mauricie (CEQ). Candidat dans Laviolette.

• **Claude Lafrenière,** 45 ans, l'un des fondateurs de l'ancien syndicat professionnel des enseignants du Québec (SPEQ), affilié à la CSN. Professeur au cegep du Vieux-Mont-



GILLES COTE, du comté de Jacques-Cartier.

réal. Candidat dans Laurier.

• **André Blagdon,** 49 ans, prêtre (eudiste) et candidat du PQ dans Drummond. Président sortant du Syndicat des enseignants du campus de Drummondville.

Agriculture

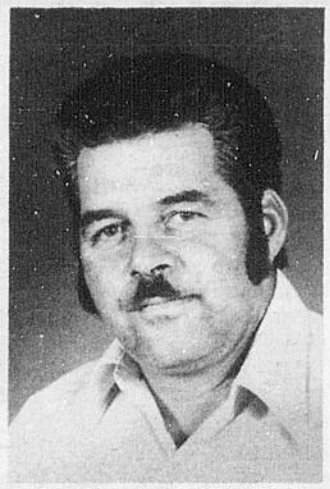
Dans le domaine de l'agriculture, le parti Québécois est allé chercher un certain nombre de candidats dont le militantisme ne semble pas faire de doute.

C'est ainsi que dans Nicolet-Yamaska, le PQ présente un jeune cultivateur de 22 ans, **Pierre Gaudet,** militant de l'Union des producteurs agricoles (UPA), la centrale syndicale des cultivateurs. Il est notamment directeur des services d'éducation et d'information de l'UPA-Nicolet et président régional de l'Association des jeunes ruraux depuis trois ans.



PIERRE GAUDET, du comté de Nicolet.

Dans l'Abitibi-Ouest, le candidat du PQ est le pittoresque **Hauris Lalancette,** 41 ans, cultivateur de Rochebaucourt et créditiste **"converti"!** Lalancette est responsable au CRD de la zone numéro cinq des paroisses marginales, membre du comité de citoyens local, militant de l'UPA et ex-président de la caisse populaire de Rochebaucourt.



HAURIS LALANCETTE, du comté d'Abitibi-Ouest.

Toujours en milieu agricole, le PQ présente dans Maskinongé M. **Hector Rivard,** agronome.

Coopératives

Dans le milieu coopératif, le PQ présente deux



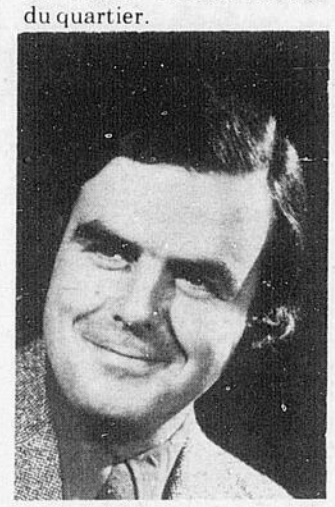
JEAN-BAPTISTE BOUCHARD, du comté de Hull.

candidats qui travaillent activement au sein des **Associations coopératives d'économie familiale (ACEF)** – et qui s'ajoutent à Pierre Marois, directeur général de la Fédération des ACEF. Il s'agit de **Normand Caron,** 28 ans, gérant de l'ACEF de Montréal, candidat dans Verchères et de **Jean-Marc Labbé,** 30 ans, gérant de l'ACEF de Thetford Mines, trésorier de la Fédération des ACEF, trésorier du **"Comptoir familial"** de la région de l'amiante, responsable d'un projet de coopérative de travail pour les bûcherons.

Plusieurs autres candidats du PQ se sont signalés dans le milieu des caisses populaires, au niveau local ou régional.

Un autre candidat, **Roch Gélineau** dans Shefford, est trésorier du **"Club de consommation des travailleurs"** de Granby dans l'Estrie.

Dans les milieux populaires encore, **Jean Roy** (Saint-Louis), imprimeur-éditeur et animateur social du centre-ville, est membre de l'exécutif des **Services juridiques Saint-Louis** et vice-président de l'University Settlement, un centre communautaire du quartier.

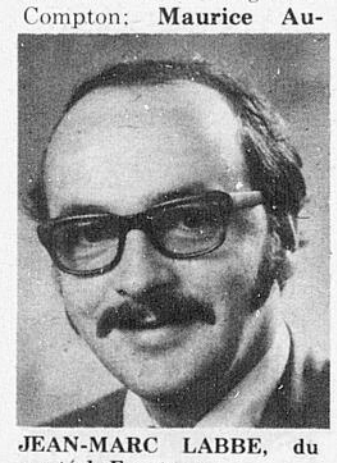


NORMAND CARON, du comté de Verchères.

Enseignement

Dans le milieu de l'enseignement et de l'administration scolaire, le parti Québécois présente un nombre fort élevé de candidats.

Il y a l'abbé **Claude Allard,** sociologue et travailleur social (Gaspé): **Nestor Turcotte,** qu'on donne gagnant dans le comté de Matane; **Jean-Claude Lauzon,** principal d'école (Prévost); **Jean-Paul Ross** (Verdun); **Paul Doucet** (Brome-Missisquoi); **Gabriel Garneau** (Beauce-Sud); **Gérald Côté,** professeur de mathématiques et commissaire d'école à la régionale des Mille-Iles (Laval); **Gérald Ouellet,** animateur de pastorale scolaire dans Mégantic-Compton; **Maurice Au-**



JEAN-MARC LABBE, du comté de Frontenac.

mond (Gatineau); **Yves Miron,** économiste (Pointe-Claire); **Robert Sabourin,** directeur général du cégep de Sherbrooke;



ANDRE BLAGDON, du comté de Drummondville.

André Desgagné, recteur de l'Université du Québec à Chicoutimi (Dubuc).

A quoi nous ajoutons deux bibliothécaires scolaires: **Denis Morel** dans Richmond et **Rolland Dusseault** dans Châteauguay.

A signaler que le maire de Saint-Georges de Beauce et candidat péquiste dans Beauce-Nord, **Adrien Ouellette,** est professeur à la commission scolaire régionale de La Chaudière.

Fonction publique

Le PQ présente quelques candidats venant de



JEAN TAILLON, du comté de Limoilou.

la fonction publique québécoise.

o **Jean Taillon,** 29 ans, candidat dans Limoilou à Québec, travaille depuis 1967 au ministère des Affaires intergouvernementales. Au début de 1973, on lui a confié la direction de l'équipe chargée des relations Canada-Québec et des relations interprovinciales en matière économique, Taillon serait un **"poulain"** de Claude Morin que ça ne surprendrait personne!

• **Gilles Dubé,** 51 ans, dans Matapédia, a travaillé comme agent de sécurité sociale pour le ministère des Affaires sociales à Rimouski et à Mont-Joli. Il est directeur de l'Opération Dignité II, président du comité des citoyens de Saint-Donat et vice-président du comité d'aménagement de l'arrière-pays.

• **Richard Bousquet,** 52 ans, candidat dans Saint-Hyacinthe, occupait le pos-

Maintenant



le régime bourassa

$1 Numéro 129 Octobre 1973

Je désire recevoir MAINTENANT à partir du mois de
Je choisis un abonnement: ordinaire $7 ☐ étudiant $5 ☐ de soutien $10 ☐
J'inclus la somme de_____

Nom:

Adresse:

Maintenant 775 boul. Lebeau Montréal



RICHARD BOUSQUET, du comté de Saint-Hyacinthe.

te de directeur du bureau d'enregistrement provincial dans la région. Fait à noter: M. Bousquet a été président d'élection dans le comté sous plusieurs gouvernements depuis 1946...

Professionnels

A la liste des professionnels candidats du PQ, il faut ajouter bien sûr encore quelques noms.

Il y a tout d'abord deux ingénieurs: **MM. Serge Lachapelle** (Richelieu), employé de la compagnie Fer et Titane de Tracy près de Sorel et **Pierre Fecteau** (Kamouraska-Témiscouata). Il y a ensuite quelques avocats: **Jean Garon,** professeur de droit coopératif à l'Université Laval, candidat dans Charlevoix, **Bruno Leclerc** et **Jean-François Keable** (Saint-Laurent). Enfin on compte des médecins: **Lucien Roy** (Taschereau), (Lévis), **Jean-Roch Boivin** (Fabre), **Frank Lemieux** (Rivière-du-Loup), **Charles Roy,** dentiste (Argenteuil), **Jacques Boulay** (Jean-Talon) et **Georges-Etienne Cartier** (sic), psychiatre (Notre-Dame-de-Grâce).



NICOLE MARTIN, du comté de Bonaventure.

Les affaires

Dans le domaine de l'administration et des affaires, le parti Québécois présente les candidats suivants:

• **René Daigneault,** président du Conseil régional de développement de l'Est du Québec (Rimouski); **Guy Mercier,** directeur général de la Société nationale des Québécois des Laurentides (Terrebonne); **Jean-Maurice Richard,** directeur du crédit à l'entreprise métallurgique Forano, filiale de la SGF (Arthabaska); **Georges Caron,** courtier en valeurs mobilières (Montmagny-L'Islet); **Arthur Bédard,** homme d'affaires et ex-président du Centre des dirigeants d'entreprises (Vanier); **Prudent Boisclair,** hôtelier (Champlain); **Jean-Guy Murphy,** cadre à l'Hydro-Québec (Laprairie); **Marcel Pépin,** cadre de la Maison Hachette (Iberville); **Serge Brodeur,** gérant de compagnie (Robert Baldwin); **Laurent Bertrand** (Orford) et **Michel Boileau** (Marguerite-Bourgeois), 2 entrepreneurs en plomberie-chauffage; **André Gaudreau,** maire de Richelieu, courtier en assurances (Chambly).



JEAN-PIERRE JOLIVET, du comté de Laviclette.

A qui nous ajouterons **Fernand Turbide,** représentant d'une compagnie de maisons mobiles (Iles-de-la-Madeleine).

Sept femmes

Le parti Québécois présente sept femmes comme candidates cette année. Sur 110 aspirants-députés, c'est quand même bien peu.

Marie Vallée, dans Viau, est bien connue pour son action au sein du Mouvement pour l'abolition de la publicité destinée aux enfants. Elle est trésorière de la **Fédération des consommatrices du Québec.** Louise Cuerrier, dans Vaudreuil-Soulanges, est une institutrice très active dans les comités de parents. **Lise Trochu,** dans Outremont, est spécialisée dans l'enseignement du français, du latin et du grec. Elle parle couramment le grec.

Mlle **Jacqueline Dugas,** dans D'Arcy McGee, est infirmière à l'hôpital Jewish General Hospital de Montréal. Mlle **Nicole Martin,** 26 ans, dans Bonaventure, est professeur à la polyvalente de Carleton. Mme **Simonne Denommé,** dans Pontiac-Témiscamingue, est animatrice à l'organisme d'éducation des adultes Multi-Média et travaille avec l'**Union des producteurs agricoles.** Enfin Mme **Thérèse Veilleux-Fortin,** dans Bellechasse, est professeur de français à Saint-Anselme.



MARIE VALLEE, du comté de Viau.



LISE TROCHU, du comté d'Outremont.

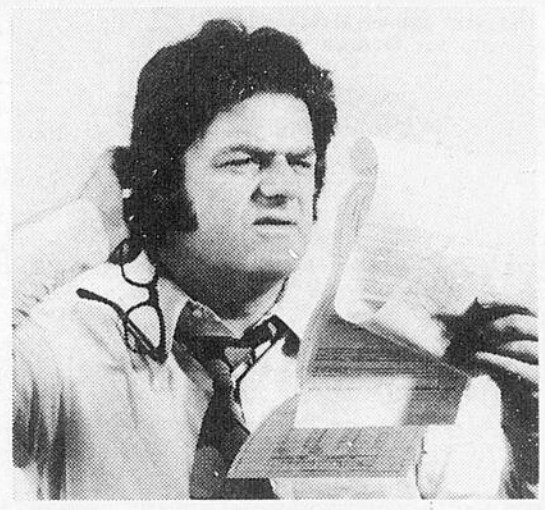


LOUIS O'NEILL, du comté de Mercier.



ARTHUR BEDARD, du comté de Vanier.

Ça vous tracasse?



parlons-en...

Vous êtes bien assuré. Toutefois, un petit quelque chose vous trotte dans l'esprit, que vous aimeriez bien clarifier. Vous auriez peut-être besoin de certaines précisions complémentaires concernant vos assurances I.A.R.D. (Incendie, Accidents, Risques Divers).

Parlez-en d'abord à votre courtier mais, au besoin, n'hésitez pas à nous consulter.

Au Centre d'information du Bureau d'Assurance du Canada, on est toujours là, prêts à vous conseiller ou à vous orienter, en matière d'assurances I.A.R.D.

On ne vend pas d'assurance, mais on s'en occupe joliment. C'est normal, on représente les assureurs du pays. Si quelque chose vous tracasse, parlez-nous-en. On est là pour ça.

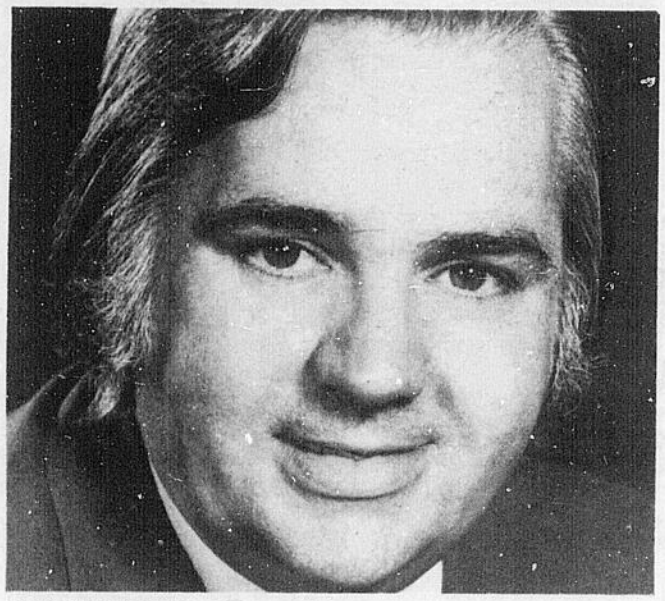
LE CENTRE D'INFORMATION DU
BAC
Bureau d'Assurance du Canada

1080, Côte du Beaver Hall, Montréal H2Z 1S8, Tél.: (514) 866.9801.

SPECIAL

Après le 29 octobre

L'Est du Québec ne sera plus libéral mur à mur



RENE DAIGNEAULT, candidat du PQ dans Rimouski. Il a des chances sérieuses d'enlever le comté aux libéraux.



NESTOR TURCOTTE, candidat du PQ dans Matane. Succédera-t-il à Jean Bienvenue qui a quitté la région pour des cieux plus cléments à Montréal?



FRANCOIS GAGNON, ancien député unioniste dans Gaspé-Nord, comté aujourd'hui disparu. Il appuie Nestor Turcotte dans Matane...

par Robert Lévesque

RIMOUSKI – D'ores et déjà, on peut croire que le scrutin du 29 octobre va changer le paysage politique de l'est du Québec. Cette impression ne se dégage pas de l'effervescence électorale, qui est absente, mais de l'évolution de cette population qui, depuis 1970, n'a jamais raté l'occasion de manifester son mécontentement, voire sa colère.

En 1970, le vote a donné un comté à l'UN et six aux libéraux. La nouvelle carte a éliminé un comté, celui détenu par l'UN. Le 29, il apparait de plus en plus sûr que deux comtés iront au parti Québécois, trois aux libéraux et un sixième demeure toujours incertain.

A une semaine du scrutin, dans le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie, on constate d'abord une chose: les élections de 1973 ne suscitent pas grand intérêt. Il y a très peu d'assemblées publiques. Mais lorsque l'on parcourt cette vaste région, on se rend compte que bien des choses ont changé. Si l'on ne parle pas d'élections, ou de candidats, on parle d'abondance, des problèmes de la région. Cabano et Matsoui attirent autant l'attention que les élections du 29.

Ecoeurés de la politique

L'électorat de l'est du Québec, lentement formé aux besoins de la planification, s'est longuement penché sur les solutions de survie dans cette région qu'on nomme couramment **"sous-développée"** et s'est peu à peu habitué à se poser de grandes questions. Ce qui a donné, entre autres, les opérations Dignité.

Tout cela transparait dans l'actuelle campagne électorale. Si l'on ne tient pas de grosses assemblées enflammées, si l'on ne voit pratiquement pas de pancartes ou affiches électorales, on sent nettement que le monde est écoeuré de la politique.

Cet écoeurement, il se traduira de trois façons: on doublera au moins le vote péquiste en allant chercher les comtés de Rimouski et Matane (les plus urbains); le vote créditiste se maintiendra en se renforçant un peu; enfin, certains s'abstiendront de voter.

L'Union nationale, il va sans dire, disparaîtra de l'est du Québec. Son seul député, François Gagnon, en perdant son comté, est devenu péquiste et il appuie la candidature de Nestor Turcotte (PQ) dans Matane.

D'illustres inconnus

Tous les candidats de l'UN sont d'ailleurs d'illustres inconnus et des personnages sans envergure sauf l'animateur de radio Jean Brisson dans Matapédia. Ce qu'il n'a pas en expérience politique, il le remplace par une grosse popularité auprès des électeurs ruraux qui, depuis des années, l'écoutent à la radio. Il fait la lutte à Bona Arsenault et il se peut que cette lutte soit serrée. En 1970, **"le vieux Bona"** avait eu une majorité de seulement 514 voix et les gens de Matapédia semblent **"tannés"** de le voir **"rien faire"** au Parlement.

Jean Brisson n'a sans doute pas de chances de remporter le comté mais la répartition des votes entre lui, Bona et le candidat péquiste Gilles Dubé pourrait peut-être favoriser encore une fois l'actuel député de Matapédia. En effet, si le PQ avait eu un candidat plus prestigieux, Matapédia aurait pu être un comté sûr pour lui.

Lutte à deux

Cette disparition de l'UN est une chose aussi évidente dans l'est du Québec que le pronostic suivant: Rimouski et Matane éliront des députés péquistes. A Rimouski, le candidat du PQ a un prestige incontestable. René Daigneault, président du CRD et directeur général du MNQ, est comme on dit ici "un candidat régional d'envergure nationale".

Son principal adversaire est le libéral Claude Saint-Hilaire, maire de Rimouski, gros constructeur reconnu dans le temps comme **"un gros bleu"**. Il a pris la succession du ministre Tessier à la mairie de Rimouski et il aspire maintenant à lui succéder comme député. Cependant, sa venue dans les rangs libéraux n'a pas plu à la **"machine libérale de Rimouski"**. De gros organisateurs comme Jean Ménard, qui avait assuré la victoire de Tessier en 1970, et Maurice Rioux, ne travaillent pas pour Saint-Hilaire.

Le candidat de l'UN n'est connu de personne. Chez les créditistes, Isabelle Michaud aurait été choisie après un **"deal"** pour ne pas nuire aux libéraux. Hervé Dickner, qui devait être candidat comme en 1970, est un industriel qui vit en bonne partie des contrats qui lui attribue le constructeur Saint-Hilaire.

Mais la chose la plus déterminante dans le comté de Rimouski réside dans la nouvelle répartition des voix dans le comté. En 1970, les votants urbains représentaient 52% des électeurs et les ruraux, 48%. Cette année, la proportion d'urbains est de 67% et celle des ruraux, de 33%. Or en 1970, le vote urbain était allé très majoritairement au candidat péquiste, le vote des campagnes réussissant à faire passer Tessier de justesse. On dit que le vote péquiste dans la ville de Rimouski aurait presque doublé.

Libéraux pas populaires

Dans Matane, le départ du libéral Jean Bienvenue et l'appui officiel de l'ex-unioniste Gagnon au PQ change tout le tableau. Le parti Libéral, chose étrange, a placé un inconnu sans prestige à la succession de Jean Bienvenue. Son nom est Marc-Yvon Côté. On ne lui prête pas beaucoup de chances, et la colère que la population matanaise a accumulée contre Bienvenue risque fort de rejaillir chez tout libéral qui montrera le nez.

L'ex-unioniste François Gagnon était l'un des rares députés de l'est du Québec à ne s'être pas fait une mauvaise réputation. Son appui au péquiste Nestor Turcotte (qui était arrivé bon deuxième en 1970) est un atout déterminant, d'autant plus qu'avec le nouveau découpage Matane prend toute une partie de l'ancienne clientèle unioniste de Gagnon dans Gaspé-Nord.

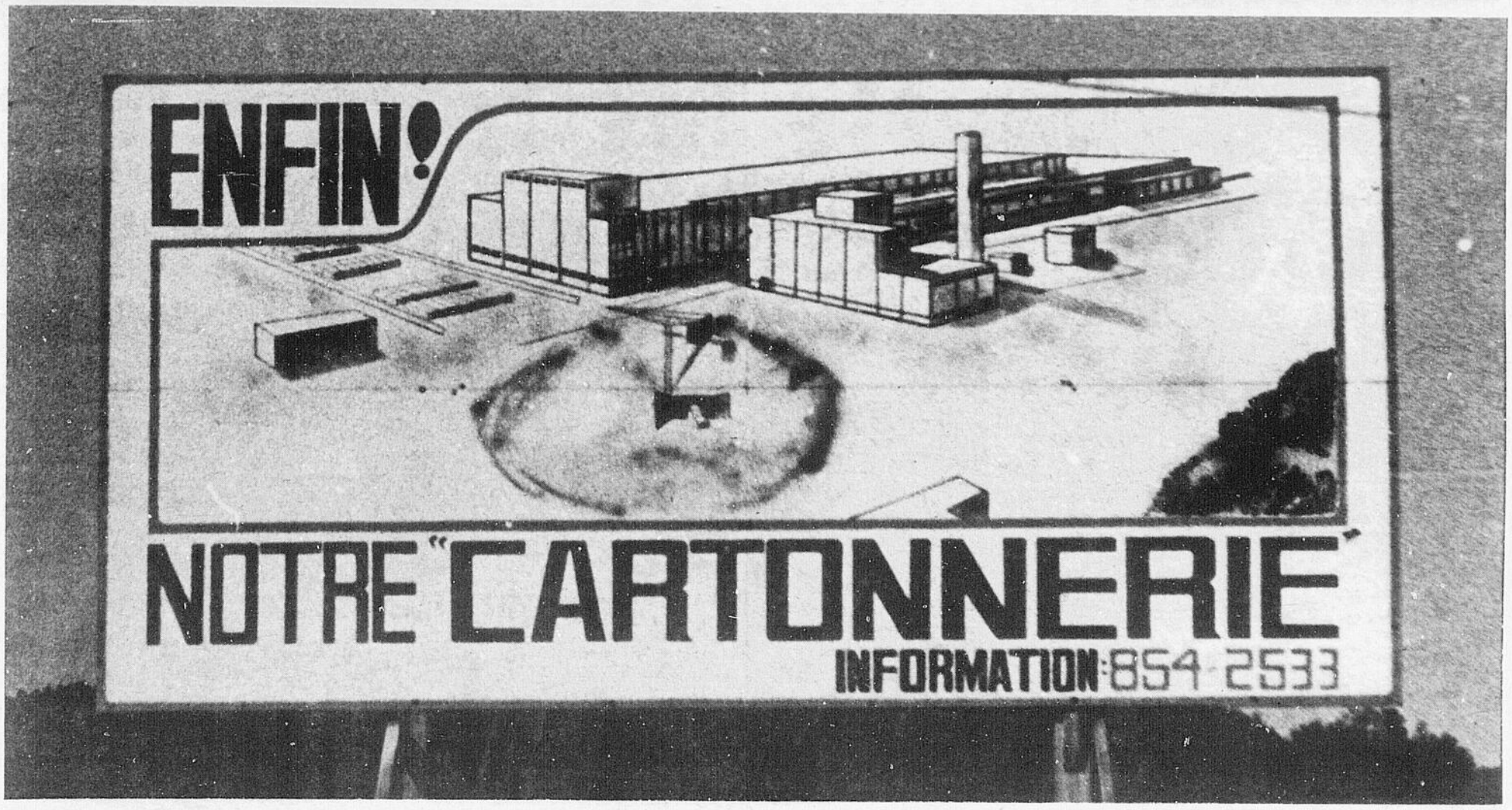
Dans les comtés de Gaspé, de Rivière-du-Loup et de Kamouraska-Témiscouata, on ne prévoit pas de changements. Ces trois députés libéraux, Guy Fortier (Gaspé), Paul Lafrance (Rivière-du-Loup) et Jean-Marie Pelletier (Kamouraska-Témiscouata), seront vraisemblablement les seuls rouges à demeurer en place le 29.

Dans ces trois comtés, l'organisation péquiste est plus faible et les candidats n'attirent pas spécialement l'attention. Ce sont les créditistes qui feront la plus dure lutte aux libéraux. L'arrière-pays des comtés de Rivière-du-Loup et de Kamouraska-Témiscouata est une bonne terre créditiste. Le vote est à majorité rurale et on y a déjà élu des créditistes au fédéral.

Une lutte de classes

nels. **"C'est quasiment** ne assemblée publique sauf lors de la venue des chefs. Tout se passe dans les cuisines. Le PC fait sa publicité en disant qu'il est le seul parti à ne pas présenter de professionnels. **"C'est quasiment une lutte de classes"**, nous disait un organisateur créditiste de Rivière-du-Loup, vice-président de son syndicat, et convaincu que le créditisme est la seule voie pour retrouver la paix au Québec.

La faiblesse des créditistes dans ces trois comtés que l'on pourrait à première vue leur accorder, c'est le choix de leurs candidats. Gérard Roy, dans Rivière-du-Loup, ne parle même pas à la télévision parce qu'il est trop gêné. Normand Dumond, dans Kamouraska-Témiscouata, et Wilfrid Bérubé, dans Gaspé, n'ont rien d'un Camil Samson. Cependant, il semble que les créditistes accordent moins d'importance à l'homme qu'à la doctrine puisqu'en 1970, à Rivière-du-Loup, un obscur candidat, qui n'avait pas l'ap-





CABANO

"J'ai voté rouge en 1966, j'ai voté bleu en 1970, cette année je ne vote pas"

–Le maire Guy Michaud

Le maire de Cabano ne votera pas le 29 octobre. Il a voté rouge en 1966, bleu en 1970. A chaque fois, parce qu'on lui promettait une usine pour Cabano. Aujourd'hui, Cabano n'a toujours pas sa cartonnerie. Guy Michaud est écoeuré, et il prétend que beaucoup de gens de la région n'iront pas voter.

Cette cartonnerie est un élément important dans les élections du 29: on est écoeuré d'attendre après les libéraux, mais on n'est pas prêt à appuyer les autres partis qui ne se sont pas mis les pieds à l'eau dans cette affaire.

Sollicité par les quatre partis politiques, le maire de Cabano a refusé sans hésitation de se porter candidat pour le comté de Kamouraska-Témiscouata. Chacun voyait en lui un **"allié"** considérable: lui, ne voit plus en aucun parti un allié possible pour réaliser son projet de cartonnerie populaire.

Rencontré chez lui, dans son magasin de fruits et légumes, à quelques jours des élections, Guy Michaud nous a fait part de son découragement: **"Je ne crois plus à la possibilité d'un projet populaire au Québec. C'est fini".**

Saulnier bloque tout

Cependant, le maire Michaud demeure muet sur les raisons qui font que ce projet, lancé depuis plus de trois ans, semble définitivement bloqué. Il affirme cependant que le rôle actuel joué par le président de la SDI, Lucien Saulnier, en est un de blocage. **"Il propose quelque chose, et lorsque les Beiges acceptent, il ajoute autre chose."**

Selon Guy Michaud, si la cartonnerie de Cabano est définitivement compromise, la faute en est moins aux politiciens qu'aux fonctionnaires, principalement ceux du ministère de l'Industrie et du Commerce. **"Vous savez, tant que le Québec marchera comme ça, sous le règne de l'assiette au beurre pour les plus gros, on ne pourra pas penser à la réalisation de projets comme Cabano où la population serait propriétaire de son gagne-pain."**

"Guy Saint-Pierre faisait partie d'une des plus grosses maisons d'engineering au Québec, comment voulez-vous qu'il travaille à coeur joie dans un projet où l'on ne prévoit pas "passer la tasse" aux gros?"

Ecoeuré à jamais

Selon le maire Michaud, l'échec de Cabano vient de là. Des fonctionnaires de l'Industrie et du Commerce et de leurs ministres qui ont vu dans Cabano un projet pas assez conforme aux lois du patronage. **"Je suis sûr que Bourassa n'est pas au courant de tout ce qui se passe dans ce dossier. Tout est bloqué à des niveaux plus bas."**

Ecoeuré plus que jamais, Guy Michaud ne croit plus aux promesses de tout acabit. La cartonnerie traverse ces jours-ci la troisième élection, ses troisièmes promesses, et la fumée ne flotte toujours pas au-dessus de Cabano.

"Qu'on ne nous prenne plus pour des fous", affirme-t-il en expliquant qu'il se rend de plus en plus compte qu'il se bat pour rien depuis trois ans. A Cabano et dans la région, plusieurs personnes nous ont dit que Michaud avait mis plusieurs milliers de dollars de sa poche dans ce projet qui ressemble de plus en plus à un rêve.

Michaud va parler

Enfin, cette semaine, il est à prévoir que le maire de Cabano dira publiquement aux Québécois pourquoi un projet populaire comme Cabano n'a pas pu se réaliser au Québec. Il n'a pas voulu nous préciser le moment de cette intervention mais, chose certaine, elle aura lieu avant le scrutin.

Il est à prévoir qu'elle n'aidera aucun des partis politiques en présence, si l'on se fie aux sentiments du bouillant maire de Cabano.

SPECIAL *Elections*

Au Saguenay–Lac St–Jean

Le PQ chauffe les fesses aux libéraux dans 4 comtés sur 5

par Louis Fournier

La grande région du Saguenay-Lac-Saint-Jean sera la meilleure pour le parti Québécois, le 29 octobre, après l'est de Montréal!

C'est du moins ce qu'on raconte dans les milieux péquistes de cette lointaine "province" **qui prend aussi le nom de Royaume...**

Dans ce pays qui n'est surtout plus celui de Maria Chapdelaine, la lutte se fera entre les libéraux et le parti Québécois dans quatre comtés sur cinq: les trois circonscriptions du Haut-Saguenay (Chicoutimi, Jonquière et Dubuc) et celle du Lac-Saint-Jean. Même dans le cinquième comté, celui de Roberval, le parti Québécois ne devrait pas se classer très loin derrière les libéraux et les créditistes.

Boîte à lunch

Pour les travailleurs de la région (un château fort de la CSN), c'est le parti Québécois qui a le vent dans les voiles. On est surtout fier de la candidature dans le comté de Jonquière du maire d'Arvida, Francis Dufour, un travailleur syndiqué de la grande aluminerie de l'ALCAN. "C'est un gars de notre gang, **nous a déclaré un représentant de la CSN dans la région,** c'est une authentique boîte-à-lunch!"

Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, lors des élections d'avril 1970, le parti Québécois avait recueilli un peu plus de 30% des voix. Son candidat avait décroché la deuxième place dans le comté de Jonquière; dans les autres circonscriptions, les porte-bannière du PQ s'étaient classés bons troisièmes. La région compte pour le moment trois députés libéraux - dont le ministre du Revenu, Gérald Harvey - et deux vieux unionistes.

15,000 membres

A huit jours des élections, QUEBEC-PRESSE a voulu savoir comment on entrevoyait le résultat final dans le milieu des travailleurs au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Là comme ailleurs au Québec, le Conseil central de la CSN s'est juré d'"abattre le régime Bourassa**" et multiplie les comités d'action politique. On rappelle qu'il y a 3,000 syndiqués en grève dans la province et que 2,000 d'entre eux se trouvent dans la région: 1,800 contre la compagnie de papier Price à Kénogami et Alma, 340 dans les épiceries indépendantes et 44 aux postes de radio et de télévision CKRS de Jonquière (depuis 9 mois!).**

La CSN compte 15,000 membres dans la région et leur vote pourrait bien être déterminant le soir du 29 octobre...

— À CEUX QUI DÉSIRENT S'ABONNER

Vous abonner à Québec-Presse! C'est encore la meilleure chose que vous avez à faire... Sinon la seule, si vous êtes assoiffés de vérité!

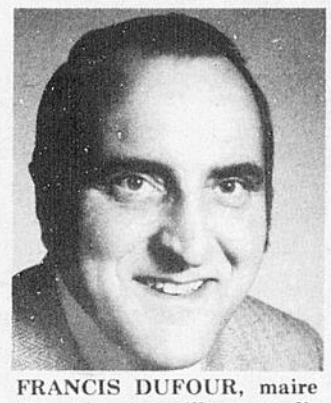
TARIFS

1 an:	**$15.00**
6 mois:	**7.50**
4 mois:	**5.00**

(ceci vaut et pour la livraison postale et pour la livraison à votre domicile de QUÉBEC-PRESSE)
Vous nous faites parvenir un chèque ou mandat de poste au montant requis, avec votre nom, adresse et numéro de téléphone au:
SERVICE DU TIRAGE
9670 rue Péloquin
MONTRÉAL H2C-2J4 QUE.



MARC-ANDRE BEDARD, avocat, candidat péquiste dans Chicoutimi.



FRANCIS DUFOUR, maire d'Arvida, travailleur syndiqué de l'aluminium à l'Alcan, candidat du PQ Jonquière.



GEORGES-HENRI FORTIN, le "François-Albert Angers" du coin, candidat du PQ dans le comté du Lac-Saint-Jean.



ALAIN BOUCHARD, un spécialiste des sports et loisirs de 28 ans, candidat du PQ dans Roberval.

Le comté le plus **"chaud"** de tous serait celui de Chicoutimi, repaire du pontifiant Jean-Noël Tremblay, **"l'homme qui saigne de partout"**, dit-on dans la région où l'ex-ministre unioniste a aboyé que le PQ avait **"du sang sur les mains"...**

Notre Jean-Noël national est encore dans la course, certes, mais on se demande bien plus qui, du notaire libéral Marcel Claveau ou de l'avocat péquiste Marc-André Bédard, pourra se faufiler vers la victoire.

Le porte-couleurs du PQ, Me Marc-André Bédard, 38 ans, a fait démarrer sa campagne il y a plus de six mois. Pour ce fils de cultivateur, ex-bûcheron aux Chantiers coopératifs du Saguenay, les chances de gagner sont bonnes. D'autant plus que la ville de Chicoutimi-Nord est désormais rattachée au comté de Chicoutimi (essentiellement urbain avec ses 34,000 électeurs). Or, Chicoutimi-Nord compte un fort noyau péquiste qui, sur l'autre rive de la majestueuse rivière Saguenay, s'ajoute à la concentration du PQ dans la ville même de Chicoutimi.

Le principal adversaire de Bédard, dit-on là-bas, n'est pas tellement Jean-Noël que le petit notaire Marcel Claveau, l'homme de l'establishment chicoutimien. Il a amassé son capital politique avec la présidence des Jeux du Québec en 1972.

Le comté de Jonquière est celui qui donne le plus d'espoir aux travailleurs du Saguenay parce que le candidat du PQ est l'un des leurs, disent-ils. Le parti Québécois devrait y recueillir son plus grand nombre de voix - comme en 1970 - mais la victoire n'est pas acquise parce que la lutte se livre entre deux candidats seulement - le libéral et le péquiste - et non pas entre trois, comme dans Chicoutimi.

Comté urbain de 37,000 électeurs, Jonquière rassemble les citoyens du fameux triangle formé par les villes de Jonquière, Arvida et Kénogami (JAK). C'est le fief des travailleurs de l'aluminium et aussi du papier. Le PQ a donc joué une bonne carte en présentant Francis Dufour, 44 ans, maire d'Arvida depuis 1967 et travailleur syndiqué à l'Alcan depuis l'âge de 19 ans.

"Comme maire, nous dit un militant de la CSN, **Dufour a mis l'Alcan à sa place à quelques reprises. Il ne digère pas que la compagnie soit exemptée de la taxe foncière municipale sur ses installations hydro-électriques, comme l'est l'Hydro-Québec, alors que l'Alcan est une compagnie privée."**

Notre interlocuteur n'insiste pas trop sur le fait que Francis Dufour, syndicaliste actif, ait participé au mouvement de désaffiliation des ouvriers de l'Alcan de la CSN; **"C'est une vraie boîte-à-lunch,** dit-il **et il aura la grande majorité des gars de l'Alcan, CSN ou pas, avec lui."** Les ouvriers de l'aluminium, cela veut dire environ 6,000 votes avec leurs familles. En 1970, ils étaient déjà majoritairement péquistes.

Dufour affronte l'homme fort du parti Libéral dans le Saguenay-Lac-Saint-Jean, le ministre du Revenu Gérald Harvey, un ancien comptable de la compagnie de papier Price, élu député à Québec en 1960. Il a donné à sa ville, Jonquière, le fameux édifice administratif régional, au grand désespoir des gens de Chicoutimi!

En 1970, Harvey l'a emporté avec une majorité de 3,600 voix sur le créditiste-péquiste Gilles Grégoire (qui avait décroché 11,354 voix). Cette année, il est parti gagnant mais on nous dit qu'il commence à être **"dans ses petits souliers"** à cause de la popularité de Dufour. Il risque de perdre Arvida - où sa majorité n'était que de 980 votes en 1970 - il aura l'immense majorité des 3,000 étudiants de Jonquière contre lui et à Kénogami, une déclaration du maire libéral contre les 2,000 grévistes de la Price ne l'aidera sûrement pas!

Dans Dubuc, on se retrouve dans un comté largement rural de 26,500 électeurs. Cela va des deux villes de Port-Alfred et Bagotville, au nord, à Tadoussac et aux Escoumins dans le sud, le long du Saint-Laurent.

Fief du médecin unioniste Roch Boivin depuis belle lurette, Dubuc ne sera pas **"bleu"** cette fois-ci, disent la plupart des observateurs. Là encore, libéraux et péquistes se font une lutte acharnée. Contre un **"rouge"** peu connu, Ghislain Harvey, le PQ présente un de ses gros canons, Me André Desgagné, 48 ans, recteur de l'université du Québec à Chicoutimi depuis 1969. Lors de la convention péquiste qui l'a choisi, il a notamment défait Clément Dufour, représentant de la Fédération des travailleurs du papier et de la forêt (CSN).

A la CSN, on ne s'en formalise pas outre mesure. On rappelle même qu'André Desgagné a signé un rapport de conciliation dans le conflit au poste CKRS de Jonquière: il y accusait les patrons de ne pas vouloir négocier!

Lac St-Jean

Le PQ espère d'autre part arracher cette fois-ci le comté du Lac-Saint-Jean où se représente le **"François-Albert Angers"** du coin, Georges-Henri Fortin, 55 ans. Dans Roberval, on avoue toutefois que les libéraux et les créditistes risquent de devancer le jeune candidat péquiste Alain Bouchard, 28 ans, qui mène pourtant une campagne à l'emporte-pièce.

Dans le comté du Lac-Saint-Jean, la ville d'Alma compte près de la moitié des 29,000 électeurs du comté (les travailleurs du papier y sont en grève contre la Price). Le reste du comté vit d'agriculture, surtout de l'industrie laitière.

Le député libéral sortant, Roger Pilote, se fait chauffer les fesses par Georges-Henri Fortin, vieux nationaliste, président de la commission scolaire régionale, ancien président de la Fédération des sociétés Saint-Jean-Baptiste.

Dans Roberval, le candidat du PQ est un spécialiste des sports et loisirs, Alain Bouchard, ex-directeur général de la fameuse traversée internationale à la nage du lac Saint-Jean. Il aura du mal à déloger le député libéral Lamontagne et celui qui y réussira est peut-être le candidat créditiste, Camille Lupien, président de la commission scolaire régionale Louis-Hémon. Ce comté surtout rural est représenté à Ottawa par le créditiste et entrepreneur en pompes funèbres C.A. Gauthier.



UNE MANIFESTATION des employés de Fleetwood, le 16 juillet, le jour du déclenchement de leur grève. Ils avaient brûlé en effigie un des boss de la compagnie... (Photo Michel Elliott)

Chez FLEETWOOD
La rage au coeur après une grève perdue...

par Louis Fournier

Qu'y a-t-il de plus triste pour un travailleur qu'une longue grève perdue? De plus désespérant que cette rage au coeur après une dure bataille qu'on n'a pas gagnée?

Mardi dernier, le 16 octobre, trois mois (jour pour jour) après le déclenchement de leur grève, les travailleurs et les travailleuses de la manufacture **Fleetwood,** à Ville Mont-Royal, décidaient de rentrer à l'ouvrage. Par un vote serré de 116 voix contre 104... Ils décidaient d'aller à nouveau assembler des postes de télévision et des appareils stéréophoniques pour enrichir leur patron, la compagnie **Sylvania.** Ce géant de l'industrie électronique en Amérique du Nord est une filiale de la **General Telephone & Electronic** de New York, une vraie pieuve multinationale.

"En maudit"

Dégoûtés du résultat du vote en faveur d'un nouveau contrat de travail, le président du syndicat, Paul-Henri Thériault et le secrétaire-trésorier, Michel Robillard, ont démissionné. Aldo Caluori, conseiller technique du Syndicat des machinistes (FTQ), est **"en beau maudit"** lui aussi. Il s'exclame: **"Ca fait 22 ans que je fais du syndicalisme et je m'aperçois qu'on n'a à peu près aucun pouvoir de pression sur des compagnies multinationales comme Sylvania. On ne peut pas continuer comme ça. Il va falloir trouver des moyens nouveaux, et plus radicaux, de les faire plier".**

Car ce qui a profondément démoralisé les 350 grévistes chez Fleetwood, ça a été de voir qu'après trois mois de grève, la compagnie n'avait pas l'air inquiétée le moins du monde. Elle a écoulé ses stocks et s'apprêtait à importer des postes de télévision fabriqués dans ses usines américaines! Autre motif de découragement: l'embauche de briseurs de grève qui franchissaient allègrement, sous l'oeil protecteur de la police, des lignes de piquetage réduites à quasiment rien à cause d'une injonction accordée par un juge complaisant.

Des femmes...

Que les lois ne soient pas faites pour eux, un grand nombre de travailleurs de Fleetwood ont commencé à s'en rendre compte. 47% d'entre eux ont voté pour la poursuite de l'arrêt de travail. S'ils avaient obtenu la majorité, il aurait sans doute fallu **"augmenter la pression"** sur la compagnie mais une mince majorité de syndiqués moins combatifs - des femmes surtout et beaucoup de Néo-Québécois - en a décidé autrement. Ces gens-là se sont contentés d'une augmentation de salaire qui les place au-dessus de leurs camarades qui travaillent dans le vêtement et le textile, bien sûr, mais qui est très inférieure - jusqu'à $1.00 - à ce qui se gagne dans l'industrie de l'électronique.

La compagnie n'a pas plié: elle offrait une hausse de 25% en trois ans avant la grève et elle a consenti 26%... Le syndicat avait pourtant baissé sa demande à 30% en trois ans. Avant le débrayage, le 16 juillet, le salaire moyen chez Fleetwood s'élevait à $2.83 l'heure ($2.95 pour les hommes et $2.63 pour.... les femmes). Le contrat se terminera en juin 1975.

"Il faut continuer"

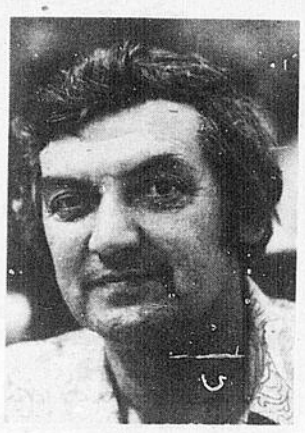
Le syndicat a obtenu que les mises à pied temporaires - à cause d'un manque de pièces importées, dit la compagnie - soient réduites à cinq jours par année pour les travailleurs qui ont plus de dix ans d'ancienneté, à dix jours pour les autres.

Il s'agit de la deuxième grève **"perdue"** pour les employés de Fleetwood. En 1967, en plein hiver, ils avaient tenu le coup pendant six semaines. Pour Claudette Grisé, ouvrière chez Fleetwood depuis dix ans, **"il faut continuer à se battre quand même".** Elle n'a donc pas démissionné de son poste de secrétaire du syndicat: **"Le résultat du vote a été chaud cette année,** dit-elle, **alors qu'en 1967, on était vraiment rentrés à quatre pattes! La prochaine fois, on ira encore plus loin".**

PQ

En attendant, elle et ses camarades qui voulaient continuer la grève ont pris une décision qui parait les réconforter quelque peu: **"On va voter pour le parti Québécois,** lance Claudette Grisé. **Peut-être que ça pourra changer des choses, même pour nous"....**

Dans le papier et la forêt
Un syndicalisme de combat



VICTOR DAHL, président de la Fédération des travailleurs du papier et de la forêt et vice-président de la CSN.

Les 125 délégués au congrès biennal de la Fédération des travailleurs du papier et de la forêt (CSN), **qui s'est tenu à Québec la semaine dernière, ont résolu de dépasser une fois pour toutes le vieux** "syndicalisme d'affaires", **préoccupé avant tout de pain et de beurre, et de favoriser un syndicalisme** "de combat" **qui débouche sur la contestation du capitalisme et l'action politique des travailleurs. Le président de la Fédération qui compte 13,500 membres, Victor Dahl, a insisté sur la nécessité d'implanter des** "comités populaires" **réunissant syndiqués et non syndiqués dans toutes les régions du Québec. A signaler que près du tiers des membres de la Fédération sont en grève ou sur le point de l'être dans les moulins de pâtes et papiers.**



CANADIAN STEEL; Victoire

Les 750 travailleurs de la fonderie Canadian Steel, dans l'est de Montréal, sont retournés au travail après 20 jours de grève sauvage et en ayant remporté une **"grande victoire syndicale", selon leur propres termes. Eux qui se battaient pour améliorer radicalement les conditions d'hygiène et de sécurité dans l'usine et** "sauver leur santé", **ils ont obtenu des garanties de la compagnie sur toutes leurs revendications. Ils ont même obtenu le réengagement de deux camarades congédiés. Le cas des deux autres, Jean-Claude Dubreuil et Rémi Théberge, sera soumis à un** "arbitrage accéléré". **MM. Dubreuil et Théberge sont les deux principaux leaders du** "comité des travailleurs" **créé à l'usine devant le peu de militantisme, souligne-t-on,** du Syndicat des métallos (FTQ) **auquel les ouvriers sont affiliés.** (Photo Alain Chagnon)

Regardez Lévesque pour le vrai

René Lévesque raconté par ses amis et ses collaborateurs. Un document filmé d'une demi-heure, réalisé par le cinéaste Michel Brault.

Samedi, le 20 octobre à 6 hres p.m.:
A Chicoutimi, CJPM-Canal 6.
Dimanche, le 21 octobre à 10 hres p.m.:
A Montréal, CFTM-Canal 10.
Dimanche, le 21 octobre à 11 hres p.m.:
A Québec, CFCM-Canal 4,
A Trois-Rivières, CKTM-Canal 3,
A Rimouski, CJBR-Canal 3,
A Sherbrooke, CHLT-Canal 7.

Ne manquez pas Lévesque pour le vrai.

Je vote Parti Québécois. Je vote pour le vrai!

Cette annonce a été réservée et payée par M. Yvan Guérin, agent officiel du Parti Québécois, 8785 avenue du Parc, Montréal.

Le Chili lance l'Opération-Charme

Le Canada recevra bientôt ses "ambassadeurs de bonne volonté" — Mais qui sont-ils?

AUTHENTIQUE
VESTON "MAO"

fabriqué en république
populaire de chine

EN VENTE CHEZ:

ILE DE MONTREAL

Jean Tarzi Inc.
4213 Wellington
Verdun

Boutique Le Dépôt
509 Church,
Verdun

Boutique Labyrinthe
486 ouest Ste-Catherine
Montréal

Boutique Pykasso
1265 Bishop

Boutique Kali,
Place Bonaventure (Viaduc)

Boutique Sonico
350 Notre-Dame Est
Mtl

Boutique Bybios Enrg.,
2120 Bleury

Gérard Mayeu, Tailleur
333 est Mt-Royal

Michel Tamilia Inc.
2023, rue Mont-Royal, Est
Montréal

Jean Village
1839, rue Mont-Royal, Est
Montréal

La Tannière
935 rue Duluth est

Boutique Topaz Inc.
Métro-Berri-Demontigny

R & K International
1608 St-Denis

Checkmate Surplus
6201 St-Hubert

Checkmate Surplus
971 St-Laurent

Boutique Inouik
6363 St-Hubert

Boutique Penguin
6356 St-Hubert
Mtl

Boutique Tocade
816 St-Zotique est
Mtl

Mercerie Adam Inc.
7092 St-Hubert
Mtl

Mercerie Adam Inc.
6917A St-Hubert
Mtl

Magasin Campus
Université de Montréal

Coop. Etudiante Un. du Qué.
Université du Québec

G. Sirois Ltée.
4057 est Ste-Catherine

Stéphan et Frères
1006 est Ste-Catherine

Ernest & Frères, Inc.
349 est Ste-Catherine

Boutique Bombay
1589 est Ste-Catherine

Oriental Arts & Crafts
2055 Ste-Cath. Ouest
Mtl

KASHMIR HANDICRAFT
Plaza Alexis Nihon Mtl

Praha-Montréal
1844 Ste-Cath. ouest
Mtl

Kashmir Kraft
1268 Guy
Mtl

Pant Shack
1811 Ste-Cath. Ouest
Mtl

Mercerie L'Hommerie
3485 est Ontario

Mercerie Adam Inc.
3661 Ontario Est
Mtl

Boutique Bisex Enrg.
3600 ouest Notre-Dame

George Alepins Ltée
903 Boul. Décarie
St-Laurent

Asia Bazaar
Place Bourassa
Montréal-Nord

Mercerie Levasseur
Place Levasseur
Montréal-Nord

S Mart
6095 est Henri-Bourassa
Montréal-Nord

Lingerie Tillemont
6057 Henri-Bourassa, est
Montréal-Nord

La Clé Des Champs (Koury
1211 est Fleury

Standa Dept. Store
3269 Fleury est

Aldo Custom Tailors
8810 Boul. St-Michel

Lingerie Tillemont
1985 Tillemont

Standa Dept. Store
3266 est Bélanger

Boutique Du Maître Tailleur
2353 est Beaubien

Seuny-Mart
2737 Masson

Boutique India Bazaar
Place Versailles

Li-Mar Tailleur
8488 Lacordaire
St-Léonard

Pete & Tony
4927 est Jarry
St-Léonard

Boutique Clovis Inc.
Place Pointe-Aux-Trembles
Pointe-Aux-Trembles

Maison Georges
713 Mt-Royal Est
Mtl

Intercontinental Boutique
1 Westmount Square
Westmount

Goodmans Inc.
1400 St-Catherine ouest
Mtl

Lucky The Tailor
1479 St. Catherine ouest,
Mtl

Boutique Sonico
1422 Guy Mtl

Boutique Metroriental
Metro Guy
Mtl

Asia Importing
Métro Longueuil
Longueuil

Asia Importing
Place Longueuil
Longueuil

Boutique Les Deux
Centre d'Achats
Jacques-Cartier
Jacques-Cartier

India Grand Bazaar
Place Desormeaux
Jacques-Cartier

Boutique Clovis Inc.
Place Seigneurie
Boucherville

Boutique Astek
1401 Montarville
St-Bruno

Boutique Unisexe M. Breault
Centre d'Achats St-Hubert
St-Hubert

Omar Dept. Store
Place Beloeil
Beloeil

Boutique Ka-I-Na Enrg.
1190 Des Cascades
St-Hyacinthe

Chambly Valet
Place Chambly
Chambly

Boutique Charles Liquori
Place St-Jean
St-Jean

RIVE-NORD

Les Vêtements Lavallois
211 Boul. Des Laurentides
Pont-Viau

Boutique Zéro-Neutre
Galerie Papineau
Duvernay

Oriental Bazaar
Centre d'Achats St-Martin
Chomedey

Boutique La Chaumière
5 Turgeon
Ste-Thérèse

Boutique Qui
Galerie Des Laurentides
St-Antoine des Laurentides

Boutique Le Chic Choc
289 St-Georges
St-Jérôme

Manufacture de
Pantalons St-Jérôme
Face au Centre
d'Achats St-Jérôme
St-Jérôme

EN PROVINCE

Brunelle Inc.
462 Des Forges
Trois-Rivières

Coop. Etudiante
Université de Sherbrooke
Sherbrooke

La Pantalomanie
34, rue Nicholson
Valleyfield

importations canchi

Par un correspondant de Liberation News

Le régime militaire le plus brutal à avoir vu le jour en Amérique latine vient d'envoyer en tournée "de bonne volonté" onze dirigeants d'un prétendu Mouvement des syndicats libres (Movimiento gremial). D'après une information parue dans le journal chilien El Mercurio, ces onze hommes voyageront en Amérique latine, aux Etats-Unis, au Canada et en Europe afin d'expliquer pourquoi l'armée et la police chiliennes **"ont été forcées de renverser le gouvernement de Salvador Allende".** Ils auront aussi pour tâche de convaincre l'opinion publique mondiale que la junte militaire a l'appui de la population chilienne.

Ces onze ambassadeurs de bonne volonté représentent les intérêts industriels et commerciaux les plus puissants du Chili; ils ont été les principaux artisans du complot d'extrême-droite qui a abouti à l'écrasement du régime d'Unité populaire. Pendant les trois dernières années, ils étaient les coordonnateurs des dures grèves des transports et des entreprises de distribution et ont entretenu des contacts étroits avec les chefs de l'armée.

Deux raisons ont porté la junte militaire chilienne à envoyer autour du globe ces **"ambassadeurs de bonne volonté".** La première, c'est le désir d'effacer la mauvaise impression faite dans le monde entier par les tueries de masse, la seconde est le dégoût que la population chilienne - et pas seulement les 43% qui soutenaient l'expérience socialiste - manifeste devant les méthodes fascistes de Pinochet et de sa clique.

De larges secteurs des classes moyennes commencent à critiquer plus ou moins ouvertement l'extrémisme de droite des nouveaux dirigeants, et 11 membres importants du parti Démocrate-chrétien ont carrément pris position contre la junte. Celle-ci espère qu'une plus grande sympathie extérieure vis-à-vis de sa politique peut contribuer à désarmer l'opposition intérieure.

L'exemple du Brésil

Suivant l'exemple du Brésil, le régime militaire chilien espère qu'une coalition des militaires, des entrepreneurs et des technocrates lui permettra de consolider ses bases. Un des "ambassadeurs de bonne volonté", Orlando Saenz, président de la principale association industrielle chilienne, a ouvertement fait état de la longue et très étroite amitié qui le lie à Roberto Campos, l'"architecte" de la nouvelle économie brésilienne qui occupe à Brasilia le ministère de l'Economie depuis le coup d'Etat de 1964. Dans une déclaration faite au mois de mars 1973, Saenz avait porté aux nues le modèle brésilien ajoutant même que la torture et les méthodes répressives utilisées par les dirigeants brésiliens étaient excusables.

Le second "ambassadeur de bonne volonté", Manuel Valdes, est caractérisé par son cynisme. Il n'a pas hésité à dire en présence de journalistes que **"les masses chiliennes, avant de se rendre compte qu'il est de leur intérêt d'être gouvernées par une élite intelligente, doivent souffrir un peu plus de la faim et de la misère".**

Les "ambassadeurs de bonne volonté"

Jorge Fontaine: Confédération de la production et du commerce.

Orlando Saenz: Société des manufacturiers.

Manuel Vaides: Société nationale d'agriculture.

Hugo Leon: Chambre de la construction.

Jorge Martinez: Chambre de commerce.

Ignacio Basterrica: chambre de commerce.

Leon Vilarin: Confédération du travail.

Julio Bazan: Confédération des professionnels.

Luis Zanzi: Confédération de la petite industrie.

Guillermo Alarcon: Confédération des employés de l'industrie et du commerce.

Milton Puga: Syndicat des mineurs.

Dario Paredes: Journaliste et porte-parole du groupe.

SCRIBEC
45 est, rue Jarry
Montréal 351
387-2486
SECRETARIAT
DACTYLOGRAPHIE
IMPRESSION
PHOTOCOPIE XEROX

1-3		10¢
4		9¢
5-10		8¢
11-16	copies du même original	7¢
17-30		6¢
31-49		5¢
50-70		4¢

la copie

Format légal et papier couleur: 10% en sus
Réduction à partir de 14" x 18"

IMPRESSION OFFSET

Copies	8½ x 11	8½ x 14
100	3.00	3.50
200	4.00	5.00
300	5.00	6.00
400	6.00	7.75
500	7.00	8.50
600	7.75	9.50
700	8.25	10.00
800	8.75	10.75
900	9.25	11.25
1000	10.00	11.75
2000	17.75	21.75
3000	26.00	32.00
4000	34.00	42.00
5000	42.00	52.00



LES ARRESTATIONS ET LES FOUILLES des "suspects", dans une rue de Santiago.
(photos L.N.S.)



LA JUNTE MILITAIRE. Le deuxième, dans l'ordre habituel, est le général Pinochet, qui a renversé le cours de l'histoire chilienne dans un bain de sang.

La composition de cette liste a été établie de façon à donner l'impression que tous les secteurs de l'économie chilienne coopèrent franchement avec la junte dans la tâche de "reconstruction" du pays. En réalité, ces **"centrales"** ont été constituées après le coup d'Etat militaire et ne groupent souvent que quelque centaines de membres. Cependant, elles ont un très grand pouvoir économique.

La classe dirigeante

Pendant plus d'un siècle, la classe dirigeante chilienne a noué entre ses membres des liens extrêmement étroits dans le domaine des banques, du commerce, des sociétés financières, de l'agriculture et des mines. Souvent on trouve des rejetons d'une même famille dans plusieurs secteurs d'activité économique. D'autre part, la plupart du temps, les carrières politiques vont de pair avec la gestion de grandes entreprises.

Si on prend comme exemple une grande organisation patronale comme la Société nationale d'agriculture, on verra que de 1830 à 1930, 30% des membres de direction ont été des sénateurs à un certain moment de leur vie, 70% ont siégé à la Chambre des députés et 60% ont été membres de cabinets ministériels ou ont occupé des postes gouvernementaux extrêmement importants. Plusieurs membres de la SNA sont des recteurs d'université ou des directeurs de journaux à grand tirage.

Les clans

Economiquement et politiquement, le Chili a été dominé pendant plusieurs années par un petit nombre de familles qui ont étendu leurs tentacules partout. Un exemple: la famille Edwards. La banque Edwards est liée au capital étranger depuis 1850. Plusieurs générations les membres de la famille Edwards siègent à la haute direction de la Société nationale d'agriculture et possèdent des intérêts immobiliers très importants. La chaîne de journaux du groupe El Mercurio leur appartient. En 1955, cette seule famille contrôlait plus de 20% du capital-actions de toutes les grandes entreprises du pays. Quand Salvador Allende fut élu à la présidence du Chili, le chef du clan des Edwards, "Dunny", s'envola vers les Etats-Unis où il fut placé à la vice-présidence de la compagnie Pepsi-Cola. De sa villa du Connecticut, il a maintenu un contact constant avec les chefs de la droite chilienne et a continué à diriger ses multiples affaires à Santiago.

Jorge Alessandri, qui a précédé Eduardo Frei à la présidence du Chili, est un des directeurs de la Société des manufacturiers, et sa famille contrôle la Banque Sud-Américaine ainsi que de multiples compagnies d'assurance. Les Alessandri sont très liés à Arturo Matte, un industriel chilien qui fut impliqué dans le complot de l'ITT contre Allende.

Voyons un peu maintenant ces organisations patronales qui prétendent représenter le Chili tout entier.

La Confédération de production et de commerce. Elle constitue incontestablement la plus puissante coalition d'intérêts du pays. Elle groupe les cinq plus grandes associations industrielles et commerciales qui à leur tour contrôlent les circuits de distribution au Chili. Son président, Jorge Fontaine, a été dans les années 1930 un membre très important du mouvement fasciste.

La Société des manufacturiers. Constituée sur le modèle de l'Association nationale des manufacturiers aux Etats-Unis, ses membres sont les présidents ou les administrateurs des principales sociétés industrielles. Son premier président était Augustin Edwards Ross de la Banque Edwards.

La Société nationale d'agriculture. Elle est une des plus vieilles organisations de ce type. Jusqu'à très récemment, ses membres étaient exclusivement de grands propriétaires terriens. De 1838 à 1970, les ministres de l'Agriculture de tous les gouvernements chiliens ont appartenu à cette société. C'est Salvador Allende qui mit fin à cette tradition. La Société nationale d'agriculture s'est toujours prononcée contre la réforme agraire et contre toute formation de syndicats agricoles.

La Chambre de construction. Pour en faire partie, il faut être directeur ou administrateur d'une puissante compagnie de construction. Le vote est censitaire: plus la compagnie est grande, plus de droits de vote sont accordés. Jusqu'à l'arrivée au pouvoir du gouvernement d'Unité populaire, c'est cette chambre qui était chargée d'établir le programme de construction de l'Etat. Ce qui fait qu'il y a eu sous les gouvernements de Frei et d'Alessandri deux fois plus de constructions dans les quartiers aisés que dans les banlieues ouvrières.

La Chambre de commerce. Elle a eu une part active dans les grèves organisées contre le gouvernement d'Unité populaire. Les opérations de marché noir, d'entreposage de marchandises étaient dirigées par elle. Elle contrôle une multitude de circuits de distribution et joue un rôle majeur dans le domaine immobilier et dans le crédit.

La Confédération du travail. Elle est née au lendemain du coup d'Etat militaire et elle vise à remplacer la Centrale unique des travailleurs qui a appuyé à fond l'expérience du gouvernement d'Unité populaire. Groupant quelques milliers de membres, elle n'a pas réussi à convertir à ses vues les millions de travailleurs chiliens conscients et sûrs de leurs droits.

Les quelques autres organisations ont été mises sur pied très vite et ne représentent que la classe des profiteurs et des arrivistes qui ont appelé les militaires à la rescousse par peur de perdre leurs privilèges.

Ces groupes pourront-ils parler au nom du peuple chilien?



MARSOUI

Les travailleurs ont gagné



BOBOIS Ltée à Marsoui.

Le gérant de la compagnie Bobois de Marsoui, monsieur Jacques Brousseau, ne sèmera plus la terreur dans ce petit village du nord de la Gaspésie. Il a capitulé devant la détermination des 170 familles qui avaient décidé de se battre jusqu'au bout pour la reconnaissance syndicale des travailleurs de leur unique usine.

En effet, jeudi soir, après quelques rencontres entre les représentants régionaux de la CSN et leur conseiller juridique d'une part et un médiateur du ministère du travail, le "petit boss" Brousseau, qui s'était séquestré dans les bureaux de la compagnie situé au centre du village a accepté de reconnaître le syndicat des travailleurs de Bobois et de négocier avec eux une première convention collective.

Un western

A Marsoui, depuis 15 jours, on se serait cru dans un véritable western. Le "boss" Brousseau avait fait venir de Montréal des dizaines de fiers-à-bras, la Sûreté du Québec y avait dépêché un détachement spécial et la population s'était armée.

Après les premiers incidents violents, provoqués par les fiers-à-bras de Brousseau, au cours desquels trois travailleurs de Marsoui avaient été blessés, on ne pouvait plus sortir dans la rue sans sa carabine. Les femmes faisaient le guet aux fenêtres.

Les travailleurs de Marsoui, après avoir demandé en vain une intervention gouvernementale (la seule réponse de Québec fut d'envoyer des agents de la SQ qui ont surtout servi à protéger les scabs et les fiers-à-bras de Brousseau) avaient décidé de ne pas provoquer d'affrontement mais de se tenir prêt à répondre aux attaques.

Un incendie?

A part les attaques des fiers-à-bras qui se faisaient tôt le matin quand le village était encore endormi, Brousseau aurait organisé lui-même l'incendie de son chalet pour jeter du discrédit sur les gens de Marsoui.

Le gardien de la barrière de la route menant au chalet a révélé à la SQ que le soir de l'incendie, il avait vu Brousseau se rendre à son chalet avec deux gars. Une camionnette en était revenue remplie de meubles. Brousseau aurait été la dernière personne aperçue sur les lieux dix minutes avant l'incendie.

Un faux contrat

Finalement, au début de la semaine dernière, dans une ultime tentative, Brousseau avait annoncé aux médias qu'il venait de signer une convention collective avec ses salariés. Ce faux contrat de travail, en fait, avait été signé par les "scabs" engagés depuis quelques jours. Les membres du syndicat des employés d'usine de Bobois n'avaient jamais négocié avec lui. Ce qui a provoqué la colère des gens du village.

Publiant un feuillet sur cette drôle de grève, qui était devenue un lock-out depuis que Brousseau avait congédié, par voix de courrier, les gars de Marsoui pour engager les scabs de l'extérieur, la CSN affirmait que le gérant de la compagnie Bobois était **"l'un des pires provocateurs jamais vus dans le monde du travail".**

un instant!

- RENÉ LÉVESQUE, DÉMASQUÉ !
- YVON DUPUIS, ÉCRASÉ !
- ROBERT BOURASSA, JUGÉ !

...POUR L'AVENIR D'UN QUÉBEC FORT!



VOTEZ POUR L'UNION NATIONALE

c'est une garantie.

Cette annonce a été réservée et payée par M. Rosaire Morin, 258, 2ième avenue, St-Georges-est, agent officiel de l'Union Nationale pour le comté Beauce-sud.



"Je ferais bien l'amour avec toi"

Renée Claude (photo Michel Elliott)

par Michel Sabourin

"Ce soir je fais l'amour avec toi".

Le titre du dernier album de Renée Claude n'a au fond rien de bien provoquant. Il témoigne simplement de cet autre moyen d'expression qui est sien, après la chanson. Ou peut-être aussi que chanter n'est pour elle qu'une autre façon de faire l'amour...

C'est en tout cas le sentiment qui nous vient en écoutant ce fleuve de sensualité et d'émotion qu'est son dernier disque.

Et lorsqu'on se retrouve en face d'elle, même si on n'ose le lui dire, on a comme une envie de penser: **"Ce soir, je ferais bien l'amour avec toi".** Bien loin ou bien proche de moi l'idée de la provoquer. Mais elle est bien la première à savoir l'image qu'elle dégage. Car c'est bien consciemment qu'elle a choisi, dans sa carrière, de jouer sur le charme et l'émotion qui sous-tend toute communication. Et avec ce nouveau disque, elle a décidé plus que jamais de se retourner à l'envers comme un gant et de se montrer comme elle est.

"Cela ne va pas sans problèmes, dit-elle avec cette espèce de moitié de sourire qui illumine son visage autant qu'un grand éclat de rire. **Quant tu parles de sentiments intérieurs, des peines et des joies de l'amour, et que tu chantes cela avec des mots que tout le monde comprend, les gens ont comme envie de se coller à toi et de te parler. Les femmes, pour se confier et dire qu'elles ressentent ce que tu dis. Les hommes, pour te séduire parce qu'ils ont l'impression de te connaître."**

Femme fatale?

Femme fatale, Renée Claude? D'une certaine manière c'est l'image qu'elle donne en abordant toute chose par la sensualité et les sentiments intérieurs. Parle-t-elle d'une peine d'amour qu'elle chante: **"En m'éveillant, j'ai voulu poser mon bras sur toi, mais tu n'étais pas là".** Crie-t-elle au monde sa révolte devant la laideur et le mal qu'elle dit: **"Emmène-moi, déshabille-moi, libère-moi".** Et veut-elle témoigner de son bonheur, qu'elle chante: **"Ce soir je fais l'amour avec toi."**

Quand on y pense comme il faut, cela n'a toutefois rien de la femme fatale. Il n'y a que les obsédés pour mélanger sensualité et tendresse avec sexe. Dans la vie de tous les jours, Renée Claude est comme n'importe qui. Une bonne femme qui veut vivre heureuse, **"vivre au jour le jour"** en emmagasinant le plus de bons moments possible.

"Au fond, dit-elle, **notre vie se résume tous à une chose. Etre bien ou pas bien. Il y a bien sûr la guerre, la pauvreté, les problèmes politiques, mais c'est autant de choses qui contribuent à notre équilibre intérieur ou à nos misères."**

Egocentrisme

N'a-t-elle pas l'impression que c'est là une vie bien égocentrique des choses, une vie qui conduit à toujours se regarder le nombril, à se dire sensible et à nommer sa sensibilité avec des mots. Mais sans jamais s'impliquer dans les problèmes sociaux et concrets?

"D'une certaine façon, peut-être. A ce moment-ci de ma vie, je ne me pose plus ce genre de questions. Je vis avec ce que je suis. Et je suis bien obligée de dire que je suis égocentrique, que j'analyse ou que je vois les choses à partir de mes émotions et de mes sentiments.

"Mais je pense que l'égocentrisme qui débouche sur une communication n'est pas une mauvaise chose. Avoir le courage de ses sentiments est aussi important qu'avoir le courage de ses idées. Je suis convaincue qu'en me révélant au maximum, j'aide les gens. Surtout en ville, où les gens sont loin des choses toutes simples. Les gens n'ont plus souvent l'occasion de parler de leurs "feelings profonds" et de leurs petites misères intérieures. La preuve de cela, c'est l'existence de tous ces courriers du coeur radiophoniques. En ville, les gens n'ont pas le temps de se parler à coeur ouvert. Pas le temps et pas le courage. Parce que pour aller travailler dans un bureau chaque jour, il faut bien faire semblant que rien ne nous touche. Et au bureau, pour faire marcher la compagnie, les petites sensibilités personnelles, il faut les mettre de côté. La vie sociale, les mondanités ont pris le dessus sur la vie intérieure qui est refoulée.

Je pense alors que chanter ce que je chante devient très important. C'est une manière de se communiquer qu'on est tous semblable. Une manière de se parler, de se comprendre et de se connaître par personne interposée."

L'interprète

Pour arriver à ce qu'elle veut faire, Renée Claude a cependant un problème. Elle n'est ni compositeur ni poète. Elle n'est qu'interprète. **"Cela me fait souvent peur de penser que ma communication ne se réduit qu'à une performance. Parfois je crois que cela est malsain. Parce qu'une performance, ce n'est pas la vie de tous les jours. Les gens, devant un spectacle, demandent du spécial, une intensité ou un climat dramatique qui vient les cueillir et les enlever de leur siège. Mais, cela, ce n'est que du spectacle. N'importe quel bon comédien peut le faire. Et souvent avec n'importe quel matériel. C'est pour cela que je ne veux pas jouer la comédie ou donner un show. Je veux suivre les seuls élans de ma sensibilité, vivre chaque fois ce que je dis. Parce que je dis. Parce que ce qui est vrai, c'est l'émotion d'une chanson et le rapport de cette émotion avec celui qui la dit. C'est dans cela que les gens doivent se retrouver, et non dans une performance qu'ils applaudissent."**

Cependant Renée Claude ne peut pas écrire elle-même ses chansons. Pour s'exprimer, pour dire ce qu'elle a à dire, elle doit s'en remettre à d'autres: **Depuis deux ans, je suis chanceuse, j'ai trouvé des auteurs qui peuvent écrire des textes avec lesquels je peux m'identifier complètement..."**

Ce phénomène s'est particulièrement produit pour ce dernier disque, dont Luc Plamondon a écrit toutes les chansons. **"C'est,** dit-elle, **mon meilleur disque jusqu'ici, celui où je dis le plus. Les chansons ne disent pas encore tout ce que je voudrais dire. Il reste encore des choses à sortir. Mais celles que je fais sur ce disque m'expriment toutes aussi bien que si je les avais écrites moi-même. Cela n'est possible que quand un auteur connaît parfaitement une interprète. Et Luc Plamondon est l'un de mes grands amis. Il sait ce que je ressens et peut comme se mettre dans ma peau pour écrire. Cela me permet de chanter des chansons qui me sont complètement personnelles.**

Par rapport à mes disques antérieurs, c'est pour moi un nouveau langage. Beaucoup plus intériorisé, et beaucoup plus vrai. S'il n'y a personne pour écrire pour toi, la situation est bien différente. Tu trouves peut-être une chanson par année qui te convient parfaitement. Pour le reste tu *dois* te résigner à faire de l'interprétation."

Un auteur-interprète

Mais l'avenir? C'est la question qui torture toujours Renée Claude. Saura-elle toujours trouver un auteur et des textes qui lui permettront de continuer son apport personnel. Car elle est bien consciente d'avoir contribué à faire évoluer le métier d'interprète depuis deux ans. Justement en s'étant faite une personnalité à elle, en étant en quelque sorte devenue, par l'intermédiaire de ceux qui écrivent pour elle, un auteur-interprète.

"Il y a peu de gens qui écrivent au Québec par les temps qui courent. C'est un curieux de phénomène. Il y a dix ans c'était le contraire. Beaucoup de paroliers, peu de musiciens. Aujourd'hui, c'est exactement l'inverse. Peut-être parce que nous sommes en train de fêter avec de la musique notre nouvelle personnalité.

"Mais il ne faudrait pas arrêter de dire ce que nous avons en nous. Ce n'est pas le temps de se lâcher. Si le Québec est aujourd'hui rendu où il est, c'est beaucoup à cause de la chanson qui a su nous exprimer, et nous apprendre à nous connaître ."

vient de paraître

René Lévesque tel quel


FRANÇOIS AUBIN

René Lévesque tel quel, par François Aubin, aux éditions du Boréal Express.

Ce René Lévesque n'est pas "tel quel". Il est embelli, maquillé, poudré, frotté, poli, "ben shiné" au point que le chef du parti Québécois lui-même doit se sentir gêné en lisant ce livre.

Cette biographie électorale présente quand même un certain intérêt au niveau du passé, souvent mal connu, de l'homme René Lévesque: le gamin de New Carlisle (son village natal en Gaspésie); l'étudiant brillant et à la mémoire éléphantesque du collège de Gaspé; l'étudiant en droit à Laval, plus préoccupé du micro que du code civil; le reporter de guerre au service des forces américainnes lors du débarquement des alliés en Normandie; le journaliste émérite de l'émission Point de Mire.

L'auteur nous rappelle même que René Lévesque a été un ministre prestigieux sous l'administration Lesage. Mais, à partir de l'homme politique, les débats de fond sont écartés pour ne pas dire inexistants. On passe ainsi sous silence les dessous du fameux congrès du parti Libéral du Québec (abondamment développé pourtant dans les journaux de l'époque) qui ont provoqué le départ retentissant de Lévesque.

Si François Aubin approfondit peu de choses dans son livre, il met en relief des traits caractéristiques de son héros, des attitudes, des boutades et des phrases clefs qui ont le mérite de nous renseigner énormément sur ce qu'il omet. A un militant péquiste, raconte Aubin, qui parlait en congrès du rôle des travailleurs dans la prise du pouvoir, René Lévesque répond par cette phrase: **"Crisse-moi la paix avec tes patentes".**

Il est vrai qu'une réplique aussi symptomatique n'a pas besoin d'être commentée pendant des pages et des pages.

Par ailleurs, les motifs personnels qui ont poussé René Lévesque sur la voie de l'autonomie du Québec sont bien développés: le petit René qui vit en français dans la maison de ses parents et qui doit vivre en anglais aussitôt la porte franchie; les cassages de gueule entre francophones et anglophones de New Carlisle; son père, associé à un avocat anglophone qui empoche les profits tandis que lui doit travailler comme un nègre, un nègre blanc d'Amérique; les négociations avec Ottawa du ministre du Bien-être social et de la famille, négociations qui tournent toujours à l'avantage du pouvoir central (les difficultés de Claude Castonguay, version 1965).

Aubin nous démontre qu'en dépit de toutes ces vexations et ces humiliations, René Lévesque est un farouche partisan du respect des droits de la minorité anglophone du Québec et qu'il a dû se battre très fort pour que son parti accepte cette idée.

La planète à six coups, de John Jakes, publié par Calmann-Lévy dans la collection Dimensions.

Il s'agit d'un roman de science-fiction qui se situe sur la planète Missouri sur laquelle débarquent des Terriens du XXIII ième siècle. Ils sont venus en fusée se tromper dans l'ouest sauvage, espèce de Disneyland où l'on refait connaissance avec les pistolets, la fumée, la poussière soulevée par les chevaux au galop, la sueur, le sang et les bagarres de saloon.

Correction

Il y a quelques semaines, dans le cadre d'un cahier spécial consacré aux livres, nous parlions d'un catalogue La Presse et Stock, qui aurait coédité avec les éditions La Presse 13 livres étrangers. Ce n'est pas exact. La Presse a bel et bien publié en coédition avec cette maison "Le déluge du matin", "Les ordonnances de Peter" et "Questions à la chanson". Les autres livres étrangers ont été publiés par La Presse uniquement. Rappelons que ces livres sont imprimés au Québec et non à l'étranger.

Les livres de la semaine

Livres québécois

1. Dr Béthune	Sydney Gordon & Ted Allan	L'Etincelle
2. C'ta ton tour, Laura Cadieux	Michel Tremblay	Jour
3. La Sagouine	Antonine Maillet	Leméac
4. La grosse tête	Clémence Desrochers	Leméac
5. Chère Touffe, c'est plein de fautes dans ta lettre d'amour	Jean-Maire Poupart	Jour

Livres étrangers

1. Le Grec	Pierre Ray	Laffont
2. Une fois ne suffit pas	Jacqueline Susann	Belfond
3. Roman de l'avenir	Anaïs Nin	Stock
4. Tous les soirs Joséphine	Jacqueline Susann	Stock-La Presse
5. Le dernier tango à Paris	Robert Alley	Seghers

Les librairies Gutenberg, Guy Delorme Inc., **le** Scorpion, Ménard, Renaud-Bray **et** Sons et Lettres **ont rendu possible cette liste de best-sellers.**

Pour une information adéquate sur les luttes populaires.

L'histoire de la Liberté



Expédiez à Québec-Presse, 9670 rue Péloquin, Montréal H2C-2J4

Nom. . . . . .

Adresse. . . . . .

Tél.:. . . . . .



LA COOPÉRATION, ÇA SE COMPREND

en vente partout

ÉDITIONS QUÉBEC-PRESSE

"En coopération, l'homme occupe une place prépondérante"

$2.75

Le nouveau Ducharme

Passer sa vie à regarder le bout de ses chaussures

par Micheline Lachance

Parce que Réjean Ducharme refuse de dire s'il est péquiste, s'il croit que la construction de l'autoroute est-ouest est un scandale ou s'il est temps de mettre un terme à la folie des grandeurs du maire Drapeau, on a créé un mythe autour de lui. "Je ne vois pas pourquoi on interviewe l'auteur d'un roman, explique-t-il. Tout ce qu'il a à dire, il l'a dit dans son livre. C'est le livre qu'il faut juger." Fort bien. Car Ducharme, semble-t-il, vient de gagner la partie.

A la parution de "L'avalée des avalés", c'est en vain qu'on a cherché l'auteur; on a alors inventé des légendes sans queue ni tête. Lors de la parution du roman "Le nez qui voque", les vieilles rengaines sont réapparues, mais sans grande conviction. Aujourd'hui, Ducharme nous revient avec "L'hiver de force". Il n'accordera pas plus d'entrevues mais, cette fois, on ne lui en demandera pas. Désormais, l'attention se porte tout entière sur ses écrits.

Leur rêve: ne rien faire

"L'hiver de force" que viennent de lancer les éditions Gallimard, en France, ne rappelle pas tellement l'univers bourré de chimères propre à Réjean Ducharme. Il nous propose, cette fois, des personnages bien en chair, un homme et une femme qui pourraient facilement habiter en face ou à côté de chez nous.

Bérénice, la petite héroïne juive de "L'avalée des avalés", voulait que s'écroule la civilisation pour que naisse la vraie pureté. Elle le souhaitait sans vraiment y croire ("Tout est fini pour moi sur la terre. On ne peut plus y faire ni bien ni mal"). Dans "Le nez qui voque", le héros est un révolté qui se résigne tant bien que mal à rentrer dans le rang. Mais il triche: s'il parle de la mort comme d'une solution, il ne le fait que pour exciter la vie qui coule dans ses veines.

Les personnages du dernier roman de Réjean Ducharme ne cherchent plus la civilisation pure. Le salut collectif ne les intéresse pas: **"Pompidou, Baudoin, Trudeau sont corrects. Ils ne veulent rien changer. Ils sont contents que nous restions épais comme nous sommes."** Alors André et Nicole Ferron organisent leur vie: ne plus ouvrir les rideaux, dormir jusqu'à deux heures, sortir quand il fait noir. Leur rêve: ne rien avoir et ne rien faire: **"Dans quelques mois, déjà, nous pourrons passer notre temps à regarder le bout de nos chaussures, sans que ça nous ennuie du tout, tout à la satisfaction de ne pas avoir à lutter pour échapper à quelque féroce angoisse. Etre partis pour toujours mais être là pour jouir de notre absence."**



Réjean Ducharme

Ne rien faire à part regarder pour la centième fois **"Sa dernière nuit d'amour"** avec Amedeo Nazarri à la télévision et lire à voix haute **"La flore laurentienne"** du bon frère Marie-Victorin. L'aventure est de taille parce qu'il faut quand même gagner des sous pour acheter du fromage Kraft, des cannettes de bière ou se payer un Bloody Mary au café 79. Et puis la vie est contrecarrante: les événements leur courent après depuis qu'ils ont décidé de jouir de leur platitude. Ils abandonneront bientôt leurs jobs de correcteurs d'épreuves, non sans avoir porté un jugement peu élogieux sur leurs employeurs, qui **"fourrent les correcteurs dans le coqueron où les employés prennent leur lunch ("On travaille dans le bran de pain, les visques de Coke et les relents de poubelles bourrées de coeurs de pomme..."), et sur leurs semblables, cette bande d'épais qui rédigent les sports et les potins artistiques et cette bande d'ignorants qui les corrigent".**

Ils ont bientôt fini de cette vie. Ils ont tout jeté pour se donner pleinement à leur amour, Catherine qui s'appelle aussi La Toune ou Petit pois. S'aimer devient leur unique obsession même si La Toune a le don de s'assurer qu'on l'aime toujours sans jamais donner d'elle-même.

Une compagne imaginaire

En parlant des héros de Ducharme, on s'aperçoit qu'on pense à eux au singulier. Ils sont pourtant deux, formant une espèce de couple s'aimant d'amour fou, à moins qu'il ne s'agisse du frère et de la soeur regorgeant de tendresse. C'est qu'au fond je n'y crois pas vraiment au couple de Ducharme. J'y vois un seul personnage qui s'est inventé un compagnon imaginaire, une ombre de lui-même qui vibre au même moment, le seul être qui ne le lâchera pas en cours de route, qui ira avec lui jusqu'au bout, qui sera là **"quand l'hiver va commencer, une dernière fois, une fois pour toutes, l'hiver de force (comme la camisole) la saison où on reste enfermé dans sa chambre parce qu'on est vieux et qu'on a peur d'attraper du mal dehors, ou qu'on sait qu'on ne peut rien attrapper du tout dehors, mais ça revient au même".**



Je désire recevoir MAINTENANT à partir du mois de
Je choisis un abonnement: ordinaire $7 ☐ étudiant $5 ☐ de soutien $10 ☐
J'inclus la somme de_____
Nom:
Adresse:
Maintenant 775 boul. Lebeau Montréal

Dans le numéro d'octobre du

JOURNAL DU FRAP

abonnement annuel

$5.00

Les travailleurs face aux élections

Les fermetures d'usines au Québec

Le Chili: Bilan critique

Des travailleurs de Firestone parlent

FRAP

FRONT D'ACTION POLITIQUE

3960 St-Denis
843-8901

LES ÉDITIONS DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA
PAVILLON MORISSET - 65, AVENUE HASTEY
OTTAWA, CANA
KIN 6N5

Nouveautés

HAUTS FAITS DU CANADA FRANCAIS
relevés et commentés par des Anglophones
par SERAPHIN MARION
de la Société royale
ISBN-0-7766-1301-4
15 x 22 cm., 208 pages. — Prix: $4.80

DU LANGAGE
A. Martinet et M. Merleau-Ponty
par GHYSLAIN CHARRON
ISBN-0-7766-1011-2
15,5 x 23,5 cm., 200 pages. — Prix: $4.50

ANTOINE DU PERIER
LES AMOURS DE PISTION ET DE FORTUNE
Texte critique avec Introduction et Notes
par ROMEO ARBOUR
ISBN-0-7766-4152-2
15 x 22 cm., 152 pages. — Prix: $3.75

En vente chez votre libraire et aux:
EDITIONS DE L'UNIVERSITÉ D'OTTAWA
Ottawa, Ontario, Canada,
KIN 6N5

Les machines à pluie existent.
Les brouillards de la Baie James.
Sauver le français scientifique.
Mirabel et l'écologie.
Formation n'égale plus emploi.
Et beaucoup d'autres choses que tout citoyen doit connaître pour comprendre.
Dans l'édition d'octobre 1973 du magazine QUÉBEC SCIENCE
Case postale 250, Sillery, Québec G1T 2R1 / (418) 657-2426.

Le "Journal du Québec" de Jean-Marie Drot

Un mauvais carnet d'adresses

La Cinémathèque québécoise présentait à la fin du mois de septembre 1973 les films que Jean-Marie Drot a réalisés au Québec à l'automne 1972, environ dix ans après une première série qu'il avait réalisée en 1963 sur le même sujet. D'emblée, il convient d'annoncer la couleur: autant ses films sur l'art des années '60 et son Joseph Delteil, plus récent, avaient su rallier la sympathie d'un vaste public, autant cette nouvelle série de six films, de 56 minutes chacun, réalisée pour le compte de la Télévision française, provoque l'irritation, voire la colère.

Tout le mal vient du fait que Jean-Marie Drot est lui-même aliéné à l'égard de son cicerone d'extraction douteuse choisi pour la circonstance: Jacques Godbout. Tout au long de cette série, ces deux hères se font envahissants, polluant l'écran par leur suffisance insupportable et marquant le discours du sceau d'une mauvaise foi évidente qui en maintes occasions ne réussit même pas à se camoufler tout à fait.

Le grand décrochage

La thèse de Drot est pour le moins simpliste: au Québec, en 1963, on se payait de mots: tandis que, en 1973, tout le monde a décroché, on respire, les p'tits - z - oiseaux gazouillent! En effet, constamment Drot et Godbout réduisent la problématique du Québec à une opposition simpliste entre un nationalisme étroit et romantique (version de 1963) et un internationalisme apolitique totalement évaporé (version fictive de Drot-Godbout en 1972). La réalité est tout autre et infiniment plus complexe. La résonnance que les récents événements du Chili ont eue au Québec ainsi que le profil du choix de vote pour les élections d'octobre '73 le prouvent avec force. Le fait que le Québec soit moins inhibé, plus ouvert au monde, plus tolérant, que des p'tits-z-oiseaux y gazouillent, correspond à une certaine part de vérité, mais cette vérité partielle n'est absolument pas contradictoire avec le fait, plus signifiant, d'une relance de la fierté nationale qui a tout simplement aboli ses visées indépendantistes à courte vue, apprise à mieux contrôler sa colère et à mieux ajuster son tir. Il y a un écart considérable entre la réalité et l'idée d'une désaffection générale que véhicule cette série de films.

Une fois le premier mouvement de colère passé, le spectateur essaie de faire abstraction de ces sinistres individus afin de rencontrer les personnages du film. Du vrai monde, espère-t-il, ayant la possibilité de s'exprimer. Eh bien, non, il déchante rapidement. L'échantillonnage est peu représentatif des diverses tendances qui ont cours au Québec et, qui plus est, dans la plupart des cas les personnages choisis n'ont d'existence et n'expriment d'opinions que biaisées et trafiquées par l'équipe de réalisation (aux niveaux de la réalisation comme telle, du "conseil artistique", du mode d'interview, du montage, etc.), quand ils ne sont pas réduits à illustrer une idée de folklorisation... Mais voyons cette série, film après film, afin d'illustrer ces propos à l'aide d'exemples concrets. Il conviendrait de titrer cette série "Le Québec de Godbout vu par Drot" ou mieux "Un certain Québec vu au Drot et parsemé de godboutades malodorantes".

I

La **malhonnêteté** éclate dès le début du premier film où Drot affirme que Pierre Patry, filmé en 1963, est devenu introuvable en 1972! Et pendant qu'un plan de 1963 rappelle à notre souvenir Patry en train de parler, un plan de coupe, introduit par Drot, montrant Godbout avec un sourire malicieux, accentue les traits ridicules choisis pour caricaturer méchamment Pierre Patry. Or n'importe quel crétin au Québec savait où trouver Patry en 1972. Il accomplissait à la "Cité des Jeunes de Vaudreuil" un travail plus positif et efficace dans le sens de l'amélioration de notre qualité de vie que "l'impact" provoqué au Québec (et surtout en France) par le dernier roman prétentieux et mal foutu de Jacques Godbout.

Quand cette série n'est pas malhonnête, elle est au mieux, comme c'est le cas pour ce premier film, fondée sur l'habileté, ce qui vient confirmer du même coup ce phénomène d'auto-censure. Ayant essuyé un refus de la part du poète Gaston Miron de se laisser filmer et interviewer, Jean-Marie Drot s'en tire habilement grâce à une pirouette, effectivement drôle. Mais le rire bref ainsi provoqué laisse place rapidement à une profonde insatisfaction: le spectateur aimerait bien connaître les raisons exactes du refus de Gaston Miron.

La jeunesse

Dans ce deuxième film, qui est tout entier axé sur l'évolution politique du Québec et sur l'actuelle façon de penser de la "jeunesse", Drot réussit le tour de force de parler de l'aventure de Parti-pris et de ses suites sans faire allusion de façon un peu soutenue au F.L.Q. sans même donner la parole à Vallières; au minimum, et sans courir aucun risque, il aurait pu faire état de sa récente auto-critique! Eh bien, non, au lieu de cela, Drot est allé chercher des images de 1963 montrant quelques personnes du groupe Parti-Pris, afin de les confronter à leur image d'aujourd'hui. Rien n'est dit du processus qui les a conduits là, si ce n'est qu'ils ont tous eu la grâce insigne de rencontrer Jacques Godbout à un moment de leur vie et de se fier à sa bonne étoile!

Par son omniprésence, Drot réussit avec facilité à faire dire à tout ce beau monde envapé tout ce qu'il a envie d'entendre dire pour étayer sa thèse et même, au besoin, il ne se gêne pas pour le dire carrément à sa place ou pour "compléter" son témoignage en ce sens en lui confisquant la parole. Le message est clair: le Québec a imaginé la façon de vivre de demain, que la jeunesse française prenne exemple sur ces preux gaillards!

Pour le reste, le tableau socio-politique de ce film est complété par un flash de Gérald Godin buvant une chope de bière, par les brèves interventions de l'économiste Parizeau et du syndicaliste Chartrand.

L'intervention de ce dernier est d'ailleurs récupérée en dernière instance de façon cavalière par Drot qui lui fait conclure (en privant Chartrand du droit de réponse) au phénomène d'une nouvelle Internationale apolitique... Au cours de cette même intervention se déroulant à Polytechnique, il n'est aucunement fait mention de la crise majeure qui venait à peine de secouer le monde syndical (en mai 1972). C'est d'ailleurs au niveau sociopolitique que toute l'entreprise d'occultation est la plus manifeste: il n'est même pas fait allusion à Octobre 1970! Faut le faire!

Collaboratin spéciale
Gilles Marsolais

à suivre

9e SEMAINE DE SUCCES — 14 ANS
La plus sauvage poursuite de voitures qu'on ait vue au cinéma!
POINT LIMITE ZERO
2e FILM LES CINGLES DE RETOUR A L'HOPITAL
3e FILM OPERATION KAMIKAZE LES MAITRES DU KARATE EN ACTION
BARRY NEWMAN et DEAN JAGGER
HORAIRES : KAMIKAZE : sam.-dim. 1:15, 6:15, sem. 6:15
POINT LIMITE : sam.dim. 2:50, 7:50, sem. : 7:50
"GINGLES" : sam.-dim. 4:40, 9:40, sem. : 9:40
CINEMA REX 3900 ST-DENIS — 842-2361 METRO SHERBROOKE

Cinémas ODEON
À VOIR MAINTENANT A PRIX POPULAIRE — 18 ANS
LES FILMS PRIMES DU festival de films erotiques de new york
ATWATER 2 PLAZA ALEXIS NIHON 931-3313
12.00 - 2.00 - 4.00 - 6.00 - 8.00 - 10.00

Toute ressemblance avec des évenements réels ou avec des personnes existantes, ou ayant existe, n'est ni fortuite ni accidentelle
POUR TOUS
LE FILM DE L'ANNEE
Yves Montand
ETAT DE SIEGE
UN FILM DE COSTA-GAVRAS
ECRIT PAR FRANCO SOLINAS. MUSIQUE PAR MIKIS THEODORAKIS
UNE PRESENTATION LES FILMS MUTUELS
EN ASSOCIATION AVEC CINEVIDEO
le DAUPHIN BEAUBIEN PRES D'IBERVILLE 721-6060
SEM: 7.30 - 9.40. DIM: 12.50 - 3.00 - 5.15 - 7.30 - 9.40
Cinéma JOLIETTE à Joliette

UN DES PLUS BEAUX, SINON LE PLUS BEL HOMMAGE AU CINEMA QUEBEC-PRESSE
POUR TOUS
LA NUIT AMERICAINE
Le Triomphe du FESTIVAL DE CANNES 1973
UN FILM DE FRANCOIS TRUFFAUT
VILLERAY ST-DENIS JARRY 388-5577
LUN. AU VEN: 7.30-9.40
SAM.-DIM: 1.00-3.10-5.20-7.30-9.40

STUDIO A — $1.50 TOUS
6:30 Marlene
8:15 Dietrich
10:00
DU 23 OCT. AU 2 NOV.
COUPS POUR COUPS
V.O.F. - Coul. un Film de KARMITZ
STUDIO B — 14 ANS — Après "Clockwork Orange"
FAMILY LIFE (LA VIE DE FAMILLE)
UN FILM DE KENNETH LOACH
EN COULEURS - S.T. FRANÇAIS
SEM. 7, 9:30h. DIM. 2, 4:30, 7, 9:30h.
À L'AFFICHE DU 5 AU 25 OCT.
Vieux Montréal
136 est, St-Paul - 861-7863

Voulez-vous recevoir gratuitement et régulièrement nos programmes-calendrier?
CINÉ OUTREMONT
1248 Bernard 277-4145

"Quelle réussite! Tout ce que l'on attend d'un film." L'AURORE
6e semaine
POUR TOUS
LA BONNE ANNEE
film de CLAUDE LELOUCH
LINO VENTURA FRANÇOISE FABIAN et CHARLES GERARD
SALLE RESNAIS
elysée 35 MILTON 842-6053 SALLE EISENSTEIN POUR TOUS
7e MOIS
PIERRE RICHARD MIREILLE DARC
le grand blond avec une chaussure noire
UN FILM DE YVES ROBERT

NON AU CHANTAGE, AUX MENACES
ANDRE CAYATTE n'a pas peur de se battre jusqu'au bout dans
"Il n'y a pas de fumée sans feu"

en coulisses

L'université du Québec à Montréal organisera cette année un **Festival du jeune théâtre québécois**. La grande originalité du festival consiste peut-être dans le fait qu'au lieu d'être concentré sur une semaine ou deux, il s'étendra sur deux mois, de façon, comme disent les responsables, à créer une permanence en présentant des spectacles toutes les fins de semaines. En voici le programme. Les 26 et 27 octobre: le théâtre de la Cité avec **"Le tabernacle à trois étages"** de Robert Gurik; les 2 et 3 novembre, **"L'organisation O"** de Fleurdelysé Fortin; les 9 et 10 novembre, le théâtre Sainfoin présente une création collective intitulée le **"Tracteur Drabe"**; les 16 et 17 **"Une société juste pour le fun"**, des Carcasses. Les 23 et 24 novembre, le théâtre sans fil: **"Les jeux sont faits"**. Les 30 novembre et 1er décembre, à nouveau le théâtre sans foin avec une adaptation de **"La cagnotte"** de Labiche. Les 7 et 8 décembre, Jean Dallaire présente ses monologues et enfin les 14 et 15 décembre la vraie fanfare fuckée fera une création collective. Toutes les représentations auront lieu à l'auditorium du Pavillon Lafontaine.

●

A l'affiche depuis jeudi dernier au Grand théâtre de Québec, **"Québec, Printemps 1918"**, une pièce originale de **Jean Provencher** sur les événements tragiques de la semaine sainte de 1918



JEAN PROVENCHER, auteur de "Québec, printemps 1918". (photo Luc Audet)

alors que le Québec avait été placé sous la loi des mesures de Guerre... pour une première fois. C'est une production du théâtre du Trident, mettant en vedette, entre autres, **Yves Massicotte, Claude Préfontaine, Jean Pierre Masson, Roland Bédard** et **Lionel Villeneuve.**

Les Anglais ont le Capitol. Les Québécois auront maintenant le cinéma Outremont où seront présentés des spectacles à compter du premier décembre prochain. Pas n'importe quelle sorte de spectacles: des spectacles d'artistes québécois, à prix populaires, soit $1.99. Déjà, sont confirmés **Pauline Julien** pour le 1er décembre, **les Séguin** le 12 janvier et **Félix Leclerc** pour le 25 janvier. On compte y présenter de deux à trois spectacles par mois. Il y aura deux représentations tous les soirs.

●

Dans la même veine, la Cité de Montréal-Nord annonce l'ouverture d'une nouvelle salle pour spectacles, appelée **"La salle du citoyen"** à l'auditorium Calixa Lavallée, 4444 est Henri-Bourassa. Le premier spectacle y était donné hier soir, avec le groupe **Harmonium.**

●

Reçu par le courrier ces deux pages remplies d'une écriture calligraphique: **"Je n'oublierai pas Yvon Deschamps"; "je n'oublierai pas Yvon Deschamps", "je n'oublierai pas Yvon Deschamps"**... comme dans ces pénitences données aux écoliers... Je m'acquitte donc de mon devoir: n'oubliez pas qu'Yvon Deschamps est à la Place des Arts jusqu'au 2 décembre prochain. Et n'attendez pas à la dernière minute: vous risquez d'oublier!

●

Aussi reçu du Patriote, ce communiqué: **"Bien sûr qu'en période électorale, nous sommes tous enclins à travailler un peu trop et c'est normal. Chacun de nous souhaitons que notre parti l'emporte, mais songeons un instant que si nous remportions les 110 sièges de l'Assemblée nationale, ce serait antidémocratique... Alors prenons le temps de venir voir Félix Leclerc...** " On se demande bien de quel parti le Patriote veut parler... Comme, à l'instant où vous lirez ces lignes, le spectacle de Félix sera presque fini, (c'est ce soir son dernier soir) allez vous consoler, si vous l'avez manqué avec **Richard et Marie Claire** qui prennent l'affiche dès demain soir.

●

Le Groupe de danse moderne de La Place Royale dansera au Grand Théâtre des Beaux-Arts de Mexico du 20 au 25 novembre prochain, dans le cadre de la semaine du Canada...



"Les Séguin" au Patriote.

●

C'est samedi soir prochain qu'aura lieu au Centre sportif de l'Université de Montréal, le spectacle du **Ville Emard Blues Band,** formé de 18 musiciens, issus pour la plupart des groupes de Charlebois et Dubois.

●

Se tient présentement au musée d'art contemporain une exposition des oeuvres de **Borduas**, jusqu'au 25 novembre prochain. Parallèlement à cette exposition, le musée organise des débats-rencontres avec des conférenciers spécialement avertis d'une facette ou l'autre de l'oeuvre et de la personnalité de celui qui a révolutionné en 1949 notre vie artistique. Après **François Gagnon**, qui a traité, dimanche dernier, de la période parisienne de Borduas, **Jean Ethier-Blais** parlera cet après-midi des idées esthétiques de Borduas. Dimanche prochain, **Marcel Rioux** parlera de l'impact social du "Refus global" et le 18 novembre sera présenté un film de **Jacques Godbout** sur Borduas. Suivra une discussion avec Godbout lui-même.

Enfin au CINÉ OUTREMONT
1248 Bernard 277-4145



Enfin à
$1.99
1er décembre
8.30 et
11 heures

Billets en vente dès lundi au Ciné et à l'Alternatif

A venir: un peu de tout dont les Séguin (12 janvier) Félix Leclerc (25 janvier) et Raoul Duguay (29 décembre)

Une production BOBEC

sur le matelas...



THEATRE DE QUAT'SOUS
100 est, avenue des Pins
Tel. 845 7277

ville emard blues band

Samedi 27 oct.
8.30 hres p.m.
Billets: 3.50
chez Alternatif,
Sauvé Frères et Centre Sportif

Présenté par Kébec Spec & les productions Perle

Centre Sportif
Université de Montréal

LA CASANQUS
boite overground
Loup Ardent
dominique TREMBLAY
CHARLOT
en 1ère partie:
"L'ASSEMBLÉE" de
PIERROT LEGER.
LUNDI 22 oct. 20h.
du mere. 17 au dim. 21
à 22h.30 tapant $1.00
485 ouest Sherbrooke
(en haut de Pedro)
844-3691

NCT ETUDIANTS NCT ETUDIANTS NCT ETUDIANTS

LA NOUVELLE COMPAGNIE THEATRALE
Hâtez-vous, il ne reste que très peu de billets

TROIS SPECTACLES: 4.25 (cahiers compris)

OCTOBRE
"La Ménagerie de verre"
de Tennessee Williams + M. Duhamel
mise en scène: Louis-Georges Carrier

JANVIER
"LA MOSCHETA"
de Ruzante + Guy Dufresne
mise en scène: Claude Des Landes

MARS
CYRANO de BERGERAC
d'Edmond Rostand
mise en scène: Jean-Luc Bastien

RENSEIGNEMENTS 866-1964 1200 BLEURY

NCT ETUDIANTS NCT ETUDIANTS NCT ETUDIANTS



LETOURNEAU
Le charme d'abord

PIERRE LETOURNEAU
Tous les jours de la semaine
Campus 59304

On se rappelle tous le Létourneau "fleur bleue" qui nous arrivait tout essoufflé avec son pissenlit à la bouche, son air de petit gars naïf et des chansons grandes comme la terre peut l'être pour un enfant. Il faut au fond regretter cette époque, car elle convenait parfaitement au romantisme et au genre de Létourneau.

Bien de l'eau a coulé sous les ponts depuis. Il y a d'abord Létourneau lui-même qui s'est tu un bon bout de temps. Soit d'épuisement, soit faute de trouver un compositeur qui lui convienne. Et il y a bien sûr eu l'avènement du rock moderne, de ces grands noms étrangers qui ont fait que, pour un bon moment, les Québécois ont eu le corps aux Etats-Unis et la tête ici. Je veux dire que, pour danser ou sentir la musique, on a eu recours à l'étranger, alors que pour se parler entre nous on a fait appel aux Julien, Vigneault et compagnie.

Puis il y a eu l'ère Ferland, Charlebois. C'est dommage que Létourneau arrive après tout cela. Le même disque, il y a trois ou quatre ans, aurait pu être une révélation. Après Diane Dufresne, les Séguin, Jacques Michel, Létourneau nous apparaît comme un chansonnier recyclé qui a encore du retard.

Mais ce n'est peut-être que partie remise. L'important c'est quand même que l'un des enfants chéris des années 60 ait enfin réussi à se raccrocher derrière le bateau et à sortir un produit relativement valable. Car ce disque de Létourneau reste dans l'ensemble intéressant, malgré son côté facile, malgré qu'il tombe parfois dans le quétaine et malgré les recettes mille fois entendues qu'il exploite.

Première qualité: les paroles. Létourneau a découvert une manière bien à lui de composer des textes de chanson. Il dit quelque chose, il est expressif, sans jamais tomber dans l'abstrait. Il réussit souvent à trouver la formule riche de sens, expressive, qui fait que lorsqu'on écoute une chanson on partage l'émotion ou pas:

"Dors-tu toujours la nuit
Avec tes deux chats gris
L'oreiller sur la tête
Et les pieds découverts
Quant à moi je m'ennuie
Comme un oiseau dans
le désert..."

D'autant plus que Létourneau, comme jadis, joue continuellement sur les sentiments, l'émotion d'une rencontre, d'une séparation, d'une petite joie. Il est ainsi bien tangible, bien à notre portée, et il est assez difficile de ne pas l'en aimer.

Seconde qualité: son association avec Germain Gauthier, un compositeur solide, malgré qu'il soit à peu près inconnu. Il y a dans ce disque trois ou quatre mélodies qui, bien exploitées, feraient le plaisir de la plupart des chanteurs à la mode. Je parle de "L'autre côté de la clôture", "Tomber", "Un homme fini" et "Tous les jours de la semaine".

A mon sens donc, l'essentiel y est. Reste à trouver la manière. Car ce disque est rempli de concessions commerciales, mal produit et sans imagination. Il se borne à recréer, dans dix chansons, le son qui avait fait le succès commercial de "Tous les jours de la semaine". Un son d'où les basses sont effacées, les rythmes à peu près toujours pareils, et le backing voice continuellement présent, égal à en devenir achalant.

Avec le même matériel, un peu d'imagination et surtout un bon producteur, le résultat aurait pu être deux fois meilleur. Et surtout mieux mettre en valeur ce qui reste encore la grande qualité de Létourneau: son charme.

disques

par Michel Sabourin

PREMIATA FORMERIA MARCONI
Photos of Ghosts
Marticone 66668

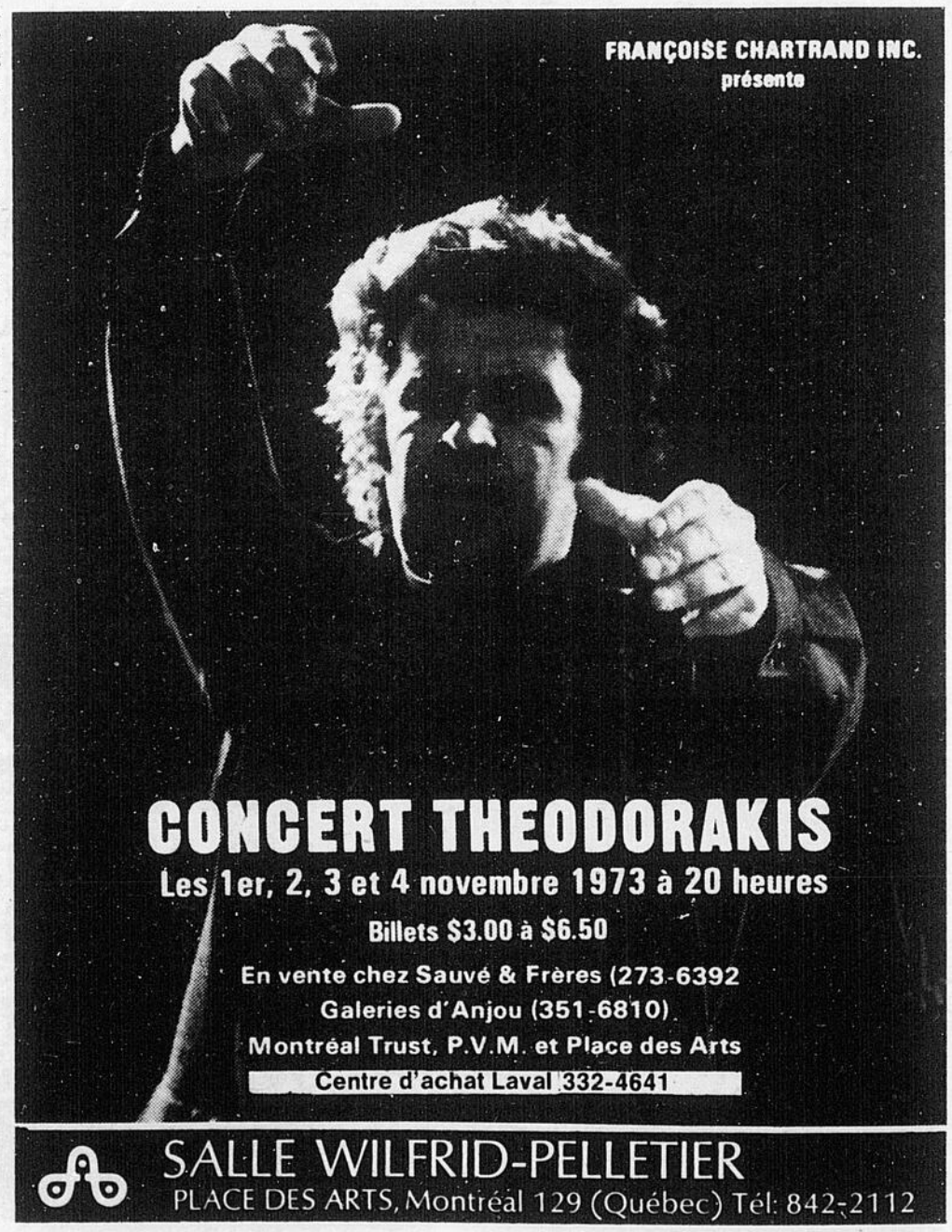
Vous vous souvenez de Pink Floyd il y a trois ans? Complètement inconnu en Amérique, ils nous arrivaient avec un disque presque immédiatement adopté par les Québécois. Les Américains devaient les découvrir un an ou deux après nous, une fois qu'ils eurent effectué une première tournée au Québec.

Le même phénomène pourrait bien se reproduire avec PFM. Groupe italien découvert par Emerson Lake and Palmer, PFM a pour lui d'arriver dans le bon temps où l'on commence à être lassé du rock. Car anti-rock ils sont complètement. On pourrait même dire d'eux qu'ils sont le premier groupe de souche vraiment classique, dépassant en ce sens Focus et Emerson lui-même. Deuxième qualité: leur son. Si la puissance électrique est bien présente grâce aux claviers de Flavio Premoli, et à son moog, la musique reste avant tout douce, romantique et très évocatrice. A base de flûte, de guitares et de violons, elle prend à certains moments l'allure d'une véritable musique de chambre. Mais une musique de chambre pleine de mystères et d'énergies. Parce que PFM sont de grands compositeurs, pleins de ressources et d'imagination. Si leur musique ne dépasse pas le spectaculaire d'Emerson, de laquelle elle s'inspire quelque peu, elle laisse ce dernier pour ce qui est de l'imagination...

TIM BUCKLEY
Greetings from L.A
Warner B.S. 2631

Voilà l'un de mes amours: Tim Buckley. Si vous ne le connaissez pas, cet album est l'occasion ou jamais de le découvrir. Il y est à son meilleur. Disque tellement au boutte qu'il le suivra toute sa vie. On lui demandera maintenant toujours d'être aussi sublime.

Tim Buckley c'est avant tout une voix. Un Blanc capable de chanter du blues avec une voix profonde, sensible comme on a pu d'exemples dans la chanson blanche actuelle. L'appeler le "Janis Joplin" masculin n'a rien d'exagéré tellement il sait mettre du feeling dans chaque son qu'il rend. Mais ce disque présente aussi une facette moins connue de Tim Buckley: celle du musicien. Il s'invente ici une manière qui lui convient parfaitement. Sur des beats "souls", toujours bien placés en avant-plan, il greffe en arrière-plan des trames sonores d'une richesse inouïe, d'orgue, de piano ou de cordes. Sur les 7 chansons qu'il présente, il n'y en a vraiment aucune de faible. Et même s'il y en avait, il y aurait toujours cette magnifique voix pour la récupérer.



télévision

Dimanche

D'HIER A DEMAIN, à 16h, aux canaux 2, 7, 9, 11, 12. "Orson Welles". Documentaire réalisé par François Reichenbach et Frédéric Rossif. Ce film nous fait faire la connaissance de l'homme, du cinéaste, du comédien. Des séquences de films, des témoignages de ses amis nous font voir le cheminement d'un homme qui ne laisse pas indifférent.

LES 4 CHEFS, à 16h-30, au canal 10. MM. Robert Bourassa, Yvon Dupuis, René Lévesqae et Gabriel Loubier s'entretiennent successivement avec les journalistes Claude Ryan et Claude Beauchamp.

LES BEAUX DIMANCHES, à 19h30, aux canaux 2, 7, 9, 11, 12 et 13. "Tempo". Le Choeur de l'Armée Rouge, sous la direction du major général Boris Alexandronov, compositeur.

CINE-CLUB, à 23h30, aux canaux 2, 9, 11, 13. "Rendez-vous à Bray". Drame psychologique réalisé par André Delvaux. Avec Anna Karina, Matthieu Carrière, et Robert Van Hool. Dans une villa isolée un jeune musicien attend un ami qui lui a donné rendez-vous.

Lundi

POLITIQUE ATOUT, à 23h, aux canaux 2, 7, 9, 11, 12, 13. André Payette interviewe René Lévesque, chef du Parti québécois.

CINE-SIX, à 23h48, au canal 6 (anglais). "The Unforgiven". Western avec Audrey Hepburn, Burt Lancaster et Lilian Gish. Un cavalier excentrique révèle que la benjamine d'une famille de colons est une Indienne.

CINEMA, à minuit trente, aux canaux 2, 9, 11. "Pleins feux sur Stanislas". Comédie policière avec Jean Marais, Nadia Tiller, André Luguet et Bernadette Lafont.

Mardi

LE 60, à 21h30 aux canaux 2, 7, 9, 11, 12, 13. "La campagne électorale au Québec". Pierre Nadeau animera un débat qui mettra aux prises des militants des quatre partis politiques du Québec.

CINE-ART, à minuit trente au canal 12 (Jonquière). "La fureur de vivre". Film réalisé par N. Ray avec James Dean, Natalie Wood et Sal Mineo. Le drame d'adolescents en mal d'affection aboutit à trois morts violentes.

Mercredi

PLUMES, POIL ET TRALALA, à 20h, aux canaux 2, 7, 9, 11, 12, 13. "Les musiciens de Brême". Adaptation d'un conte des frères Grimm traitée en comédie musicale avec marionnettes et comédiens. Un âne, un chien, un coq et un chat deviennent musiciens.

WEDNESDAY MOVIE, à 20h, aux canaux 8, 12, 13. "Airport". Drame de G. Seaton avec Burt Lancaster, Dean Martin et Jean Seberg. Le directeur d'un aéroport doi faire face, en une nuit d'hiver, à divers problèmes critiques.

JE CHANTE POUR..., à 21h, aux canaux 2, 7, 9, 11, 12, 13. Documentaire de l'O.N.F. réalisé lors d'un spectacle donné par Gilles Vigneault au Patriote de Ste-Agathe.

CINEMA, à minuit trente, aux canaux 2, 9, 11. "Le pont". Avec Volker Bohnet, Fritz Wepper et Michael Hinz. Des adolescents allemands sont appelés à défendre un pont contre l'avance des troupes américaines.

Jeudi

CINEMA DE 5 HEURES, à 17h, au canal 13 (Trois-Rivières). Drame social d'Elia Kazan avec Marlon Brando, Eva-Marie Saint et Karl Malden. Dans le port de New Yorj, des criminels exploitent les débardeurs.

CONSOMMATEURS AVERTIS, à 22h, aux canaux 2, 9, 11. "L'achat d'une nouvelle voiture". Quand changer de voiture? Que penser des nouveaux modèles, des nouvelles normes de sécurité, des systèmes antipollution? Animatrice: Gisèle Deraspe. Invité: Jacques Duval.

Vendredi

SANS PANTOUFLES, à 23h35, au canal 10. "Le démoniaque". Drame policier avec François Gabirel, Anne Vernon, Jess Hahn et Geneviève Grad. Pour masquer un crime, un déséquilibré se voit contraint d'en commettre d'autres.

CINE-NUIT, à 1h30, au canal 2, "Manèges". Drame avec Bernard Blier, Simone Signoret et Jane Marken. Au chevet de sa femme malade, un homme apprend qu'elle l'a toujours bafoué.

CINE-NUIT, à 1h30, au canal 11 (Québec) "L'irrésistible célibataire". Comédie avec Karl Michael Vogler, Alexandra Stewart et François Prévost. Les aventures amoureuses d'un célibataire endurci.

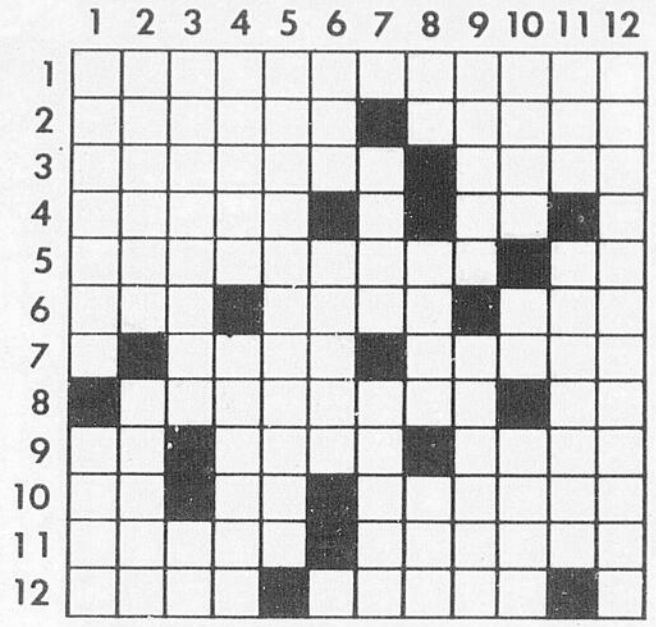


ORSON WELLES, qui fait l'objet d'un documentaire de François Reichenbach et Frédéric Rossif, présenté cet après-midi à 4 heures à Radio-Canada.

ON NE DIT PLUS UN DICTIONNAIRE... ON DIT UN ROBERT

Les mots politi... corsés

par Yvon



HORIZONTAL

1- Prochain député de Laporte, il défend les intérêts des consommateurs.

2- Vieux, démodé, se dit des partis U.N., P.C., et libéral. - Refutent.

3- Du verbe tousser. - Somme que l'on met au jeu.

4- Usai d'artifices. Dupuis en est maître. - Article espagnol.

5- Petits oiseaux. - Voyelles de sein.

6- Nouveau. - Victoire de Napoléon, le Parti Québécois s'y dirige de plus en plus, contrairement aux déclarations de Boubou. - Rivière d'Alsace-Lorraine.

7- Assortir les couleurs. - Intimidai, contraignit.

8- Vaisseau spatial - Notre-Seigneur.

9- Art. cont. - Lettre grecque. - Visage.

10- Consonnes de vote. - Phon. Hélène. - Siéger.

11- Instruments de défense. - Tournera un corps en sens contraire.

12- Lents, sans centre. - Claire, distincte.

VERTICAL

1- Chez-nous on dit "boss", se prennent souvent pour les nombrils du monde. - Côté, d'où descend la rivière.

2- Extraordinaire, étrange - Différent.

3- Insignes, le Parti québécois les vend comme des petits pains chauds. - Consonnes de mot.

4- Arrisai. - Qui rend service, plur.

5- Annulerons, cancellerons.

6- Dans la rose des vents. - Petit loir gris.

7- Colline de Jérusalem, on en a fait une religion. - Presse.

8- Douze mois. - Avance sur l'eau. - Bruit de la bouche.

9- Retour de même son, à la fin de deux ou plusieurs vers. - Chose qui doit être faite, malgré un certain déplaisir.

10- Organe de la vue, il faudra l'avoir bien ouvrt le jour des élections. - Symbole chimique de l'indium. - Chaines de montagnes de l'Amérique du Sud, sans "s".

11- Commune de Suisse - Pousser avec force.

12- Rendras stérile.

CINÉ-GUIDE

A ignorer: ●
A voir à la rigueur: *
A voir: **
A voir absolument: ***
Chef-d'oeuvre: ****

	Jean-Pierre Tadros (Le Devoir)	Christiane Berthiaume (Télé-Métropole)	Luc Perreault (La Presse)	Robert Lévesque (Québec-Presse)	Martin Malina (Montreal Star)
Cris et chuchotements (Ingmar Bergman) au Festival et au Cinéma V	****	****	****	****	****
Festival Marlene Dietrich au Vieux-Montréal	***	***	***	***	***
Etat de siège (Costa-Gavras) au Dauphin	***	***	***	***	***
Réjeanne Padovani (Denys Arcand) au Vendôme	***	***	***	***	***
Délivrance (John Boorman) au Mercier	***	***	**	***	***
La nuit américaine (François Truffaut) au Villeray	**		***	****	***
La bonne année (Claude Lelouch) à l'Elysée	*	**	**	*	**
Electra Glide in Blue (James Guercio) à la Place Ville-Marie	**		**	**	*
Les corps célestes (Gilles Carle) au Fleur de Lys	**	*	*	*	**
Family Life (Kennett Loach) au Vieux-Montréal	****			***	**
American Graffiti (Georges Lukacs) au York			***		***
La lunule (Harvey Hart) au Parisien	*	●	*		*
Heavy Traffic (Ralph Bakshi) à l'Atwater 1		**			**
Stone Killer (Michael Winner) au Capitol	*				*

TOUS CONTRE LE PQ

ON PARLE DU P.Q. COMME S'IL AVAIT DÉJÀ LE POUVOIR...

dupras 20 oct 73

la campagne démarre lentement. On évite les vrais problèmes.

LE CHÔMAGE...
LE BILL 63...
LA CORRUPTION...
LES POTS DE VIN...
LE PATRONAGE...
LE CRIME ORGANISÉ

CONNAÎS PAS.

BOUM

29 OCTOBRE
À quand le vrai départ?

par Claude BEAUCHAMP et Claude SAINT-LAURENT

Le pouls de l'électorat tel que saisi par nos correspondants à travers le Québec tend à indiquer jusqu'à maintenant que les thèmes généraux abordés dans les programmes politiques des différents partis ainsi que l'orientation prise des interventions de [illegible] tiennent pas à

L'union nationale, c'est toujours le vide idéologique

son chef est toujours assis entre deux chaises...

J'AI PAS BEAUCOUP D'IDÉES... FAUDRAIT REVENIR 106 ANS EN ARRIÈRE... JE SUIS UN PEU PÉQUISTE, UN PEU CRÉDITISTE... UN PEU CECI... ET UN PEU CELÀ... ENFIN JE SUIS TOUT... ET JE SUIS RIEN... RIEN.

?

mais, pour attaquer le P.Q. l'U.N. délègue sa crapule intellectuelle officielle: Jean-Noel.

PÉQUISTE MARXISTE P.Q. = F.L.Q. IL ONT DU SANG SUR LES MAINS.

Gabriel Loubier propose la "souveraineté de juridiction"

Rhéal BERCIER

"OUTIMI — Le chef de l'Union M. Gabriel Loubier, a réaf- son parti en soutenu

du Québec, de ses besoins et de ses priorités.

Cette politique de l'UN s'inspirait de la position prise par M. Daniel Jo

C'était chef u la r

"C'est pas sorcier, c'est diabolique"

CHICOUTIMI (PC) — L'ex-député et candidat unioniste dans le district électoral de Chicoutimi, M. Jean-Noël Tremblay, a procédé hier à Chicoutimi, au lancement d'une [illegible] "Un instant, [illegible]

moi, je vous dis pas ce qu'il a dans la bouche!

MAIS JE SUIS CRÉDITISTE... JE SUIS POUR UNE PLUS JUSTE RÉPARTITION DES RICHESSES

KRISSS

DÉFAILLANCE PASSAGÈRE... MAIS JE ME SUIS GUÉRI MOI-MÊME...

XXXX

... et Bourassa, lui...

JE SUIS PRÊT À ACCUEILLIR... N'IMPORTE QUI...

... le plus drôle c'est quand il devient méchant...

GRRRR!

Dupuis se compare à Jésus-Christ chassant les vendeurs du Templ[illegible]

par François Barbeau

LAC MEGANTIC — Selon M. Dupuis, qui rendait compte hier soir aux élec- urs du comté de Compton-Mégantic [illegible] Mégantic [illegible] provinc

a-t-il poursuivi, par les lettres que nous recevons au comité central. Je le sais moi-m[illegible] après la tournée que le

nes environ comment il en était v passer du Parti libéral au Crédit s en interrogeant

M. Dupuis s'est remis de sa défaillance passagère

MEGANTIC (PC) — Des proches de M. Yvon Dupuis ont affirmé hier que le leader créditiste s'est vite remis de la "faiblesse physique" qui l'avait obligé la veille à annuler deux émissions radiophoniques et une réception civique [illegible] Mines [illegible] rétabli après [illegible] hôtel de ville d[illegible]

Bourassa lance un appel aux créditistes

par Pierre Richard

DRUMMONDVILLE — Devant foule de plus de 800 personnes d[illegible] le Drummond, le chef du P[illegible] lancé un ap[illegible]

ou qu'il lance d'affreuses calomnies...

RACISTE

Les libéraux accusent le PQ de racisme dans "l'opération radiation"

par Pierre O'Neill

Le Parti libéral du Québec accuse le Parti québécois d'avoir fait preuve de racisme en confiant à des équipes de commandos la mission de systématiser les demandes de radiation et de priver [illegible] de leur droit de [illegible] électeurs

● 10,000 nouveaux logeme[illegible] construits;
● 20,000 jeunes ont de 18 ans depuis l'é[illegible] dernier

RACISTE! ET "L'OPÉRATION OUBLI" DES QUÉBÉCOIS... IL Y EN A 102,407 À MONTRÉAL SEULEMENT, QUI NE POURRONT PAS VOTER.

DE TOUTE FAÇON... L'INDÉPENDANCE EST IMPOSSIBLE. LES QUÉBÉCOIS NE VOUDRONT JAMAIS SE RISQUER À LA FAIRE...

IMAGINEZ,... ON SERAIT OBLIGÉ DE PRENDRE NOUS-MÊME DES DÉCISIONS... ON SERAIT OBLIGÉ DE NOUS DÉVELOPPER PAR NOUS-MÊME...

PAR EXPÉRIENCE, JE SAIS QUE C'EST... IMPOSSIBLE...

YA QU'UN ENNEMI: LE P.Q.

IL FAUT SE LIGUER TOUS LES TROIS CONTRE LUI...

J'AI PLUS D'IDÉES MOI... FAUDRAIT QUE LE FÉDÉRAL OU LA BRINK'S M'AIDE.

DON QUICHOTTE ET SANCHO PANÇA SUR SON ÂNE... RIDICULE...

ON VA Y PÉTER LA YEULE.

Y EN A QUI SONT CHANCEUX D'AVOIR DES IDÉES...

IL FAUT COMBATTRE CEUX QUI ONT DES IDÉES... MINAURITÉ DE MINABLES!

PSSSS

Les Jeux olympiques sont loin de faire l'unanimité

par Pierre Mercier

En fin de semaine dernière, l'Association des anciens de l'université Laval, dans le cadre de son congrès annuel, proposait à ses membres et au public en général un débat sur les Jeux olympiques de 76, ayant pour thème: *Montréal 76: des Olympiques pour tout le monde. . pourquoi pas?*

Le comité organisateur du colloque avait invité pour l'occasion 4 panélistes: Pierre De Bané, député fédéral du comté de Matane, Gaston Marcotte, professeur-chercheur à l'université Laval, Simon Saint-Pierre, vice-président, exécutif du Cojo et Paul Phaneuf, ministre responsable au haut commissariat.

Les deux questions à l'ordre du jour étaient: *comment s'inscrivent les JO de Montréal dans la démocratisation du sport et du loisir au Québec?, et: les JO de Montréal constitueront-ils un outil de développement économique, socio-culturel et politique?*

"L'intention du comité d'organisation du colloque est résolument positive. Prenant pour acquis que les JO auront lieu à Montréal en 76, l'Association des anciens de Laval veut aider à les rendre aussi profitables que possible."

Malgré cette mise en garde, il apparaissait évident, à mesure qu'avançait le débat qu'on faisait le procès des Jeux olympiques de 76.

Voici en substance la teneur des allocutions prononcées par chacun des participants.

Gaston Marcotte

Des Jeux olympiques pour tout le monde...impossible

Les idéaux de Pierre de Coubertin (**"Le plus important aux JO n'est pas d'y gagner, mais d'y participer", et les JO doivent être "un plan international d'amitié et de bonne volonté pouvant conduire à un monde plus heureux et plus pacifique"**) sont fortement compromis.

Le premier, à cause du nombre infiniment limité d'athlètes qui peuvent participer de près ou de loin aux JO (un calcul du comité Québec 76 estime la participation probable des Québécois à 30% de l'équipe canadienne, soit 169 athlètes, qui réussirons **peut-être** à se qualifier).

Le second, parce que les JO aujourd'hui **servent à des fins politiques, racistes, nationalistes et commerciales .**

Les JO n'interviennent pas de façon naturelle dans l'évolution sportive du Québec, ils ont été **plutôt le couronnement des efforts habiles et patients d'un petit groupe d'hommes dirigé par le maire Drapeau .**

Non seulement les JO n'interviennent-ils pas au bon moment de notre histoire, mais aussi perturbent-ils la révolution sportive entreprise au Québec depuis quelques années.

Malgré les recommandations du rapport du Comité Québec 76 qui disaient: **"Le rattrapage dans le domaine de la préparation aux Olympiques ne doit pas être financé à même le budget régulier du haut-commissariat"**, et **"ce programme (Mission 76) ne doit pas faire obstacle au développement actuel du sport au Québec"**, des argents qui devaient être consacrés à la régionalisation des sports ont été affectés à Mission 76.

Depuis Mission 76, aucune politique n'a été émise au sujet des trois étapes qui restaient à franchir au plan du développement du sport au Québec, soit la régionalisation, la formation de cadres et la documentation sportive.

Paul Phaneuf

Des Olympiades pour tout le monde...oui

Des JO pour tout le monde sont possibles dans le sens où **des millions d'hommes et de femmes sont directement touchés, enthousiasmés, animés et motivés par les JO ,** dans le sens où **l'olympisme a conquis l'intérêt public .**

Les JO **activent et influencent nettement** la démocratisation et le développement du sport et des loisirs au Québec.

Avec les JO en vue, le gouvernement a haussé son aide financière aux organismes de promotion des sports et du loisir au Québec.

La tenue des JO à Montréal aura accéléré le rattrapage du Québec au domaine de l'équipement (le Québec possède maintenant plus d'installations sportives que l'Ontario).

La disponibilité de ces équipements aura pour effet d'inciter la population à la pratique du sport.

L'émulation inhérente à l'olympisme agira de façon à stimuler le développement du sport au Québec.

Les JO seront-ils l'occasion de mettre en place des structures orientées vers la démocratisation des sports au Québec?

Ces structures démocratiques sont déjà solidement en place, j'ose même dire confortablement en place depuis pas mal de temps déjà.

Le temps est peut-être venu de régionaliser l'animation sportive. . .La nécessité d'une décentralisation sportive est-elle vraiment urgente? Cette interrogation durera aussi longtemps que n'aura pas été effectué l'examen des retombées (sur les 15 régions sportives du Québec) des subventions actuellement versées.

Les JO: levier du développement de l'activité physique et sportive

–Simon Saint-Pierre

Les JO s'inscrivent dans **ce vaste phénomène moderne** qu'est la pollution sous toutes ses formes, et particulièrement celle qui affecte le bon fonctionnement de l'organisme humain (cigarette, alcool).

Les JO convaincront les gens des bienfaits de l'activité physique et sportive (ce qui par conséquent améliorera la condition physique de la population) et stimuleront l'élaboration de politiques dans ce domaine. **Les JO constituent un puissant levier capable d'élever le développement de l'activité physique et du sport au rang de préoccupation nationale .**

Sur le plan politique, les JO seront **un facteur de rapprochement entre toutes les classes de la société** et constitueront une source de prestige national.

La publicité pour notre pays est **la première et principale** conséquence des JO sur l'économie du pays.

Les revenus que la ville de Montréal retirera de la location du stade aux équipes de sport professionnel et à d'autres organisations sont inestimables: les Expos, d'après certains calculs, débourseraient 2 millions de dollars par année pour la location du nouveau stade.





Pierre De Bané

Les Jeux olympiques seront tragiques pour le Québec

Des calculs faits par des experts du gouvernement fédéral prévoient dun déficit de $172 millions dans le budget des JO.

Les années qui ont suivi l'Expo 67 ont été des années de ralentissement économique.

Munich a profité des JO parce que, comme Montréal avant 67, elle avait besoin de structurer son système routier et de transport urbain. Montréal n'a plus besoin des JO pour assurer son expansion.

Sur le plan municipal, compte tenu des besoins de la ville de Montréal, qui ne consacre que 7.4% de son budget aux sports et loisirs (70 villes du Québec affectent plus d'argent à ce domaine que Montréal), les JO seront une tragédie.

Qu'a-t-elle besoin d'un stade de 50,000 sièges, d'un vélodrome, d'un champ de tir (le tir est effectivement un sport qui se prête bien à la démocratisation!), d'un canal pour l'aviron, alors qu'elle n'a même pas d'infrastructure sportive adéquate.

Non seulement le Québécois n'est-il pas en bonne condition physique (la majorité des Québécois ne pratiquent aucun sport), mais il fait face à des problèmes sociaux et économiques urgents: dans la ville de Montréal même, des logements n'ont pas l'eau courante, des milliers d'autres seront irrécupérables si l'on ne consacre pas d'argent à leur rénovation d'ici peu.

A Munich, plus d'un an après les Jeux, on n'a pas encore réussi à louer tous les logements de l'immense complexe domiciliaire qui constituait le village olympique. Malgré cela, le maire Drapeau veut répéter cette expérience malheureuse envers et contre tous.

Le CIO, à cause de son intransigeance (il veut un village unique), porte préjudice à la population montréalaise, qui par l'entremise de ses conseillers et urbanistes avait établi une politique de logement que le village unique vient perturber.

McGraw remorque les Mets et Finley coule les A's

par André Houle

Nous avions choisi les Mets pour l'emporter en six parties. Au moment d'écrire ces lignes, les hommes de Yogi Berra semblaient nous donner raison puisqu'ils menaient 3-2 dans la série. Etant donné que ce sera probablement Tom Seaver qui commencera la prochaine partie pour les Mets, il se pourrait que ces derniers aient déjà réédité leur exploit de 69 lorsque vous prendrez connaissance de ce billet.

Une performance d'équipe

Si les Mets remportent le championnat, il sera assez difficile d'attribuer des honneurs individuels puisque la victoire aura été le résultat d'un travail collectif.

Tug McGraw qui, jusqu'ici, a connu des succès formidables se méritera peut-être la palme mais il ne faudra pas oublier les performances de plusieurs de ses coéquipiers. Matclack a bien fait lors des deux parties qu'il a lancées. Staub a, en dépit d'une douloureuse blessure à l'épaule, frappé comme un déchaîné lors du quartrième match. Bud Harrelson a joué en champion tout au cours de la série et il a même trouvé le moyen de frapper des coups sûrs opportuns. Cleon Jones a également cogné la balle avec autorité durant toute la série. Même l'ex-Expo, Don Hahn, en plus de faire des attrapés miraculeux au champ centre a frappé avec énormément d'aplomb. Son triple lors de la 5e partie a procuré un point fort important aux siens. Garett, Milner et Millan, bien qu'ils aient commis certaines erreurs, ont su se racheter.

Cependant, jusqu'ici dans la série, ce sont les lanceurs des Mets et en particulier Tug McGraw qui ont fait la différence.

Du côté des A's, c'est l'inter Campaneris qui fut le meilleur des siens. Tant par son coup de bâton que par son brillant jeu défensif, Campaneris fut celui qui a joué le rôle de leader chez les Athlétiques.

Jos Rudi, Rollie Fingers et Gene Tenace ont également bien fait mais leur performance ne fut pas aussi électrisante que celle de l'an dernier. Quant à Jackson et Bando, peut-être quelque peu distraits dans leur jeu par les agissements de leur proprio, ils n'ont pas offert encore leur rendement habituel. Si ces deux-là se retrouvaient à Oakland, il est fort possible que tout ce que nous avons écrit précédemment au sujet des Mets, n'aurait plus aucune signification.

Solution des Mots Corsés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	P	I	E	R	R	E	M	A	R	O	I	S
2	A	N	C	I	E	N	■	N	I	E	N	T
3	T	O	U	S	S	E	S	■	M	I	S	E
4	R	U	S	A	I	■	I	■	E	L	■	R
5	O	I	S	I	L	L	O	N	S	■	E	I
6	N	E	O	■	I	E	N	A	■	I	L	L
7	S	■	N	U	E	R	■	G	E	N	A	I
8	■	A	S	T	R	O	N	E	T	■	N	S
9	A	U	■	I	O	T	A	■	F	A	C	E
10	V	T	■	L	N	■	T	R	O	N	E	R
11	A	R	M	E	S	■	T	O	R	D	R	A
12	L	E	T	S	■	N	E	T	T	E	■	S

coup de griffe

Finley: un bon "boss"

Par André Houle

Charles O. Finley n'en est pas à ses premières armes dans le domaine des bourdes. Le millionnaire propriétaire des A's d'Oakland, sans doute convaincu que l'intelligence et le jugement des hommes sont directement proportionnels au compte en banque des individus, se permet les plus frivoles exentricités. Après tout, c'est lui le proprio de l'équipe, c'est lui le "boss" et, à ce titre, c'est à lui que revient le droit de décider. Le "boss", c'est connu, ne peut se tromper et parce que c'est lui qui signe les chèques de paye, il peut à sa guise, décider du sort de ses commettants. Et gare aux trouble-fête qui osent contester l'autorité souveraine du grand argentier. Il les "ruinera" à tout jamais car la fortune possède ce pouvoir suprême de décider du sort et de l'avenir de ceux qui en sont privés.

Après tout, le bien général doit passer avant le bien particulier et le bien de toute l'équipe doit primer sur les droits du pauvre Mike Andrews. Et comme "la fin justifie les moyens", il ne faut pas s'offusquer outre mesure du fait que Sire Finley utilise quelques petits trucs habiles avec la connivence d'un médecin compréhensif, pour évincer Andrews dont les bévues au jeu ne peuvent que nuire au succès de l'équipe.

Le respect de l'individu... et puis après!

En bon administrateur qu'il est, (on ne devient pas riche sans posséder certaines qualités) M. Finley sait qu'il ne faut pas céder trop de terrain aux sentiments. Ce qui compte, c'est le résultat qu'on obtient. Pour ce faire, il faut parfois "se marcher sur le coeur" et prendre certaines décisions qui semblent brimer les droits de l'individu, mais c'est toujours en vue du bien commun. Un adage bien connu dans le monde du sport ne dit-il pas que "Les bons gars" ne sont jamais premiers? Finley, lui, n'aime pas jouer les seconds violons. Tant pis si ses agissements peuvent sembler choquants et même provoquants à prime abord, ce sont les résultats qui comptent.

Cependant, une chose que le richissime potentat Finley ne peut faire c'est de jouer au baseball à la place de ses hommes. A la rigueur, il peut toujours prendre les décisions à la place de son personnel d'instructeurs, mais de là à frapper et lancer la balle à la place des joueurs... Or il arrive que les équipiers des A's sont en colère contre leur patron. Au moment d'écire ces lignes, il est encore trop tôt pour juger des effets qu'auront les agissements de Finley sur l'issue de la série, mais il semble déjà que le moral des joueurs a subi des dommages irréparables qui pourraient aider grandement la cause des Mets... On verra bien!

Le cahier olympique

Le lancer du marteau

par José Sant

Le lancer du marteau prend naissance vers 1400 dans les Iles Britanniques, plus particulièrement en Irlande et en Ecosse. Le concours s'effectue alors à l'aide de lourds marteaux de forgeron.

En 1860, plus précisément à Oxford, on réglemente le poids du marteau à 16 lbs ou 7,255 kg, mais tout n'est pas encore précis quant à la longueur du manche et l'emplacement de l'aire de lancer. Il faut attendre 1908 pour avoir un cercle de lancer de 7 pieds.

Tout comme au disque le marteau se lançait de pied ferme sans élan. Ce n'est qu'en 1887 que la rotation fait son apparition, et que l'engin se modifie; pour que le marteau roule au lieu de s'enfoncer dans le sol on en fait une boule et pour pallier aux bris des manches de bois on opte pour une chaine prolongée d'une poignée.

Aujourd'hui le marteau pèse 16 lbs au total, c'est-à-dire avec le poids du câble de 1,22 m. de long, poignée comprise, tel qu'illustré dans la photo par **George Frenn.** Afin d'éviter des accidents, le lanceur évolue dans une cage grillagée haute de 3 mètres et ayant un angle de dispersion de 60°.

En 1900, Flanagan, un Américain d'origine irlandaise fut le premier vainqueur olympique du marteau. Il devait remporter trois médailles d'or, 1900, 1904 et 1908.

Il faut attendre 1936, avec l'Allemand Hein, pour voir une nette amélioration de la spécialité où le record olympique est porté à 56,49 m. Plus tard le duel entre le Soviétique Michael Krivonosov et l'Américain Harold Connolly éleva le record du monde à 63,34 m. en 1960. **Connolly** qui fut le premier à dépasser les 70 m. dut céder le titre olympique à Rome à Rudemkov 67,10 m. produit de la nouvelle école russe.

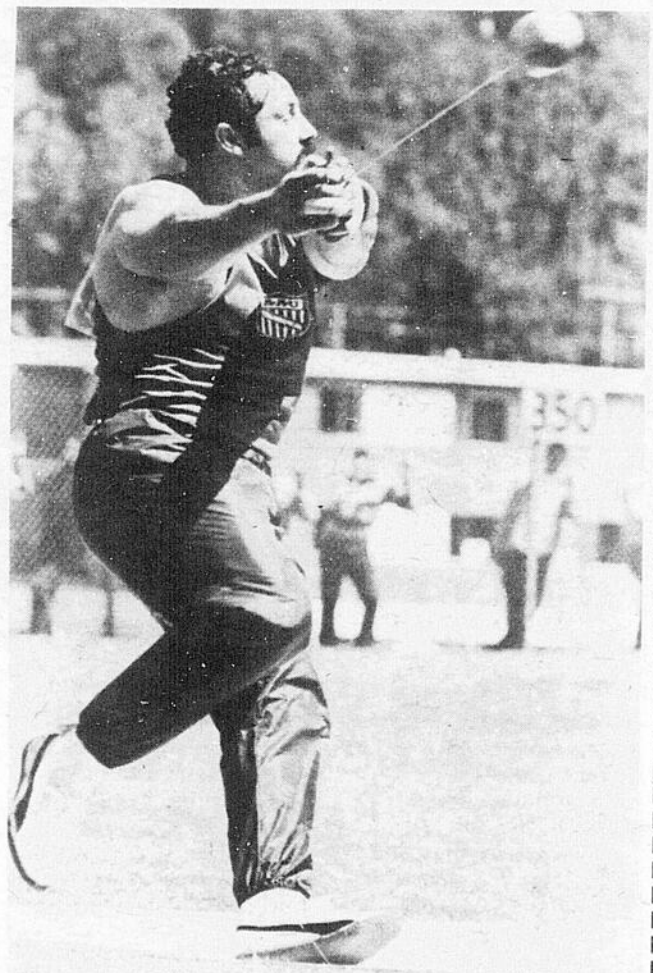
Son compatriote Klim remporta la médaille d'or en 1964 à Tokio avec un lancer de 69,74 m. En 1968, Zsivotzki, le Hongrois remporta la médaille d'or à Mexico avec 73,36 m. A Munich en 1972, Bondartchuk établit le record olympique à 75,50 m.

Comme le disque le marteau s'effectue en rotation. Trois phases distinctes composent le lancer:

Mise en action à l'aide de moulinets. Le lanceur prend son élan les deux pieds au sol, les épaules et les bras relachés, allongés ne font que prolonger le câble du marteau tiré par la force centrifuge. Il entame deux à trois moulinets.

Rotation ou élan sur trois tours. Suite au moulinets le lanceur amorce son premier tour en pivotant sur le talon gauche tout en conservant le plus longtemps possible ses deux appuis au sol. Déjà durant cette phase le souci d'avoir le bassin en avance sur la ligne d'épaules se fait sentir. Plus le bassin sera placé en avant plus l'accélération portée à l'engin sera grande. Un deuxième facteur d'accélération s'ajoute lors de la reprise au sol par le pied droit. C'est ce double appui qui favorisera une nouvelle accélération: puis il y aura le deuxième et troisième tour d'une technique identique au premier qui ajouteront de la vitesse et de la force à l'engin.

La dernière phase ou action finale. La finale sera efficace dans la mesure ou l'avance du bassin sera grande par rapport à la ligne d'épaules, et où l'action sur l'engin sera longue, sensation de tirer l'engin. Les jambes se tendent, les bras sont maintenus allongés, l'engin est lâché. Il vaut mieux avoir une vitesse de rotation moindre mais une grande avance du bassin est sujette à de meilleurs résultats.



George Frenn en pleine exécution. Le marteau qu'il s'apprête à lancer pèse 16 livres au total, c'est-à-dire avec le poids du câble de 1,22 mètres de long poignée comprise. Autrefois, ce sont de lourds marteaux de forgeron que les athlètes projetaient. On a modifié l'engin et 1887 pour lui donner la forme actuelle.

Une analyse des programmes des partis politiques en matière de sport et loisir

par Camille Cusson

Le programme du parti Libéral en matière de sport et loisir n'offre pas beaucoup de prise à l'analyse puisqu'on n'y consacre que quelques phrases, pas tout à fait une page, dans une brochure qui en contient plus de 75.

Les libéraux s'engagent quand même, s'ils sont réélus, à accentuer la régionalisation au sein du haut commissariat; à améliorer et à augmenter les équipements sportifs et de loisir en intensifiant la construction des arénas dans le Québec; et à créer un institut national des sports pour les élites sportives.

L'on sait par ailleurs qu'en fait, pour le parti Libéral, les intentions de véritable renouveau sont rares dans le secteur sport et loisir et que l'on veut plutôt continuer à créer des structures et à faire des recherches. L'idée même de l'institut national des sports n'est pas nouvelle et serait la conclusion d'une de ces recherches. L'on ne sait donc pas quels sont les motifs qui ont poussé la direction du parti à prôner cette idée plutôt qu'une autre; quels problèmes on entend solutionner par la création de cet institut; quelles autres solutions ont été étudiées et rejetées. Rien de tout cela.

Tout se passe comme si on lançait l'idée avec l'espoir de l'exécuter s'il n'y a pas trop d'objections; s'il y en a, cela permettra au haut commissariat d'asseoir l'argumentation nécessaire en répondant aux objections. Les milieux concernés apprécieraient certes davantage les "bonnes idées" des libéraux si on leur expliquait d'avance les raisons, les recherches, le pourquoi de ces idées. En d'autres termes, si on les consultait. Heureusement, le ministre Phaneuf a promis tout cela dans sa dernière conférence de presse. Malheureusement, la collaboration et la consultation ne sont pas inscrites au programme officiel.

Tous les partis s'entendent donc au niveau des principes devant soutenir une politique de sport et loisir au Québec: le sport et le loisir doivent être accessibles à tous les citoyens du Québec, probablement par le biais de la régionalisation.

Tous les partis s'entendent sur les principes, sauf le parti Créditiste, qui n'a jamais été très fort au niveau de la conception des principes, de toute façon. Avec les créditistes au pouvoir, les Québécois auront un ministère des Sports, des pistes de ski à prix raisonnable, et le camping devrait connaître un essor considérable. Dans tous les autres domaines, le Crédit social fait reculer la belle province de quelques décennies.

Choisir un moyen terme

Avec l'Union nationale, malgré le peu de chances d'une victoire, le sport et loisir risquent de ne pas se porter si mal que cela. L'Union nationale a ses idées quant à la formation des cadres et autres compétences sportives, quant à la structure gouvernementale devant planifier le secteur sport et loisir – une régie autonome –, quant au développement du sport d'élite, qui en vaut bien d'autres. Le parti de monsieur Loubier semble en tout cas comprendre les problèmes de régionalisation et est le seul parti à dire autre chose que "nous favorisons la régionalisation". Il propose en effet une organisation concrète au niveau des Conseils régionaux qui vaudrait peut-être la peine d'être tentée.

Choisir de tout reprendre depuis le début

Avec le parti Québécois, le secteur sport et loisir devrait bouger beaucoup, trop ou trop vite peut-être? On y préconise en effet beaucoup de programmes nouveaux, certains vraiment originaux, d'autres moins, mais on voit mal comment l'ensemble serait planifié et organisé. Tout se passe comme si les péquistes avaient posé une longue et intelligente réflexion sur le sujet mais sans aller voir ce qui se faisait déjà, sans trop tenir compte des centaines de personnes déjà impliquées dans les problèmes. Il faudrait s'attendre, si les péquistes prennent le pouvoir, à ce que l'accent soit davantage mis sur l'aspect populaire des sports et loisirs plutôt que sur le développement du sport d'élite; à ce que les équipements disponibles soient rationalisés pour une utilisation maximum; à ce que les territoires réservés de chasse et de pêche soient abolis plus rapidement et plus systématiquement qu'ils ne le sont présentement.

Choisir le statu quo

Avec le parti Libéral, ça risque de continuer comme avant. Rien qui annonce le souffle vivificateur dont on aurait tant besoin, surtout avec l'imminence des Jeux olympiques qui pourraient être un prétexte à accélérer la mise en marche de nombreux programmes.

L'électeur sera donc mal avisé de choisir le prochain gouvernement en fonction de leurs programmes en matière de sport et de loisir, puisqu'aucun programme n'est vraiment complet ni satisfaisant. On semble savoir où aller mais ne pas savoir comment s'y rendre, en ce sens que les principes sont bien formulés mais qu'on ne sait pas trop comment passer à l'autre étape, celle de l'application concrète de ces beaux principes dans des programmes qui rejoignent enfin le citoyen.

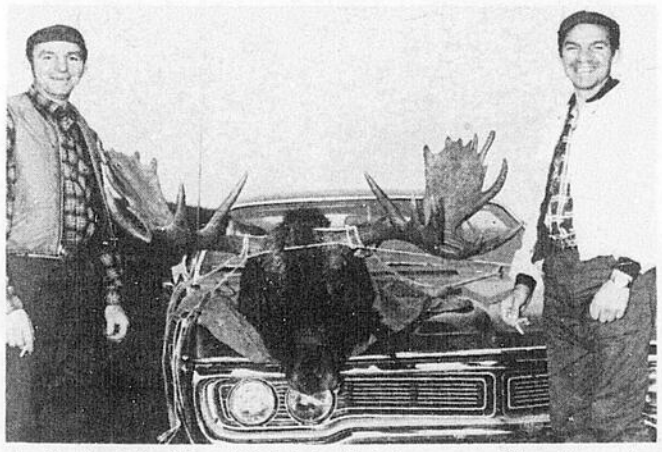
les entretiens du loup repu

Le festival de Saint-Michel-des-Saints: une manifestation régionale exemplaire

Les concours de "panaches" (nom vernaculaire donné par les Québécois francophones au bois de nos grands cervidés, orignal, caribou et cerf de Virginie ou chevreuil) ne sont pas nombreux au Québec et existent depuis fort longtemps sous différentes formes. Des villages, des firmes et des journaux en ont commandité et en commanditent encore dans les différentes parties de la province particulièrement dans les régions fréquentées par le cervidé pour lequel le concours est organisé.

La plupart de ces concours ne s'occupent que d'une ou quelques dimensions du panache, en général l'envergure totale et quelquefois la longueur et la largeur des palmures.

Quant au décernement des prix, dans certains cas ils sont de montants si élevés et la qualité des panaches est si peu contrôlée que cela peut donner libre cours à la fraude. Tout chasseur un tant soit peu familier avec la formation des bois vous expliquera comment on peut élargir le panache jusqu'à six (6) pouces lorsqu'il est "vert", c'est-à-dire pendant les quelques jours après que la bête a été abattue.



Le Festival de Saint-Michel des Saints a accueilli cette année quelque 20,000 personnes.Son concours de panaches a été suivi avec intérêt.

Le concours de panaches de St-Michel-des-Saints

Dans le cas du concours de panaches organisé à St-Michel-des-Saints, à l'intérieur du festival, on s'est finalement décidé à utiliser des méthodes d'évaluation rationnelles basées sur les dimensions principales: envergure totale, hauteur et largeur des palmures, mais aussi sur d'autres points importants pouvant influencer l'évaluation de la masse du panache: circonférence du merrain à la meule, nombre de pointes ou cors (cornichons), longueur de ces cors. La somme des points attribués à chacune des caractéristiques forme un total qui permet de comparer d'une façon tout à fait juste les différents panaches et de proclamer champion celui qui est vraiment exceptionnel. Le seul reproche que l'on puisse formuler sur la méthode utilisée à St-Michel-des-Saints qui, en fait, est à l'intérieur du concours provincial de panaches O'Keefe, c'est qu'il ne fait pas perdre de points pour l'asymétrie, tel que le recommande la méthode utilisée et acceptée internationalement par le Club Boone et Crockett.

Le festival

La ville de St-Michel-des-Saints, située à peine à 2 heures de Montréal, au sud d'une région riche en gibier, particulièrement en orignal, organisait cette année, pour la cinquième année consécutive, son festival provincial de la chasse. C'est une excellente initiative locale et plusieurs villes et villages québécois gagneraient, tant du point de vue économique que social, à commanditer des manifestations similaires.

La distribution des trophées décernés aux gagnants du concours de panaches reste le clou de toutes les manifestations, mais n'en représente quand même qu'une partie. C'est ainsi que le défilé avec les panaches et le mesurage officiel qui, soit dit en passant, est effectué par des spécialistes qui vérifient bien si le panache et les têtes portent la bande métallique pour l'année en cours, sont des manifestations suivies de très près par tous les gens.

Les concours d'appel, de gigueurs et autres présentés dans la grande tente, en plus des spectacles, attirent des milliers de gens. La construction, sous les yeux des visiteurs, d'un canot d'écorce d'apparat, par les Indiens Têtes-de-Boule de langue algonkine, de la réserve de Manouane, a aussi attiré une quantité de gens.

Cette année, de 20 à 25,000 personnes ont réussi à se rendre à St-Michel pour la journée de clôture le 14 octobre, grâce à une excellente coordination de la circulation et aux possibilités de stationnement, afin de voir le défilé des 200 ou 300 panaches inscrits et de participer aux différentes manifestations.

Le gagnant de cette année du plus gros panache a remporté le premier prix de $500 (sur les $2000 de bourses et trophées), pour un orignal abattu dans le parc de Matane qui portait un panache de 62 pouces ½ d'envergure. Il a cumulé 206 points, calculés selon le système de mensuration déjà mentionné. Afin d'intéresser le plus grand nombre possible de chasseurs, des trophées et bourses en argent sont aussi donnés pour les plus grosses têtes de femelle, les 10 plus gros panaches de mâle et des prix pour le plus petit panache et la plus petite tête de femelle.

Dionne avec le Canadien?

Bowman s'ennuie déjà de Houle et Dryden

par André Houle

Scotty Bowman est inquiet. Les Canadiens éprouvent du mal à gagner contre des équipes qui sont considérées comme étant plus ou moins redoutables. Les joueurs de Bowman ont toutes les misères du monde à conserver l'avance qu'ils prennent parfois difficilement au cours des deux premières périodes.

Contre les North Stars, le Canadien s'est montré plus ou moins nonchalant en troisième période et les hommes de Jack Gordon en ont profité pour enfiler une paire de buts. Samedi dernier au Forum, le Canadien a éprouvé beaucoup de difficultés à disposer des Canucks de Vancouver. Enfin, mercredi passé, les hommes de Scotty Bowman n'ont pu présenter leur avance d'un but en troisième période et les Leafs de Toronto les ont vaincus 5-3.

L'absence de Ken Dryden

Bien qu'on refuse de l'avouer carrément au Forum, l'absence de Ken Dryden pourrait être plus coûteuse qu'on l'avait d'abord prévu. Le jeune Michel Larocque a bien joué mais la présence d'un Dryden dans les filets mercredi dernier aurait pu valoir une victoire au Canadien. Larocque n'est pas à blâmer pour la défaite mais le but alloué à Henderson en troisième période n'a pas aidé la cause des siens.

Bowman, quant à lui, blâme surtout ses joueurs de défense pour la faible tenue des siens à la défensive. Les défenseurs du Canadien omettent de frapper l'adversaire. Les avants ne frappent pas davantage.

Le résultat en est que les détenteurs de la coupe Stanley ont maintenant alloué 10 buts à leurs adversaires alors que l'an dernier ils n'en avaient alloué que 20 au cours des 13 premières parties. On se rappelle le fulgurant début de l'équipe l'an dernier alors qu'on avait vaincu les équipes de tête comme les Rangers et les Bruins avec assez de facilité. Cette année, il apparaît que les victoires seront arrachées plus difficilement.

Les blessés et les autres...

Bowman a bien raison quand il déplore la perte des joueurs passés à l'Association Mondiale. L'absence de Houle en particulier cause certains maux de tête à l'instructeur du Canadien. Avec Houle dans son alignement, Bowman pouvait se permettre le luxe de jeter 4 trios dans la mêlée, ce qui avait pour effet de dérouter l'adversaire tout en accordant un repos additionnel à ses joueurs.

Claude Larose manque également. Ce joueur était fort utile à l'équipe lors des désavantages numériques et il excellait à couvrir le meilleur compteur de l'équipe adverse. Bien servi par une solide constitution physique et possédant un excellent coup de patin, Larose se signalait surtout quand le jeu devenait serré et rude.

Cependant ce qu'il manque peut-être le plus au Canadien, depuis le départ de Jean Béliveau, c'est un joueur de centre. Pete Mahovlich est irrégulier et Henri Richard ne rajeunit pas. Sam Pollock a certainement pris conscience de la gravité de la situation et il ne faudrait pas trop s'étonner qu'il donne suite aux rumeurs d'échange qui circulent au sujet de Marcel Dionne.

La rumeur veut que Pollock "reçoive des coups de téléphone" des Red Wings de Détroit et des Blues de Saint-Louis. Les Blues n'ont pas beaucoup à offrir mais les Wings possèdent Dionne, un très habile joueur de centre qui ne se plait pas tellement à Détroit, et qui pourrait très bien s'adapter au style de jeu du Canadien.

Il avait été question l'an passé que Dionne passe aux Canadiens mais aucun échange n'avait été bâclé. Notons que cette année, Pollock peut transiger en offrant ses droits sur Ken Dryden.



Les bottines de Dryden sont lourdes à porter pour Michel Larocque. Il manque visiblement d'expérience. Nul doute qu'il devra dans les prochaines parties partager la tâche avec Michel Plasse et Wayne Thomas.



(photos Yvan Poupart)

Malgré le brio d'Yvan Cournoyer qui menace la forteresse ennemie et qui patine à une vitesse étonnante en ce début de saison, les Canadiens éprouvent de la difficulté à gagner.